

L'Expansion Economique Allemande vers le Sud-Est Européen

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 9 Décembre 1939, à 14 heures

PAR

Ivan TRANDAFILOVITCH

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LESCURE, *Professeur*
SUFFRAGANTS { M. OUALID, *Professeur*
 M. DOLLEANS, *Professeur*

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)
1939

**L'Expansion Economique
Allemande
vers le Sud-Est Européen**

L'Expansion Economique Allemande vers le Sud-Est Européen

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 9 Décembre 1939, à 14 heures

PAR

Ivan TRANDAFILOVITCH

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT :	M. LESCURE, <i>Professeur</i>
SUFFRAGANTS	{ M. OUALID, <i>Professeur</i>
	{ M. DOLLEANS, <i>Professeur</i>

PARIS

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)

1939

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Les relations économiques entre l'Allemagne et le Sud-Est (*) de l'Europe, bien qu'importantes, sont peu connues sous leur véritable aspect. *Simple expansion économique allemande ou méthodes d'invasion germanique ?* Nous n'avons pas voulu nous arrêter à ces assertions et nous nous sommes proposé d'approfondir les faits.

Avant la guerre de 1914-1918, l'Allemagne possédait des investissements considérables dans cette région de l'Europe. Après la guerre, ses placements sont devenus pour ainsi dire négligeables. Les nouveaux Etats constitués dans le Sud-Est n'en avaient pas moins avec elle des relations économiques, mais surtout commerciales.

Nos observations se concentreront, en majeure partie, sur la période qui suivit l'avènement du régime national-socialiste. Dès 1932, le III^e Reich devient le principal client du Sud-Est. Ses progrès à cet égard se font de plus en plus grands. C'est un fait indéniable. Il est nécessaire d'en découvrir les causes et de démontrer s'il résulte de cet échange de biens un avantage pour les peuples contractants. Le Sud-Est

(*) Le terme Sud-Est de l'Europe englobe, selon nous, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Grèce et la Turquie. L'Albanie ne fait pas l'objet de nos considérations, ses rapports économiques avec l'Allemagne étant insignifiants.

n'est-il pas, ou ne sera-t-il pas, dupe du commerce avec l'Allemagne ? Cette dernière est-elle, réellement, un partenaire loyal ?

La position géographique de l'Allemagne, à proximité du Sud-Est, et la diversité des économies en contact, sont généralement considérées comme des « conditions naturelles », déterminant les relations commerciales entre les deux peuples. Nous estimons que ces « conditions naturelles » sont exagérées. Actuellement, avec les améliorations apportées dans la technique des transports, la portée de l'argument géographique est bien moindre qu'au siècle dernier. Aussi cet argument, s'il peut être encore primordial en ce qui concerne la Hongrie et la Yougoslavie, diminue-t-il de valeur lorsqu'il s'agit de la Grèce et de la Turquie. Nous ajoutons que, d'après les constatations statistiques, les échanges commerciaux sont beaucoup plus intenses entre pays industriels qu'entre un pays industriel et un pays agricole.

Dans la présente étude, nous avons souvent pris le Sud-Est comme constituant une unité économique étant donné que les économies nationales des pays qui le composent se trouvent dans des conditions semblables. De même, les rapports économiques germano-sud-est empruntent presque partout les mêmes caractères. Pour cette dernière raison, la méthode que nous avons employée a consisté à choisir les cas les plus typiques, mettant le mieux en lumière l'état réel de ces rapports.

Nous tenons à adresser ici l'expression de notre profonde gratitude à M. le Professeur Jean Lescure, de la Faculté de Droit de Paris et à M. le Professeur Gojko Grdjitch, de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Belgrade, dont les précieux conseils ont grandement facilité notre tâche.

I. T.

PREMIÈRE PARTIE

**Les prétentions
et les réalisations allemandes**

**Confusion des facteurs économiques
et politiques**

CHAPITRE PREMIER

Les prétentions allemandes

A. — « Mitteleuropa » et « Mein Kampf »

Pour une compréhension parfaite des problèmes qui se posent dans l'Europe Centrale et Sud-Orientale il est nécessaire de rappeler certains faits historiques antérieurs à notre époque, ainsi que les doctrines et les tendances actuelles exposées soit par des économistes, soit par des personnalités officielles (1). Toutes ces aspirations sont souvent présentées

(1) On prétend que par suite des changements territoriaux survenus dans les Empires Centraux (création de petites unités politiques) les traités de paix ont accentué l'importance des problèmes économiques de l'Europe Centrale et Orientale. Au cours de ces vingt dernières années, de nombreux projets ont été formulés en vue de résoudre les problèmes posés et de trouver l'équilibre économique dans cette partie de l'Europe. Chaque plan vise son organisation dans le domaine économique. Outre les plans dont nous nous occuperons dans le présent chapitre, mentionnons que Jiri Vranek, dans un article de l'Affaire Danubienne, juillet 1938, énumère les treize projets suivants : Plan n° 1 : *La Nouvelle Europe*, Masarik, 1917 ; Plan n° 2 : « *Régime spécial douanier* », (1920 ; l'article 222 du traité de St-Germain et l'article 205 du traité de Trianon ont donné aux trois Etats, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie

sous forme de plans ou de programmes économiques tendant à rechercher l'équilibre économique, mais abstraction faite de leur apparence, ils se caractérisent tous par la confusion des facteurs économiques et politiques.

I. — L'organisation économique de l'Europe préoccupait les économistes allemands déjà bien avant la guerre. *Tous leurs projets avaient et ont encore aujourd'hui un point commun : le travail d'organisation économique doit être effectué sous la direction allemande.* C'est ce but précisément qui est à l'origine des devises telles que de « Drang nach Osten », « Pangermanisme », « Impérialisme allemand ». On esquisse les traits de l'Europe future.

Friedrich Naumann, député du Reichstag, dans son œuvre « Mitteleuropa », en donnait les contours. Il plaidait pour un vaste territoire économique en Europe Centrale, à défaut de quoi l'Allemagne serait écrasée par d'autres vastes territoires économiques déjà constitués comme la Russie, l'Angleterre et l'U.S.A. Le noyau de cette création devait être l'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Par l'intermédiaire de ce dernier pays, il prévoyait l'incorporation d'autres Etats limitrophes et on sent chez lui une idée très nette de l'autarcie : « Pour se suffire, l'Europe Centrale a besoin des territoires agricoles limitrophes et c'est pourquoi elle doit leur rendre l'entrée dans son alliance possible et désirable. Il lui faut également étendre, autant

le droit de créer entre eux un régime douanier spécial) : Plan n° 3 : « *La Petite Entente* », (1920) ; Plan n° 4 : « *Le Plan Hantos* », (1925 à 1927) ; Plan n° 5 : « *L'Union douanière Austro-Allemande* », (1931) ; Plan n° 6 : « *Plan Tardieu* », (1932) ; Plan n° 7 : « *La conférence de Streza* », (1932) ; Plan n° 8 : « *La Petite Entente* », (1933) ; Plan n° 9 : « *Le mémorandum italien* », (1933) ; Plan n° 10 : « *Le Pacte de Rome* », (1934) ; Plan n° 11 : « *Le Pacte Danubien* », (1935) ; Plan n° 12 : « *Les protocoles Additionnels* », (conclus par MM. Mussolini, Schuschnigg et Gömbös, le 23 mars 1936, trois protocoles additionnels au Pacte de Rome de 1934). Plan n° 13 : « *Le Plan Hodza* », (1936).

que possible, son littoral maritime du Nord et du Sud. Elle doit, en outre, avoir sa part du domaine colonial d'outre-mer » (2).

Pour limiter les frontières de l'Europe Centrale, l'auteur se pose un questionnaire indécis, écrivant son livre pendant la guerre. Il est probable qu'il envisage l'extension du territoire de la Mer du Nord aux Balkans. On lit entre les lignes de son ouvrage qu'il voulait aller même au-delà — vers l'Orient par la Turquie. Il déclare notamment dans l'appendice du livre concernant la Bulgarie : « L'Europe Centrale se relie à la Péninsule des Balkans. Elle s'est alliée aux Turcs et aux Bulgares et les salue chaque jour comme des frères » (3).

En Allemagne, avant la guerre de 1914, régnait un état d'esprit commun, forgé inconsciemment par la théosophie germanique. L'Europe Centrale devait être l'expression du dynamisme allemand. Naumann participe à cette psychose dans son étude.

Notons que cet auteur a eu de nombreux prédécesseurs, notamment : Paul Dehn (4), Julius von Eckardt (5) et surtout Partsch (6), professeur à l'Université de Berlin. L'influence de son livre sur l'opinion publique et le gouvernement fut énorme. Une formidable campagne s'engagea pour la réalisation de la « Mitteleuropa ».

Le 15 novembre 1915, furent entamés des pourparlers entre les Parlements de l'Allemagne et de l'Autriche aux fins de discuter l'union politique, économique et sociale, conformément au plan Naumann. Les difficultés, surtout d'ordre

(2) Naumann Friedrich : *l'Europe Centrale*, p. 184.

(3) N. F. l'E. C. p. 322.

(4) Paul Dehn : *Deutschland und der Orient*.

(5) Julius von Eckardt : *Berlin-Wien-Rom*.

(6) Partsch : *Mitteleuropa*.

constitutionnel et militaire, furent multiples car on se trouvait en période de guerre. Le 11 octobre 1918, enfin, on aboutit à la signature de la Convention de Salzbourg. Dans ses grandes lignes ce pacte prévoyait l'union douanière, mais les puissances centrales s'écroulèrent bientôt. Les plans restèrent à l'état d'utopies.

Les traités de paix respectèrent, autant que possible, l'indépendance nationale et permirent à l'Europe de trouver son équilibre d'après les principes de l'économie libérale.

II. — On trouve dans le livre du Führer germanique, « *Mein Kampf* » (7) la reminiscence des idées de la « *Mitteleuropa* » de Naumann. La « *Bodenpolitik* » que l'Allemagne doit poursuivre pour la réalisation de son « *Lebensraum* » consiste précisément dans la création d'un immense territoire économique. La notion du « *Lebensraum* » (8) empruntée au droit civil (origine des servitudes) n'est qu'un principe abusif en droit international. Prise au pied de la lettre, cette notion peut être, à la rigueur, une mauvaise répartition des frontières entre deux pays. Les centres industriels, par exemple, se trouvent d'un côté de la frontière et les minerais nécessaires pour l'approvisionnement de ces industries de l'autre côté, sur les territoires de pays limitrophes, par suite de quoi, au point de vue économique également, ces territoires ne peuvent subsister.

Une telle conception, exempte de base juridique, peut être dangereuse et servir de prétexte à des conquêtes impérialistes. Une simple liberté du commerce permettrait de subsister et de vivre à tout pays. La conception de Hitler est cer-

(7- Adolf Hitler : *Mon Combat*, traduction intégrale par J. Gaudetroy, Demombines et A. Colmettes.

(8) *Die Erde als Lebensraum*, Haushofer, professeur à la Hochschule fuer Politik.

tainement plus large. Il y ajoute aussi tous les points stratégiques.

Ainsi conçu, le « Lebensraum » allemand n'aurait pas de bornes, sinon le globe entier.

A propos de la nouvelle politique territoriale (« Bodenspolitik ») Hitler affirme : « Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le Sud et vers l'Ouest de l'Europe et nous jetons nos regards sur l'Est. Nous mettons un terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. Si nous parlions de nouvelles terres en Europe, nous ne pourrions penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes » (9).

B. — Le principe du « Grossraum » et le « Grossraumwirtschaft »

Dans la doctrine allemande d'aujourd'hui, nous trouvons deux études différentes qui prétendent reposer sur des bases scientifiques et qui traitent des problèmes de *la création d'un grand empire économique dont l'Allemagne serait la dirigeante*.

L'une de ces études économiques réclame la création de cet empire, l'autre, de droit public, le considère déjà comme une réalité.

III. — Carl Smitt (10) expose le principe des « grands espaces » (« Grossraumprinzip »), plus particulièrement au point de vue du droit des gens.

Le principe des « grands espaces » n'est pas d'après lui un nouveau principe international. Il a toujours existé. Aujourd-

(9) *Mon Combat*, Hitler, p. 652.

(10) Smitt Carl : *Voelkerrechtliche Grossraumordnung*.

d'hui, notamment, c'est une réalité historique. Il y a certains « grands espaces » qui n'ont pas réussi à s'affirmer ; étant injustes en eux-mêmes, ils n'ont pu exister. Il mentionne, par exemple, la politique d'équilibre des puissances, le principe français des frontières naturelles, suranné et tombé en désuétude, dont se servait la diplomatie française du XVIII^e pour arriver aux bords du Rhin. Cependant, en ce qui concerne cette dernière thèse, si l'on se met au point de vue de l'Etat, la recherche des frontières géographiques et « géopolitique » naturelles peut être approuvée. On peut classer dans ce même groupe les pactes régionaux, ayant leur origine dans les statuts de la S.D.N. et le système du Pacte de Versailles. L'article 21 des statuts de la S.D.N. prévoit de pareils accords. La Petite Entente, composée de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, avec son pacte supplémentaire d'organisation économique, est l'exemple typique de cette institution. Leur défaut original repose dans le fait que ce sont des ordres artificiels dans un espace arbitrairement choisi. Pour cette raison, la Petite Entente devait nécessairement s'écrouler.

La théorie des « grands espaces » ne doit pas être considérée, d'après l'auteur, comme une théorie se basant sur la « géopolitique », ni comme une conséquence de la « théorie » de « l'espace vital ».

Le nouveau principe exige la présence de trois éléments :

- 1) *l'espace,*
- 2) *le peuple assez fort pour y dominer et gouverner les peuples économiquement et politiquement,*
- et 3) *l'idée soit politique, soit religieuse.*

La doctrine de Monroé est le précédent éclatant du principe des grands espaces. Dans l'histoire moderne des peuples c'est le premier en date et le meilleur exemple. La

déclaration américaine de 1823 est conçue déjà dans le sens planétaire (11) : elle voit le monde se composer de continents ou grands espaces. Cette doctrine peut être traduite sommairement en disant que la colonisation et l'intervention des puissances étrangères sont exclues sur le continent américain, celui-ci étant un continent à part.

On s'est demandé à plusieurs reprises si la doctrine de Monroe est un principe de droit légal ou une maxime politique des gouvernements de l'U.S.A. Il faut écarter cette défférence entre le droit et la politique parce qu'elle est mal choisie. La formule de Monroe est incontestablement un principe juridique. La meilleure preuve, c'est qu'elle est comprise dans tous les contrats passés par les Etats-Unis et fut même présentée comme condition à son entrée à la S.D.N.

La doctrine de Monroe est le prélude qui pose dans l'histoire moderne des peuples le principe et les bases des « grands espaces » et la non-immixtion des puissances étrangères dans l'un de ces espaces.

Il existe au monde sept « Reich » (empires) : le nouveau Reich allemand, le russe, le français, l'anglais, l'italien, le japonais et l'américain. Tous les éléments politiques et économiques actuels sont une conséquence des rapports entre les « Reich ». Le troisième « Reich » allemand se débarrassant des obligations du Traité de Versailles, englobant tous les Allemands dans ses frontières, est assez puissant pour être le représentant et le dirigeant de son « Reich ».

(11) *Wir denken heute planetarisch und in Grossraumen*, Carl Smitt. D'après lui la vraie et originale doctrine de Monroe avait comme contre-partie le principe monarchique-dynastique de la légitimité. Ce dernier défendait le statu-quo territorial et envisageait l'intervention des puissances en vue de le maintenir.

Son espace est l'Europe Centrale et l'Europe du Sud-Est. Son idée est politique — l'anticommunisme. Cette idée n'en est pas moins universelle ; appliquée ici elle sert à localiser territorialement le communisme. L'Allemagne possédant la direction de cet espace économique, elle n'admettra aucune immixtion des puissances étrangères dans cet espace. Le « Reich allemand existe déjà en réalité. Il ne s'agit aucunement de le créer. C'est ainsi que la Tchécoslovaquie appartenait au « Reich » allemand aussi bien avant qu'après les événements de mars 1939.

L'auteur essaye d'introduire la notion des « grands espaces » dans le droit des gens, à la place de l'Etat rationnel des XVIII^e et XIX^e siècles. Il n'y a plus de relations entre Etats, mais seulement entre « Reich ». Les petits Etats limitrophes du peuple dirigeant sont nécessairement englobés dans le « Reich ». Le « Reich » est maître de se former constitutionnellement et de s'organiser économiquement. Considéré au point de vue économique, le « Reich » est une unité économique. Le « Reich » est un monde à lui, qui se développe économiquement et politiquement à l'écart des autres « Reich ». L'espace sur lequel il s'étend lui permet de se suffire complètement. Le « Reich » trouve sur son territoire toutes les richesses et tous les biens nécessaires. Il est interdit aux autres puissances de s'intéresser à cette région. Il est également impossible aux pays composant séparément le « Reich » d'avoir des relations économiques, politiques et culturelles avec d'autres puissances. En cas de conflit international, seuls les « Reichs » (empires) peuvent faire la guerre entre eux. Un Etat appartenant à un « Reich » ne peut faire la guerre indépendamment. De même, les Etats d'un « Reich » ne peuvent garder la neutralité en cas de conflit armé entre « Reich » ; la guerre ne peut être menée

que par le seul peuple représentant — le plus fort — et seulement contre un autre « Reich ». Il peut y avoir des guerres à l'intérieur d'un « Reich », mais ce ne sont alors que des « guerres civiles ». Dans ce cas, l'intervention absolue et exclusive n'appartient qu'au peuple dirigeant dans son « Reich ». L'activité économique des Etats composant le « Reich » est extrêmement développée et dirigée, ce qui assure un équilibre idéal.

IV. — L'autre étude, traitant systématiquement des grands secteurs économiques de la doctrine allemande, est celle du Dr Walter Grävell (12). Elle prétend se baser sur le commerce international. D'après cet auteur, les changements fondamentaux dans le but et dans la direction du commerce extérieur sont les causes de la nouvelle organisation du commerce international, dont la formule est celle des « Grosswirtschaftsraum », déjà existants ou en voie de constitution. On établit, à l'aide de statistiques, qu'autour de certains pays principaux les échanges commerciaux centripètent. Groupés autour de la mère patrie (« Mütterländer »), ils forment ensemble de grands secteurs économiques. Les résultats statistiques du commerce extérieur sont les bases essentielles pour les négociations des traités de commerce. La mère-patrie accorde dans ces traités des facilités de commerce, comme l'Angleterre à Ottawa, à tout pays membre du secteur. Ces traités sont, actuellement, toujours des accords d'inspiration politique, qui se fondent dans le cadre des unités économiques isolées. Les règles du jeu du commerce extérieur sont changées, comparativement aux temps antérieurs. Le commerce extérieur n'est plus dirigé exclusive-

(12) Cette théorie a été d'abord exposée dans son livre : *Der Aus-senhandel in der Nationalwirtschaft*, puis complétée dans l'article : *La réorganisation du commerce international*.

ment par les principes de l'économie privée, mais, dans une forte mesure, il est sous l'influence de interventions directes ou indirectes de l'Etat. Au point de vue de la politique commerciale, on ne considère plus si la marchandise importée provient d'un pays d'outre-mer ou de l'Europe ; l'essentiel est de savoir quel est l'intérêt politique du territoire (« Interessengebiet ») d'où provient la marchandise. Le commerce extérieur d'un pays quelconque n'est pas orienté suivant les marchandises et leurs prix, mais il s'adapte à une politique nationale déterminée. Les commerçants ne sont plus libres de conclure leurs affaires d'après les règles du commerce mercantile, car ils sont soumis aux formes rigides de l'économie nationale, leur dictant les règles auxquelles ils doivent se conformer pour leurs affaires. Les buts politiques de l'économie nationale déterminent ces règles : les diverses méthodes d'économie politique sont tentées de donner au commerce extérieur son volume et sa destination, conformes aux besoins de l'économie nationale et à la situation géographique de l'Etat. « Le commerce extérieur d'aujourd'hui est plutôt politique, mieux national » (13). Il tire son but de la politique et ainsi équipé il entre en concurrence avec d'autres économies nationales, dont les besoins du commerce extérieur sont également déterminés et réglés.

Comme conséquence de la désorganisation du commerce mondial, le monde se trouve en partie économiquement et politiquement divisé en quelques unités économiques qui englobent plusieurs Etats autour de l'Etat principal, dirigeant de cette communauté nouvelle.

Les « Grosswirtschaftsraumen » se sont formés et repré-

(13) *Der Aussenhandel ist heute weitgehend politisiert oder, sagen wir besser, nationalisiert — Der Auss in der Nationalwirtschaft*, p. 69.

sentent aujourd'hui une réalité dont les deux empires, la Grande-Bretagne et la France, sont les meilleurs exemples. A cause de leur proximité géographique, d'autres territoires dans le monde montrent une homogénéité économique, politique et culturelle. N'ayant pas encore de formes stables, ces territoires représentent un grand intérêt politique et économique pour les grandes nations.

L'Allemagne est la seule des grandes nations qui ne possède pas encore un grand territoire économique. Elle n'a pas de colonies. Un espace politique lui est indispensable afin de s'épanouir économiquement. Parmi les territoires qui sont d'un énorme intérêt économique et politique pour les grandes nations, l'auteur catalogue notamment le Sud-Est. Le commerce extérieur de l'Allemagne avec les pays occidentaux, pays d'empires coloniaux, est en pleine stagnation ou en régression ; par contre, il est en plein développement avec les Etats du Sud-Est de l'Europe. Ce changement de direction du commerce allemand est prémédité et voulu. Le Sud-Est est un grand champ de travail. La nation allemande a aussi une mission sociale à accomplir dans cette partie de l'Europe. On assigne à l'Allemagne d'élever le degré culturel de ces régions. Il faut augmenter le standard de vie des habitants, parce que, avec des besoins multiples, ils seront en mesure d'absorber plus de marchandises allemandes. Les possibilités productives du Sud-Est lui paraissent inexprimables ; aujourd'hui elles sont à peine utilisées. Il faut les développer pour qu'elles puissent mieux servir les besoins et les intérêts de ces nations et de la nation allemande.

« Dans cette sphère d'échanges de marchandises se produira un « Grosswirtschaftsraum » allemand, construit en paix, et sur des bases strictement économiques, c'est-à-dire

construit par les nécessités bien comprises des deux parties intéressées » (14). Les piliers de cette nouvelle construction économique seront les productions différentes, industrielle et agricole interdépendantes. L'Allemagne doit parachever son « Grosswirtschaftsraum » le plus tôt possible. Le Danube aujourd'hui est le « Lebensnerv » de cet espace territorial économique. Les canaux Oder-Donau et Rhein-Main-Donau seront achevés en 1944-45. Ces constructions faciliteront les échanges de marchandises dans cette région économique (« Wirtschaftsgebiet ») qui s'étendra de la Mer Noire jusqu'à la mer du Nord et de l'Ouest.

V. — L'Allemagne rejette l'ancienne conception de l'économie mondiale, avec division internationale du travail et le libre échange entre Etats. Elle forge maintenant une nouvelle conception. Le nouvel objet du commerce international serait précisément ce grand secteur économique. La théorie inspirée par l'indépendance nationale dit notamment : « Une grande nation consciente d'elle-même doit être économiquement indépendante » (15). On distinguera dorénavant les deux groupes suivants de commerce international :

1. — « *Le commerce d'approvisionnement* » qui assure l'existence d'un grand peuple. Le ravitaillement du pays en produits alimentaires et en matières premières est indispensable à la vie de la nation. Le commerce de ces articles « ne doit pas dépendre du travail d'une volonté autre que celle de la grande nation ».

D'autre part, on pose :

2. — « *Les échanges de performance sous forme de produits qualifiés* ». C'est le groupe de produits qui ne sont pas indispensables à l'existence de la grande nation.

(14) *Der Aussenhandel in der Nationalwirtschaft*, p. 78.

(15) *Réorganisation du commerce international*, p. 21.

Le « commerce d'approvisionnement » suppose la présence d'un espace qui aurait assuré l'existence de la grande nation. Dans ses frontières il ne pourrait aucunement s'agir de liberté commerciale. Par contre, quant au second groupe, « les échanges de performance » jouiront de la pleine liberté commerciale, même en dehors de ces frontières. Grävell estime que c'est le domaine du commerce international futur. L'espace national d'approvisionnement de l'Allemagne, comme grande nation, ne se trouve nullement aujourd'hui dans ses frontières politiques. Les territoires d'approvisionnement peuvent être également les pays avoisinants, politiquement indépendants, et ensuite les territoires coloniaux. *Les lois des marchés mondiaux ne règnent pas dans l' « espace d'approvisionnement ».* *Le grand peuple instaure son propre système d'économie nationale.*

Nous sommes en présence d'une économie principale de la grande nation qui possède un espace de ravitaillement en produits dont elle a besoin, dans les régions voisines des Etats libres et auxquels elle est rattachée par des accords « synallagmatiques » d'utilité réciproque. Il ne devrait pas y avoir « d'unité politique » mais simplement de « solidarité économique ». Le commerce extérieur allemand dirigé volontairement vers le Sud-Est de l'Europe n'a pas d'autre but que de créer un bloc autarchique, en libérant l'Allemagne de toutes inquiétudes quant à son approvisionnement en produits indispensables (produits alimentaires et matières premières) et d'échapper, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, à la menace d'un blocus. Le « Sud-Est » devrait représenter une espèce « d'hinterland » de l'Allemagne, grâce à une coopération économique aussi étroite que possible avec ces pays. Ainsi serait constituée une vaste et solide économie allemande, dont profiteraient également

tous les petits Etats qui seraient encadrés. Dans cette ambiance, les Etats agricoles seraient dispensés de s'industrialiser, parce que : « Toute économie d'un peuple ne pourra constituer une économie nationale. Ce serait une erreur funeste pour tout Etat de moindre importance et tous les petits Etats que d'estimer que les principes d'économie valables pour une grande nation lui conviennent également. Toutes ces collectivités de moindre envergure auront au contraire, à l'avenir, à adapter, dans l'orbe des différents grands centres de puissance, une ligne de conduite qui ne soit pas en contradiction avec les nécessités vitales des économies nationales de leur ambiance » (16).

VI. — Parmi les économistes allemands, il y a des « autarchiphiles » (17), groupés surtout autour de la revue économique « *Braunwirtschaftpost* », qui prétendent qu'un tel territoire économique pourrait se suffire à lui-même. D'autres, qui discutent dans la revue « *Wirtschaft-Dienst* » (18), assurent que l'Allemagne et le Sud-Est de l'Europe ne formant pas ensemble une région autarchique, il leur manquerait toujours des matières premières et que toute autarchie constituée, d'après eux, n'est qu'une utopie.

Ceci est exact surtout pour la période actuelle. Le com-

(16) *Réorganisation du commerce international*, p. 32.

(17) Hufner Adam : *Die handelspolitischen und organisatorischen Grundlagen der Wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit dem Sued-Oestlichen Ländern*.

(18) Otfried Frölich : *Grundlagen der deutsch-suedostenropaeischer Zusammenarbeit*. A propos de la collaboration germano-Sud-Est et du *Grossraum* allemand on peut voir également Brinkmann : *Grossdeutschland und der Suedosten*, *Wirtschaftsblatt* 23.12.1938 ; Reichard E. : *Grossraumwirtschaft die Form der neuen Weltwirtschaft*, *Wirtschaftsdienst* 9.12.1938 ; *Deutschland u. Suedosteuropa*, *Die Bank* 26.10.1938 ; *Wirtschaftsache Nordsee-Schwarzes Meer, Die chemische Industrie*, 29.10.1938 ; Banaskinitz : *Le Sud-Est européen comme hinterland de la Grande Allemagne, l'actualité économique*, juin-juillet, 1938.

merce extérieur de l'Allemagne ne peut être limité par les besoins minimes des consommateurs du Sud-Est, ni par ses ressources inexploitées. Le commerce extérieur total de l'Allemagne avec le Sud-Est a atteint en 1937 — période d'essor économique — seulement le chiffre de 1,32 milliard de R. M. Pourtant, la valeur du commerce extérieur total de l'Allemagne était, au cours de la même année, huit fois supérieure.

La théorie de Carl Smitt de celle de Walter Gräwell se complètent, formant un ensemble organique, et présentent la meilleure expression des prétentions allemandes, sur lesquelles les personnalités officielles ne s'expriment que dans des termes très vagues.

VII. — Dans la discussion, il est permis d'anticiper sur la position juridique éventuelle des petits pays dans le futur « Grosswirtschaftsraum » allemand et d'esquisser, tout d'abord, la forme constitutionnelle probable de ce conglomerat de nations, jusqu'à présent libres et indépendantes. La réponse est d'autant plus facile que nous avons devant nous l'exemple récent de l'incorporation par l'Allemagne de deux provinces allogènes, la Tchéquie et la Moravie.

Au point de vue du droit public, les Allemands insistent pour qu'à la forme constitutionnelle de ces provinces dans l'Etat allemand soit donnée l'étiquette de « Protectorat ». Pourtant, dans la science allemande, « Protectorat » et « Vassalite » sont des notions identiques (19). La première

(19) Karl Gottfried Hugelmann, prof. d'Université : *Das Reichsprotectorat Boehmen u. Maehren*. La notion de « vassal » est très accentuée dans un sens péjoratif. Dans le droit germanique, « Vasal » ne peut être qu'un homme libre et le maître et le vassal se trouvent dans un engagement réciproque de fidélité. D'autre part, le maître s'engage à donner la protection au vassal, et ce dernier l'obéissance au maître. Aussi, « vassalite », protectorat, souveraineté sont des notions déjà périmées. C'est pourquoi le même auteur pense que la

dénomination est préférable parce qu'elle souligne l'engagement et l'obligation du grand Etat de fournir protection au petit Etat. Les juristes allemands font une différence entre le « Protectorat » de la Tchéquie et de la Moravie » et celui de la Tunisie et de l'Egypte. D'après eux, les deux derniers sont imposés, tandis que le premier est volontaire, ayant comme base l'accord de deux chefs d'Etat. « L'arrêté (20) du 16 mars 1939 prévoit que le protectorat est autonome et lui-même administré ». Il exerce son droit de souveraineté en accord avec la force politique, militaire et économique de l'Allemagne (article 3 de l'arrêté). Le second point de l'article 3 se présente comme absurde parce que la souveraineté est absolue et ne peut être liée par des contraintes, quelle que soit leur origine. Ce n'est qu'un sophisme qui ne signifie que la stricte dépendance politique, militaire et économique du « Protectorat », de l'Allemagne. L'Allemagne représente extérieurement le « Protectorat » et il est englobé dans le territoire douanier allemand (article 9). Il est intéressant de rappeler que la plupart des projets allemands envisagent l'union douanière des Etats libres avec l'Allemagne (21). *D'autre part, il est incontestable que la création de l'union douanière avec les pays de l'Europe Centrale et Orientale sera la plus intime collaboration économique et la véritable réalisation d'une économie de grand espace.* La conséquence logique de cette union douanière se composant d'un pays hautement industriel et d'un bloc de pays agricoles serait le développement admirable de l'agri-

science juridique devrait inventer une nouvelle classification pour tous les pays englobés dans le Reich. *Monatshefte für auswärtige politik.*

(20) *Erlass des Fuehrers über die künftige staatsrechtlichen Gestaltung des hoehmisch-moehrischen Raumes von*, 16.3.1939, avril 1939.

(21) Dr. Anton Eber : *Union douanière*, Bulletin Bimestriel de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion, octobre 1938.

culture du Sud-Est, mais leurs jeunes industries se verraient gravement atteintes, ne pouvant subir la concurrence de l'industrie allemande. Assurément, une union douanière constituant un plus grand territoire économique permettrait une meilleure distribution du travail. Mais son défaut primordial est que les petits Etats perdent leur souveraineté. Ils deviennent politiquement absorbés et tombent sous le contrôle de l'Etat qui est le maître de l'administration. La politique économique des petits Etats peut aussi être dictée en conformité des intérêts de la nation forte, surtout si le gouvernement principal est sans scrupules.

VIII. — Jusqu'à ce que la nouvelle communauté se soit créée conformément aux prétentions allemandes, la doctrine a élaboré une nouvelle forme de collaboration économique entre les Etats indépendants à l'aide de contrats à long terme.

Il y a là une innovation pour les relations économiques internationales. La différence de structure économique des deux contractants est une base naturelle pour la conclusion de tels contrats. L'Allemagne industrielle, d'un côté, et le Sud-Est de l'autre, région agricole, remplissent ces conditions, étant donné que leurs économies sont complémentaires (22). Un contrat de ce type s'occuperait principalement de deux points :

(22) Le Ministre de l'Economie du III^e Reich, pendant son voyage en Europe du Sud-Est, entrepris en 1938, insistait sur le fait que les deux économies étaient complémentaires. Proposant les contrats à long terme, il disait notamment à Belgrade : « Nous avons la possibilité de conclure des conventions pour plusieurs années, de répartir les contrats relatifs aux quantités de produits sur plusieurs années et de garantir des prix stables ». Les pays producteurs de matières premières en Europe du Sud-Est forment avec l'Allemagne un « *Großwirtschaftsraum* » naturel, « un axe économique » s'étendant de la Mer du Nord jusqu'à la Mer Noire. Les déclarations du Dr. Funk étaient assurément importantes, comme interprétant la pensée officielle allemande, mais les réalisations positives allemandes étaient nulles à cette occasion.

1. — Régulariser strictement les échanges. Les Etats contractants obtiendront des débouchés à longs termes et des prix élevés qui pourront être même stables. Ainsi, l'engagement par un pays d'absorber la production d'un autre pour ce qui concerne une récolte ou une matière première déterminée, pour plusieurs années et à des prix fixés d'avance.

2. — Aider le contractant dont l'économie nationale est encore rudimentaire à la développer. A cet effet, on envisage d'augmenter sa production de matières premières dont l'industrie allemande a besoin, puis de perfectionner le système des communications, des dépôts, la méthode de conservation des produits agricoles et d'encourager l'industrialisation de ces produits. Tout ce travail, exécuté avec l'aide allemande, renforcerait les échanges commerciaux entre les deux contractants.

Le Professeur Ernst Wagemann (23) plaide pour la conclusion de pareils contrats. D'après lui, ces contrats, en dehors de ce qu'ils faciliteraient le développement économique des pays du Sud-Est, mettront leur économie nationale à l'abri des conjonctures mondiales. La structure de l'exportation de ces pays est trop unilatérale, elle se compose de quelques articles seulement. A cause de cela, leurs économies respectives sont plus atteintes par une crise mondiale que ceux des Etats dont les exportations sont plus variées.

Il prétend que la dernière crise mondiale de 1937/38 n'a pas eu de répercussions sur l'économie allemande et sur son commerce en particulier, grâce à la pratique de l'économie dirigée. Pour une bonne part, le Sud-Est se trouvait également à l'abri de cette crise, pour autant qu'il exportait vers

(23) Ernst Wagemann : *Der neue Balkan*, p. 122 et 135 et suivantes.

l'Allemagne et pour autant qu'il était lié à son économie nationale.

L'avantage de conclure de pareils contrats pour les unités économiques du Sud-Est consistera à sauvegarder l'exportation. Leurs économies nationales seraient protégées et mises à l'abri des conjonctures mondiales pendant toute la période de la validité de ces contrats. Ceci permettrait à tous ces pays d'entreprendre une planification de leur économie et de leur commerce extérieur en particulier. Bref, les conventions à long terme seraient d'un intérêt incommensurable — suivant l'opinion des économistes allemands — aussi bien pour les petits que pour les grands Etats.

IX. — Quel jugement peut-on émettre sur cette théorie, et en particulier sur le « Grosswirtschaftsraum » allemand ?

La doctrine allemande veut bouleverser le principe juridique que tous les Etats, de quelque importance qu'ils soient, sont égaux en droit. Elle suppose, en droit, l'inégalité des Etats. Dans la nouvelle « fédération d'Etats », les petits Etats encadrés seraient, au point de vue économique, les satellites des grands.

On dit que cette doctrine est doublement dangereuse : au point de vue politique comme au point de vue économique (24).

Elle l'est au point de vue politique parce que, se basant sur l'idée d'une « hiérarchie des Etats », elle semble aboutir à « l'asservissement des petits Etats et prépare probablement leur annexion politique après leur annexion économique » (25). Tandis que dans le cas de la Tchécoslovaquie, nous avons d'abord la vassalisation politique, puis la domination

(24) *Cours d'économie sociale comparée*, 1938-39, Jean Lescure.

(25) Jean Lescure, p. 342.

économique ; par les contrats à longs termes la méthode es-
rait renversée, étant donné qu'on se propose premièrement
d'accomplir une domination économique d'où résulterait la
vassalisation politique d'un petit Etat.

Le danger, au point de vue économique, est que le grand
Etat peut exercer une intervention extrêmement poussée dans
le domaine de l'économie nationale du petit Etat. Notam-
ment, le grand Etat pourra exiger par « accord » la pro-
duction d'une matière première dont il manque et dont
l'exploitation est favorable sur le sol de l'autre partie con-
tractante et ce dernier se verrait obligé de lui livrer sa pro-
duction. Par les « accords » on aurait consenti des prix
avantageux et stables. Mais les petits Etats n'ont aucune
garantie, puisque la concurrence internationale est exclue
et les prix « disciplinés » et dirigés. Aussi l'Etat fort pourra-
t-il baisser les prix de son plein gré et les insérer dans un
nouvel « accord ». Les petits Etats n'ayant pas de moyens
de résister, devront y consentir.

On reproche également à cette doctrine qu'elle vise indi-
rectement une nouvelle répartition des colonies dans le
monde, parce qu'il se trouve qu'un petit Etat a trop de ri-
chesses et qu'un grand, au contraire, en est dépourvu com-
plètement.

« Ces doctrines doivent être énergiquement répudiées par
tous ceux qui ont l'honneur d'enseigner le Droit. En réalité,
il s'agit de substituer la force au droit et de procéder ainsi
à une nouvelle répartition des matières premières et des
colonies dans le monde » (26).

Un économiste allemand essaye d'aménager les formes de
cette doctrine en vue d'écarter les soupçons des petits Etats,

(26) Jean Lescure, p. 349.

surtout ceux du Sud-Est (27). Il reproche à Gräwell la maladresse avec laquelle il a posé le problème. Grävell introduit des moments politiques, prétendant que les petits pays ne sont pas en mesure de sauvegarder eux-mêmes leur indépendance, soit économique, soit politique. Carle Brinkmann voudrait écarter cette théorie qui fait la distinction des « petites » et des « grandes » nations, car il redoute des soupçons chez les premières. Bien qu'il admette qu'une grande nation puisse avoir une base de production « autarchique », il demande : « de quel droit refuse-t-on ceci à une petite nation ? » Il semble qu'il soit partisan d'un commerce libéral, avec mobilité de la main-d'œuvre et des capitaux.

Quant à la réalisation du « Grosswirtschaftsraum » allemand, on dit qu'indépendamment des réactions politiques des petits Etats, se présente une difficulté inhérente à tout système d'économie de très grande dimension, parce que toute unité économique a « une dimension optima » (28). Même une entreprise ordinaire, par exemple quand elle s'est trop agrandie, est difficile à maîtriser et à contrôler parfaitement par la direction. L'organisation intérieure est insuffisante. Pareillement, on prétend que les nations ou les groupes de nations ont « une dimension économique optima ».

Pour cette raison, on doute que l'Allemagne soit capable d'organiser et de discipliner son empire. Plus il sera grand, plus grand sera le danger de la désagrégation.

(27) Carle Brinkmann : *l'Europe Sud-Orientale et la Nouvelle Politique Commerciale*.

(28) *Cours d'économie politique*, Tome I, 1938-39, François Perroux, p. 17.

CHAPITRE II

Les réalisations allemandes

Sous-Chapitre I. — **L'adaptation de la structure économique du Sud-Est de l'Europe aux besoins du consommateur et de la production allemands**

Au cours du premier chapitre, nous avons exposé les prétentions allemandes selon la conception doctrinaire germanique sur la constitution du « Grosswirtschaftsraum ». Ici nous nous sommes donné comme tâche de traiter le problème des visées allemandes au sujet de l'aménagement de la structure économique du Sud-Est et de son adaptation aux besoins du consommateur allemand et de la production allemande. Il y a un point important à souligner, c'est qu'un grand changement est déjà en cours de réalisation. Dans une autre partie de ce chapitre, nous discuterons l'accord « type » germano-roumain, que l'Allemagne est prête à conclure avec tous les pays du Sud-Est.

I. — On doit se demander si le Sud-Est est en mesure de couvrir les besoins de l'importation allemande ?

Compte tenu des besoins relativement élevés de l'importation allemande, ainsi que du volume relativement minime des excédents de la production du Sud-Est destinés à l'exportation, il est hors de doute qu'aujourd'hui ces besoins ne peuvent être couverts par les pays de cette partie de l'Europe. C'est pourquoi on envisage une augmentation de la capacité productive du Sud-Est et une transformation de sa production. On suppose que, si la technique de la production agricole du Sud-Est atteint le degré de la technique des pays occidentaux, le rendement de la terre, seulement en produits alimentaires, dépassera de trois ou quatre fois le rendement actuel.

D'après les calculs d'un économiste allemand (29), à l'heure actuelle, les besoins de l'importation allemande en produits agricoles peuvent se chiffrer par 4 milliards de R. M. Ces importations sont couvertes en majeure partie par les pays d'outre-mer et beaucoup moins par ceux du Sud-Est.

Pourtant, à cause de son climat favorable et de la richesse de son sol, le Sud-Est pourrait approvisionner l'Allemagne non seulement en tous produits alimentaires, mais aussi en matières premières d'origine agricole. Seuls les produits des cultures des zones tropicales ne peuvent être fournis par le Sud-Est. Une économie rationnelle, l'emploi d'engrais et l'exécution de travaux d'irrigation devraient doubler le produit net dans ces régions (30).

Les Allemands vont si loin dans ces calculs, qu'ils donnent les chiffres des superficies devant être affectées à des cultures déterminées dans le Sud-Est, aux fins de la couverture des besoins de l'importation allemande.

(29) Le Dr. von der Decken a fait ces calculs. Le Dr. Ernst Wagemann approuve ces chiffres et constatations dans *Der Neue Balkan*.

(30) De 50 % plus élevé qu'aujourd'hui. Dr. E. Wagemann, op. cit. p. 79.

*Superficie devant être cultivée dans le Sud-Est
pour couvrir les besoins
de l'importation agricole allemande (31)*

Produits	Besoin de l'importation de la grande Allemagne (en milliers de tonnes)	Superficie devant être cultivée dans le Sud-Est pour couvrir les be- soins allemands (en milliers d'hectares)
Blé	4.000	2,2
Légumes secs	120	0,1
Viande	350	1,6
Beurre, lard, graisse, saindoux et autres similaires.....	200	2,0
Œufs	150	0,5
Autres produits alimentaires..	—	3,6
Au total	—	10,0

II. — Une nouvelle orientation de la production agricole est exigée également dans le but d'appropriier la structure économique du Sud-Est aux besoins de l'importation allemande. Les anciennes cultures doivent être remplacées par de nouvelles, plus utiles à l'Allemagne.

En réalité, nous distinguons quatre moteurs qui provoquent ce changement des cultures dans le Sud-Est :

a) Changement provoqué par les accords commerciaux conclus entre l'Allemagne et certains pays du Sud-Est et qui contiennent la clause de changement. Notamment, le « deuxième accord additionnel au traité de commerce conclu le 18 juillet 1933 entre le Reich et le Royaume de Hongrie », signé à Budapest le 21 février 1934.

Cet accord prévoit l'institution de commissions gouvernementales. Ces mêmes commissions sont prévues également par le traité de commerce germano-yougoslave du 1^{er} mai 1934. Les commissions auront pour tâche de traiter les

(31) Tableau du Dr. von der Decken, *Der Neue Balkan*, p. 137.

questions se rapportant à l'exécution des accords économiques existant entre les deux pays. Le protocole final du dit accord précise ces tâches. Ad. article 5 : « Les commissions gouvernementales s'occuperont en particulier des questions suivantes :

1. — Extension des possibilités d'écoulement des marchandises allemandes en Hongrie et des marchandises hongroises en Allemagne. *Il y aura lieu, à ce propos, de consacrer une attention spéciale aux questions ayant trait à l'adaptation de certaines branches de la production agricole hongroise aux besoins de l'importation allemande (culture de graines de lin, de ricin ou autres graines oléagineuses).*

2. — Répercussion des mesures gouvernementales qui sont de nature à exercer une influence défavorable sur les exportations de l'un des deux pays à destination de l'autre.

3. — Répercussion des accords germano-hongrois de clearing et de compensation et application de ces accords aux échanges commerciaux des deux pays (32).

On ne peut rien objecter à tout ce qui a trait à la technique du traité : exécution des accords économiques, suppression des difficultés commerciales éventuelles, question des paiements. Tout ceci est bien normal. Nous trouvons seulement étrange l'article 5, al. 1, qui prévoit — en termes très clairs — l'adaptation de la production agricole de la Hongrie aux besoins de l'importation allemande. C'est une clause unique jusqu'à présent dans les annales des traités de commerce conclus par des nations libres.

(32) De même dans le protocole final du traité de commerce du 1^{er} mai 1934, conclu avec la Yougoslavie, des commissions gouvernementales mixtes sont également constituées : elles doivent accorder une attention particulière à la question de savoir comment la production agricole yougoslave peut être partiellement adaptée aux besoins des importations allemandes.

On remarque ici des germes de l'investigation germanique dans la direction de l'économie nationale hongroise, yougoslave, etc... *Nous tenons cette clause pour une répudiation partielle de l'indépendance économique de toutes les nations qui ont signé des traités contenant pareille clause. Nous croyons qu'une économie nationale doit adopter et développer soit une branche agricole, soit une branche industrielle, selon ses propres besoins et non selon les besoins d'un Etat tiers.*

Malheureusement, il faut constater que les procès-verbaux des multiples séances de ces commissions n'ont jamais été rendus publics. A défaut de documents importants à ce sujet, on ne peut se rendre compte de la manière dont ces commissions règlent ce changement de culture. On est complètement autorisé à croire que des accords secrets sont conclus au sujet des nouvelles cultures. Les gouvernements du Sud-Est s'engagent à encourager les cultures déterminées que l'Allemagne absorbera à des prix fixés d'avance. Conformément à cette clause, la Hongrie a introduit certaines mesures dans son nouveau plan économique. La superficie ensemencée en plantes industrielles sera renforcée et déterminée par des contrats conclus entre les producteurs et les organisations étatiques ou semi-étatiques de vente. En Roumanie et en Bulgarie, on voit à l'œuvre des sociétés de « soya », fondées par le grand consortium allemand I. G. Farbenindustrie, qui passe des contrats avec les producteurs.

b) Changement provoqué à la suite de la demande accrue de l'Allemagne.

L'orientation de la demande allemande de marchandises a eu pour effet de favoriser également certains changements dans la production nationale des pays en question. C'est une loi économique normale, parce que la demande à des

prix rémunérateurs d'une marchandise donnée sur le marché influe la structure économique en encourageant certains de ses courants et en en freinant d'autres. Logiquement, les producteurs nationaux délaissent les anciennes cultures et les remplacent par de nouvelles, rapportant un plus grand profit. Pour mesurer ce facteur important, il faut se souvenir de l'importance de l'Allemagne en tant que client du Sud-Est.

c) Le rétrécissement des marchés agricoles mondiaux pour les principaux produits agricoles, résultant du protectionisme agricole des Etats industriels, a également été l'un des moteurs de ce changement.

d) Il ne faut pas sous-estimer le facteur de la tendance d'alimenter les nouvelles industries créées dans le Sud-Est par les matières premières indigènes.

La modification de la structure agricole est en train de s'opérer simultanément dans tous les pays du Sud-Est. Les cultures traditionnelles de graminées : blé, maïs, seigle, orge, avoine, cèdent la place aux plantes fourragères et industrielles. L'augmentation de la culture des fibres végétales : lin, chanvre, coton, est particulièrement importante. De bons résultats sont indiqués pour le coton en Turquie et en Grèce, pour le lin en Hongrie, pour le chanvre en Yougoslavie, pour les graines de lin en Hongrie et en Roumanie (33).

(33) Toutes ces données au sujet du changement des cultures sont prises de la *Revue de la situation économique mondiale* 1936-37, S. D. N.

Production du coton dans le pays du Sud-Est (34)
(en quintaux métriques)

	1927-28	1937-38
Bulgarie	8.000	89.000
Grèce	31.000	167.000
Roumanie	—	5.000
Yougoslavie	1.000	7.000
Turquie	188.000	600.000

Parmi les plantes industrielles, il faut mentionner aussi les plantes oléagineuses : tournesol, colza et surtout la fève de soya (35).

Culture de soya dans le Sud-Est (36)

	Quantité récoltée	Quantité exportée
1936	438.811 kg.	430.000 kg.
1937	1.440.233 »	1.420.131 »
1938	4.647.717 »	4.253.388 »

An nombre des facteurs déterminant le changement de culture dans le Sud-Est, les points a) et b) nous paraissent

(34) *Politika* du 30 mars 1939 reproduit cette statistique du « Suedost-Wirtschaft ».

(35) La planté de soya est une nouvelle culture très importante. Les possibilités d'utilisation de la graine de soya sont très nombreuses. L'huile sert aussi bien comme huile comestible (margarine), que comme matière première industrielle (savon, matière explosive, linoléum, couleurs, laques, vernis, etc...). Le résidu d'extraction qui ne contient plus que 1 % d'huile et qui, en conséquence, peut se conserver, constitue le bon fourrage concentré. L'huile de graines de soya peut servir de carburant de valeur pour moteur Diesel et cela à un prix pouvant supporter la concurrence. C'est principalement pour cela que l'Allemagne s'intéresse à la culture du soya dans le Sud-Est et c'est pourquoi elle s'est, dès maintenant, organisée fortement au point de vue de l'industrie extractive du soya. — (*Voix Européenne*, Juillet 1938).

(36) *Suedost* (Wien), 27, op. 1939.

prépondérants. Ils présentent l'effort de l'Allemagne en vue de créer une nouvelle base agricole complémetnaire par la modification de la production agricole de ces pays, ceci afin de servir ses propres intérêts.

Une fois les champs de blé, de maïs, transformés en cultures de coton, de riz, de chanvre, de soya... suivant les besoins actuels de l'économie allemande, l'économie du Sud-Est sera, effectivement, l'absolu complément de l'économie germanique. Pourtant, une nouvelle culture exige un nouveau travail, peut-être plus qualifié. Le cultivateur-paysan sera-t-il en mesure d'adapter son travail à cette transformation ? On se demande si les pays du Sud-Est peuvent s'enchaîner à un type de production agricole dont le coût et le prix de revient peuvent être trop élevés par rapport à ceux du marché mondial et pour laquelle on ne pourrait envisager qu'un seul marché.

Il ne faut pas perdre de vue non plus le changement possible des circonstances politiques. L'Allemagne ira s'approvisionner ailleurs si cela lui est plus avantageux.

C'est ainsi que la structure économique des pays du Sud-Est se modifie progressivement, soit sous la pression des lois économiques naturelles, soit sous des influences artificielles.

Sous-Chapitre II. — « Traité destiné à parfaire les rapports économiques entre le royaume de Roumanie et le Reich allemand »

Collaboration étroite

I. — L'accord germano-roumain du 23 mars 1939 a produit dans le monde entier une grande impression, non seulement du fait que cette entente suivait de près la « crise

tchécoslovaque » et que les négociations avaient eu lieu pendant cette crise, mais surtout à cause de son contenu.

L'accord introduit dans les relations économiques germano-roumaines des éléments tout à fait nouveaux. Il fait apparaître dans l'ancien système habituel des traités de commerce des pays du Sud-Est avec l'Allemagne de nouvelles bases de collaboration économique (37).

Aussi dépasse-t-il en importance et en originalité tous les accords entre pays indépendants. C'est une innovation dans la politique commerciale internationale. Il est inspiré par l'esprit des traités germaniques qui prévoyaient une adaptation de l'économie des pays du Sud-Est aux besoins de l'économie allemande. Il est similaire également à l'accord germano-roumain sur le développement de la culture du soya.

Il nous intéresse à plusieurs points de vue. Tout d'abord, il présente une étape de l'évolution des relations économiques entre l'Allemagne et l'un des principaux pays du Sud-Est et peut-être considéré comme la continuation des rapports qui l'ont précédé. Il dévoile les tendances de la politique économique allemande envers la Roumanie en premier lieu et les autres pays du Sud-Est de l'Europe ensuite.

On peut considérer que ce traité avec la Roumanie représente la nouvelle formule que l'Allemagne va essayer d'appliquer à ses relations avec les autres Etats de cette partie

(37) Grdjitch Gojko : « Le dernier accord économique germano-roumain », « Abkommen mit Rumaenien » Frankfurter Zeitung, 24 mars 1939, « Formen Wirtschaftlichen Zusammenarbeit », 26 mars 1939, « Deutschland u. Rumaenien ein Wirtschaftsraum », « Die chemische Industrie », 1^{er} avril 1939, « Die Wirtschaftsplan mit Rumaenien », « Der Deutsche Volkswirt », 31 mars 1939, « Der Deutsch-Rumänische Wirtschaftsplan », « Ost-Europa », juli 1939.

de l'Europe. C'est pourquoi cet accord est de tout premier intérêt pour ces Etats. C'est précisément sous cet angle que nous l'envisageons dans notre étude. Nous l'examinerons comme un nouvel instrument de la politique économique germanique envers les pays Balkaniques et Danubiens.

A l'heure actuelle, il est encore malaisé de se faire une idée précise de l'accord germano-roumain dans son contenu essentiel. Comme documentation authentique, nous ne possédons encore que le texte publié du traité, dont le contenu général ne peut servir que de cadre dans lequel seraient insérés de nombreux arrangements spéciaux pour en assurer l'application. Il est probable qu'une partie secrète de cet accord n'a pas été publiée. Le texte rendu public se divise en cinq articles.

Tout d'abord il est stipulé que la collaboration entre les deux pays a pour base un « plan économique » s'étendant sur plusieurs années. Le « plan économique » tiendra compte des besoins de l'importation allemande, des possibilités de développement de la production roumaine, des besoins nationaux roumains et, en dernier lieu, des nécessités de l'économie roumaine dans ses échanges commerciaux avec les autres pays.

A l'exception de ce dernier point, qui semble être une réserve concédée à la Roumanie en vue de limiter l'orientation future de l'économie nationale à un sens unique, dirigé vers l'Allemagne, tous les autres points visent le renforcement des échanges germano-roumains.

Le développement de l'économie roumaine ne servira qu'au développement de l'importation allemande. Le fait que l'on tient compte des nécessités de l'économie nationale roumaine, bien que paraissant, au premier abord, une concession aux intérêts roumains, n'amointrit pas l'intensité

des échanges mutuels ; au contraire, indirectement elle ne peut que leur être utile. La pensée des codificateurs était que ce renforcement des échanges entre les deux pays serait la conséquence du fait que les forces productives économiques roumaines varieraient suivant les besoins de l'importation allemande.

L'accord comprend toutes les branches de l'activité économique roumaine : industrie, agriculture, banques, commerce.

II. — Dans le secteur agricole de l'activité économique est prévu : « le développement et l'orientation de la production agricole roumaine ». Par là, on voulait renforcer la production d'un côté et orienter, d'autre part, cette production selon les besoins des importations allemandes. On se rend compte de l'importance de ce problème en se rappelant que 80 % de la population roumaine sont des agriculteurs. Ici la collaboration germano-roumaine se caractériserait, plus particulièrement, par l'introduction dans l'agriculture roumaine de machines et engrais allemands (38). Ceci contribuerait à l'élévation du niveau de l'agriculture roumaine et au développement de l'activité économique générale du pays.

Les lois économiques libérales (laissez faire) ne trouveront pas de place ici. Un règlement autoritaire veillera à ce que l'augmentation de la production agricole ne se produise que dans le secteur nécessaire à l'importation allemande. Toutes les cultures ne sont pas autorisées. Ainsi, la culture du blé, dont les excédents font l'objet d'une exportation considérable, sera limitée, afin de développer les

(38) D'après la Revue du Dr Schacht : « Der Deutsche-Volkswirt » et « Frankfurter Zeitung ».

cultures de maïs, de plantes oléagineuses et industrielles (soya, lin, houblon). Le développement de la culture du soya pour le compte des marchés allemands a fait l'objet d'essais, avant la conclusion de cet accord, non seulement en Roumanie, mais aussi en Yougoslavie et en Bulgarie. Cependant, tandis qu'en Yougoslavie ces essais ont échoué, en Roumanie on a réussi à cultiver le soya sur plus de 110,5 milliers d'hectares, en occupant 73.000 ouvriers.

Par suite de cette orientation de l'agriculture roumaine vers la culture de plantes oléagineuses et textiles, nécessaires à l'Allemagne, la production devrait être plus intense dans le cadre de l'accord. De cette façon, une grande partie de la production roumaine, orientée exclusivement vers les marchés allemands, dépendra de la volonté du consommateur germanique. Il en résulte que la majorité des habitants-producteurs roumains sera dans une étroite dépendance de l'Allemagne.

Cette dépendance se fera d'autant plus fortement sentir que l'organisation de l'agriculture devra se calquer sur celle du Reich, sans quoi on ne saurait concevoir une action rapide aux fins de réalisation des directives prévues dans l'accord. Ce changement à opérer dans l'économie rurale roumaine nécessite une stricte organisation du travail, que l'accord ne mentionne pas. En ce sens, on stipule la régularisation de la durée de travail des paysans-ouvriers, en abrogeant de nombreuses fêtes limitant la capacité productive de l'agriculture roumaine (39).

Cette vaste action qui augmente le rendement de l'agriculture a un but bien déterminé. Elle aura pour conséquence le renoncement inévitable à la politique roumaine

(39) « Economist », London, 16 avril 1939.

d'expansion industrielle. Bien que, comme nous le verrons, l'accord tienne compte de l'extraction des minerais et de certaines autres branches industrielles, les mesures prévues pour l'agriculture ont un caractère très marqué, de réagrarisation du pays. La politique économique d'un pays doit tenir compte aussi bien de l'industrie que de l'agriculture. Mais, dans le présent cas, on suppose le progrès graduel d'une seule branche de l'activité économique. Pourtant, si l'on désire un progrès plus rapide, on ne doit pas ignorer que c'est à l'industrie que l'on doit donner la préférence. Cependant l'industrialisation de certains pays s'est toujours poursuivie, quelquefois temporairement, aux dépens de l'agriculture (ce qui ne signifie pas aux dépens de l'agriculteur).

En ce qui concerne cette tendance de réagrarisation dans le cadre de l'accord german-roumain, elle est visible : dans l'engagement de capitaux dans les investissements agricoles aux dépens des investissements industriels ; dans le ralentissement de l'exode de la main-d'œuvre vers les centres industriels ; et surtout dans le renchérissement du coût de la vie, qui aurait provoqué la hausse des salaires, le renchérissement de la production industrielle et aurait diminué la capacité de concurrence de l'industrie nationale par rapport aux industries étrangères.

III. --- Les buts allemands ne visent pas exclusivement l'agriculture. Au contraire, l'industrie, et, en particulier, l'industrie minière occupe une grande place dans ce plan. Ainsi, on prévoit le développement des industries agricoles existantes et la création de nouvelles entreprises semblables. Ici, on peut s'attendre à la prospérité des industries de préparation des produits agricoles et surtout des produits d'origine animale, l'industrie de la viande. On ne parle pas des

industries minotière et sucrière, qui pourtant sont les branches les plus importantes de l'industrie agricole. Ceci provient, sans doute, du fait que ces branches industrielles sont très développées en Allemagne. Le développement de l'industrie du bois, que l'accord mentionne également comme faisant partie du plan économique, aurait pour but le dépeçage par les machines allemandes des riches forêts roumaines. Cette partie de la collaboration économique germano-roumaine nous paraît de moindre importance depuis que l'Autriche a été incorporée dans le Reich, car elle est en mesure de suffire à la plus grande partie des besoins intérieurs.

IV. — Beaucoup plus importante est l'exploitation des minerais et des gisements de pétrole que l'accord prévoit.

Sur ce point, la collaboration germano-roumaine a un caractère différent de celui des autres branches économiques. Alors que, pour l'agriculture et l'industrie agricole, l'accord laisse l'initiative aux entreprises nationales roumaines, ici, il prévoit la création de sociétés mixtes germano-roumaines aux fins d'exploitations des gisements de minerais et champs pétrolifères. L'accord envisage notamment la recherche de nouveaux gisements, la fourniture de machines allemandes pour l'exploitation de ces puits et la construction d'installations pour le raffinement et le transport du pétrole.

Parmi les minerais, on tient compte tout d'abord du manganèse, du chrome, du cuivre et de la bauxite, qui sont la vraie richesse de la Roumanie. Pour apprécier à sa juste valeur la future collaboration dans ce domaine, il faut rappeler que la Roumanie est le pays le plus riche en minerais au Sud-Est de l'Europe. L'accord énumère limitativement les régions dans lesquelles cette collaboration devrait s'exercer. Ce sont justement les régions dans lesquelles les richesses minières

précitées sont les lpus abondantes (Dobroudja, Banat, Bes-serabie).

*Progrès de l'exploitation des richesses minières
en Roumanie. (40).*

(En Tonnes).

	1934	1935	1936	1937
Minerai de manganèse....	12.057	19.795	30.576	50.749
Minerai de fer	83.590	93.818	108.429	128.592
Pyrite	4.001	9.855	10.000	10.717
Minerai de cuivre	896	1.241	1.580	1.125
Beauxite	1.458	1.468	2.039	6.016
Bismuth et molibdène	6	14	45	27

V. — Cette collaboration germano-roumaine visant le développement de l'industrie en général et de l'industrie extractive en particulier en Roumanie doit être encore jugée à un autre point de vue.

Elle servira de démenti aux opinions qui soutiennent que l'Allemagne est opposée à toute création d'industries dans les pays du Sud-Est de l'Europe. Ou plutôt ces opinions doivent être corrigées, car l'Allemagne seulement s'oppose à la création d'industries qui concurrenceraient les industries particulièrement développées chez elle. Une collaboration de cette nature est inaugurée par l'accord qui nous intéresse. Les Allemands insistent précisément sur les branches d'activité économique qui non seulement ne peuvent nuire à leur production, mais qui lui sont encore indispensables à l'approvisionnement en matières premières et produits fabriqués.

Diriger l'essor économique roumain dans cette voie déterminée est d'une importance primordiale pour le dévelop-

(40) « Der Deutsche Volkswirt », 31 mars 1939.

pement économique futur de la Roumanie. Déjà le début de l'évolution du développement de cette économie la rendra complémentaire de l'économie allemande. En conséquence, le développement de cette nouvelle structure économique suivra la voie tracée par l'accord. C'est le même désavantage que celui qu'on a rencontré en analysant le plan économique au point de vue de la collaboration dans le domaine agricole. Un grand secteur de la production industrielle, et il ne s'agit qu'exclusivement de l'industrie exportatrice, orienté d'avance suivant les exigences du marché allemand, ne devra tenir compte uniquement que de l'Allemagne comme acheteur de ses produits.

VI. — Le plan de la collaboration économique germano-roumaine ne s'arrête pas là.

Il s'étend sur le développement et l'activité des communications. On peut y classer la création des zones franches allemandes dans les ports roumains. Dans ces zones libres, les Allemands pourront construire des entrepôts et installations nécessaires pour le chargement des bateaux allemands et y créer des entreprises commerciales et industrielles.

Les concessions faites à ce point de vue à l'Allemagne sont excessivement importantes et peuvent servir de point de départ à l'expansion économique et commerciale germanique vers le Sud-Est et l'Asie Mineure.

En dehors des facilités de transport dont jouiront les Allemands dans les ports roumains, ils auront pleine liberté d'y créer leurs propres entreprises industrielles pour la transformation des matières premières provenant de la Roumanie et des pays limitrophes et de vendre ensuite les produits à ces mêmes pays. En créant ses propres entreprises dans le pays fournisseur de matières premières, les Allemands font une économie des frais de transports des matières brutes de

la Roumanie jusqu'à l'Allemagne, ainsi que des produits manufacturés de l'Allemagne vers les marchés consommateurs du Sud-Est.

Il est incontestable que l'Allemagne est actuellement en mesure de créer effectivement dans ces zones franches une base pour son expansion économique suivant les tendances qui l'animent dans ce « Raum ».

L'accord envisage également la construction de routes, de voies ferrées et engins de transport. Il ne limite pas la liberté de la Roumanie de tracer ses communications futures, mais il est hors de doute que l'Allemagne insistera sur les lignes qui sont utiles à ses relations avec la Roumanie.

Ici aussi, nous sommes, assurément, encore devant un facteur essentiel de l'orientation de l'économie roumaine vers l'Allemagne et devant une méthode importante de l'expansion économique allemande.

VII. — Après cette analyse détaillée de l'accord, il y a lieu d'examiner la question de son importance économique.

Rappelons qu'il n'apporte aucune modification à l'ancien traité de commerce germano-roumain de 1935, qui reste toujours en vigueur. De plus, il ne constitue pas non plus un avenant à ce traité, car aucune des dispositions déjà existantes n'est remise en cause, et il ne contient aucune clause tarifaire nouvelle, susceptible de modifier le courant des échanges commerciaux entre les deux pays.

Ce traité représente certainement une innovation complète dans les accords internationaux d'ordre économique. Si l'on pose cette question générale, sans aucune réserve : l'économie roumaine sera-t-elle bénéficiaire à la suite de cet accord ? Il nous semble qu'on peut facilement répondre par l'affirmative. La collaboration de deux entités économiques, fondée sur des bases strictement économiques apporte géné-

ralement des bénéfices pour toutes deux. Il est évident que, si un « espace économique » s'élargit, si la division du travail à l'intérieur est plus rationnelle, les deux pays sont assurés d'un essor plus grand. L'orientation d'une économie nationale vers une autre, surtout lorsque cette tendance est réciproque, peut être interprétée comme l'adjonction totale ou partielle de ces deux unités économiques, et l'on peut s'attendre à une activité supérieure à celle qui existait auparavant.

La collaboration commerciale de l'Allemagne avec les pays du Sud-Est a déjà montré, assurément, certains bénéfices réciproques. Par le dernier accord germano-roumain, la collaboration étroite de ces deux pays apportera des avantages incontestables aux deux contractants.

Mais ce serait une manière très étroite de juger les choses. La majorité des écrivains considèrent actuellement cet accord comme un instrument de l'expansion économique allemande vers le Sud-Est de l'Europe. *C'est surtout l'aspect politique qui pourrait être d'importance primordiale et décisive.*

Dans notre présent cas concret, nous avons une entité économique, l'Allemagne, extrêmement forte, et, en contre-partie, la Roumanie, pays de moindre importance, au point de vue économique. Il est donc à craindre que ces relations réciproques ne mènent à une « intimité », si on ose dire, précédant l'annexion du partenaire le plus faible par le partenaire le plus fort. Alors, on peut ne pas être loin d'une union douanière. Le danger est qu'on craint que le partenaire le plus faible ne soit exploité. Autrement dit, tous les avantages dont jouissait ce dernier n'étaient que précaires. Le partenaire fort, ayant enlevé au faible toute possibilité de se défendre, jouira de sa position comme bon lui semblera.

Tout politicien-économiste doit tenir compte de ce fait. Les dangers de cette notion se font évidents dans le dernier accord germano-roumain.

VIII. — Pour avoir une critérium qui devrait faciliter l'appréciation de l'accord germano-roumain, de son originalité et de ses conséquences, il est indispensable de se référer à la nature habituelle des accords qu'on rencontre dans les annales des traités de commerce conclus entre nations indépendantes et en faire une comparaison.

Depuis longtemps déjà on remarque la tendance excessive de constituer des économies nationales propres. Le régime mercantile, dont l'influence s'étend à travers trois siècles jusqu'au XVIII^e, se caractérise par un isolement de l'économie nationale et l'éloignement, de plus en plus grand, des économies étrangères. Dans cette période de l'histoire économique, il y eut à peine quelques accords commerciaux, notamment ceux conclus par la Grande-Bretagne avec la Russie, la France, le Portugal, la Belgique, les Pays Scandinaves, tous datant du XVIII^e siècle. Ces traités ne prévoyaient qu'un rabais sur certains tarifs douaniers en vue de l'importation de certains articles. D'autre part, tous ces accords étaient basés sur la clause de la nation la plus favorisée, en vertu de laquelle « chacun des deux Etats contractants s'engage à appliquer à l'autre les droits qu'il pourrait accorder plus tard à d'autres pays, si ces droits étaient inférieurs à ceux de leur traité de commerce » (41).

Cette clause qui menait aux libres échanges écarte toutes les tendances de monopole qu'un Etat pourrait se procurer

(41) P. Rebound, tome II, page 229. La clause peut viser non seulement les droits de douane, mais toutes les conditions dans lesquelles s'exerce le commerce international.

dans un autre, parce que les avantages concédés à un Etat s'appliquaient automatiquement à tous les autres pays. Aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, cette manière de procéder resta, pratiquement tout au moins, inchangée. La tendance au libre échange s'accroissait du fait que, son principe reposant sur la division internationale du travail, il exigeait la collaboration entre les Etats, dont résultait le commerce international libre.

Aujourd'hui, le monde entier est enchevêtré par ces accords qui régissent les échanges commerciaux, mais sont toujours basés sur la clause de la nation la plus favorisée. Ces accords contenaient des stipulations sur les services consulaires, sur les droits de voyageurs de commerce, sur les communications et surtout sur les navigations. Ils sont la forme juridique qui a servi à l'économie privée pour les affaires traitées avec l'étranger. A l'intérieur d'un Etat, nous étions devant des régimes économiques qui ne permettaient pas l'immixtion de l'Etat dans les affaires privées, d'où résulte l'origine de tels accords. On peut dire que l'initiative de leur exécution se trouve entre les mains des particuliers. Evidemment, ces derniers agissaient dans le cadre des possibilités prévues par l'accord commercial et suivaient leur profit.

Les échanges commerciaux entre deux Etats n'avaient dès lors aucun caractère politique et se développaient, pour autant que les conjonctures économiques le permettaient, sous le signe de la conclusion de bonnes affaires. Certes, il ne faut pas se faire illusion et supposer qu'un tel système fonctionnait à la perfection, excluant toute suprématie d'un Etat sur l'autre. La clause de la nation la plus favorisée avait pour but d'empêcher la création d'un état de monopole au profit d'un pays quelconque. Il n'en reste pas moins que

certaines pays sont, malgré cela, parvenus à se créer des positions de monopole.

En l'occurrence, on n'est pas en présence de privilèges créés artificiellement, mais ces pays avaient plutôt des monopoles de fait grâce à leur situation géographique, aux moyens de communication, ou à cause de la différence de structure économique.

Le genre des relations inaugurées par l'accord germano-roumain relève d'un tout autre caractère. En période libérale, les traités économiques internationaux, dans les formes dont nous venons de parler, étaient des traités exclusivement commerciaux. Le nouveau traité germano-roumain fait une innovation considérable en englobant tous les domaines de l'activité économique d'un pays : activité industrielle, productive, commerciale, bancaire, des communications, etc...

Assurément, en période libérale, les échanges commerciaux pouvaient diriger et influencer le développement de la production d'un pays donné. Seulement cette influence s'exerçait plutôt indirectement, tandis que les rapports entre Etats se caractérisaient par leur nature strictement commerciale.

Pourtant l'accord germano-roumain a un caractère beaucoup plus ample. Cet accord tend au développement de la production et à son orientation dans une voie déterminée, convenant tout d'abord à l'Allemagne. Il en résulte que les échanges commerciaux entre les deux pays auront un fond qui n'existait pas jusqu'à présent.

IX. — La participation des capitaux étrangers à l'activité économique d'un pays n'est pas réglée dans les accords internationaux. Les investissements de capitaux étrangers subissaient, en général, la loi de règles autonomes. L'expansion

économique au moyen d'investissement de capitaux à l'étranger était très développée dans cette période. On ne peut nier l'utilité de ces investissements financiers pour les pays pauvres en capitaux et qui se développaient économiquement grâce, précisément, à ces placements. Mais, on ne peut nier non plus que cette expansion économique pouvait revêtir la forme de l'exploitation économique d'un pays donné, sous les formes les plus diverses. Le pays créancier pouvait facilement s'immiscer, directement ou indirectement, dans les finances du pays débiteur, soit par le contrôle de certains domaines importants de l'économie nationale, soit par la vente de titres d'Etat ou actions de sociétés, ce qui pouvait produire, dans le pays débiteur, des perturbations aussi bien sociales qu'économiques, et, par ces divers moyens avoir un moyen de pression. Mais tout ceci se déroulait dans le cadre privé, ce qui était tout à fait conforme à cette expansion, le particulier n'ayant qu'un seul but : le plus grand profit. Il est difficile d'y trouver des visées politiques directes.

L'accord germano-roumain apporte encore dans ce domaine des modifications importantes. L'Allemagne se présente là comme pays créateur. Le capital qui va être investi en Roumanie sera du capital privé, mais du capital dirigé par l'Etat allemand. On voit bien là qu'il ne s'agit plus d'un capital dirigé par le particulier suivant ses propres intérêts, dans le sens de l'économie libérale. Au contraire, c'est un capital qui pourra servir facilement les intérêts politiques de son Etat.

X. — Comme nous l'avons vu, l'accord crée des rapports économiques très étroits entre les deux Etats, et nous pouvons donc avoir des craintes pour l'indépendance économique roumaine.

Une simple comparaison avec les accords économiques internationaux, dont nous avons donné un bref aperçu, nous apprend que le récent accord germano-roumain a perdu toutes les caractéristiques des accords de la période libérale. Il introduit une quantité de stipulations tendant à régler une minutieuse collaboration économique, soumise à la volonté des Etats contractants, et surtout à la prépondérante volonté de l'Allemagne.

La conséquence logique de cet accord est un danger imminent qui saute aux yeux : *l'Allemagne va se créer une situation de monopole dans l'économie roumaine.*

Cette position de monopole résulte clairement du fait que l'Allemagne sera l'acheteur exclusif de certains produits roumains, et, ensuite, son immixtion dans l'économie roumaine, quoique partielle, lui permettra, avec le temps, d'exercer une influence importante sur le développement de celle-ci.

D'une manière générale, nous avons souligné que ces tendances « monopolistes » de certains Etats disparaissaient avec la clause de la nation la plus favorisée sous le régime du commerce libre. Le premier coup porté à ce système était l'application d'accords préférentiels. L'Allemagne se servait largement de ces accords dans ses relations avec les pays du Sud-Est. Le dernier accord germano-roumain va encore plus loin, parce qu'il concède à l'Allemagne des privilèges pour l'exploitation des richesses de la terre roumaine. Il est certain que cette position de l'Allemagne, qui est déjà un quasi-monopole, ne fera que se renforcer.

Pour mieux apprécier les dangers qui peuvent résulter de cet accord pour l'économie nationale roumaine, il est nécessaire de rappeler, qu'à cause du développement des relations germano-roumaines, jusqu'à nos jours, on remarque que

son économie, comme toutes celles des pays du Sud-Est, s'est fortement engagée envers l'Allemagne.

L'expression la plus significative de cet engagement est l'importante participation allemande dans les exportations roumaines, étant donné que l'Allemagne absorbe aujourd'hui presque la moitié de l'exportation de la Roumanie. Probablement, ce niveau a été atteint dans les échanges commerciaux germano-roumains, sous le régime des accords existants, et actuellement il ne peut être dépassé.

Actuellement, comme conséquence du nouvel accord, la production roumaine doit poursuivre son essor, mais exclusivement dans le but de créer de nouvelles possibilités pour les échanges de marchandises.

L'Allemagne saura, sans aucun doute, se constituer une quantité de situations de monopoles dans l'économie roumaine, qui peuvent être des centres d'activité d'où elle dirigera et influencera l'essor économique de cet important pays du Sud-Est.

Au fur et à mesure que l'exécution de l'accord sera plus serrée, les intérêts allemands dans cette région seront plus grands. Après l'exécution de ce plan, qui est prévue en cinq ans, l'Allemagne pourra devenir la maîtresse de l'économie nationale roumaine. Si elle réussit à appliquer littéralement le plan, on voit à quel point il lui sera facile d'imposer sa volonté à la Roumanie, et ceci non seulement dans le domaine économique, mais également dans le domaine politique. L'Allemagne tiendra alors dans ses mains toute la direction de l'économie roumaine, dont le mécanisme fonctionnera comme elle le voudra.

Ceci montre, de la façon la plus claire, quelle est la grande « originalité » du nouvel accord (42).

(42) Il semble que les Roumains eux-mêmes se sont rendu compte

XI. — L'économie allemande, fortement industrialisée, a un besoin évident de collaborer avec les pays agricoles du Sud-Est, particulièrement avec la Roumanie. Mais l'Allemagne ne dispose pas de capitaux suffisants même pour sa propre économie, et c'est là qu'on voit un obstacle décisif à la réalisation de ce plan.

Ce plan exige en effet des capitaux énormes et si l'Allemagne ne peut les mobiliser en quantité nécessaire, les résultats seront infiniment plus modestes que ceux que nous avons indiqués.

Nous prenons la liberté de douter de la bonne volonté de la Roumanie pour l'application littérale de l'accord. Les dangers trop évidents qu'il présente pour l'économie roumaine et les brusques changements de la situation internationale nous amènent à cette conclusion.

Pour nous, cet accord est une curiosité au point de vue scientifique et au point de vue pratique. Scientifique : parce que semblable accord n'a encore jamais été conclu entre deux pays indépendants. Pratique : parce qu'il met en lumière les nouvelles méthodes de l'expansion allemande vers le Sud-Est. *Il nous facilite en même temps la compréhension de ce que les Allemands entendent sous la devise du Grosswirtschaftsraum.*

Cette notion signifie que les économies des petits Etats doi-

du danger qui pourrait résulter de cet accord. Aussitôt après sa conclusion les milieux officiels roumains ont déclaré que la Roumanie est prête à signer des accords similaires avec d'autres pays, à savoir la Grande-Bretagne et la France. On voulut empêcher par là une orientation unilatérale de l'économie roumaine vers l'économie allemande, en créant un équilibre et en orientant celle-ci également vers ces pays. Mais, consultant le texte du nouvel accord anglo-roumain, on n'y trouve rien de semblable (accord du 11 mai 1939). Cet accord se limite strictement dans le domaine commercial, à l'exception de ce qu'il prévoit des zones libres pour la Grande-Bretagne.

vent s'adapter complètement aux besoins de l'économie allemande, et non que ces économies peuvent s'adapter mutuellement aux intérêts communs (43).

XII. — En vue de l'exécution des dispositions de l'accord économique général, après les négociations ultérieures, on a signé le 20 juin 1939 un Protocole concernant la collaboration dans le domaine agricole entre les deux pays (44).

Le Protocole s'occupe de la prise de mesures de détail. Dans le domaine de la production des plantes oléagineuses, l'Allemagne s'engage à acheter chaque année des quantités déterminées de graines, surtout de lin et de tournesol. La Roumanie s'oblige à encourager la production des plantes oléagineuses et à faire des expériences en vue de l'introduction de nouvelles cultures. Les prix seront fixés par accords. Pour appliquer ce programme, on constitue une commission spéciale.

Quant à l'élevage, le gouvernement roumain considère que son effectif est assez grand, par suite de quoi le Protocole envisage seulement la possibilité de l'augmentation de l'exportation vers l'Allemagne du bétail destiné à être abattu. D'autre part, la Roumanie importera de l'Allemagne les quantités nécessaires de « bétail de reproduction », afin que soient créées les conditions nécessaires pour que le marché allemand soit approvisionné en produits correspondant à la demande des consommateurs allemands. Dans le domaine du développement de la laiterie, on prévoit la création d'un certain nombre de vastes entreprises. L'Allemagne fournira les capitaux d'investissement nécessaires, ainsi qu'un certain nombre de spécialistes de cette industrie.

(43) Op. cit., Grdjitch.

(44) « Glasnik zavoda za unapredjenje spoljne trgovine », juillet 1939.

Enfin, le Protocole prévoit que la production des vins roumains sera adaptée aux goûts des consommateurs allemands. De son côté, l'Allemagne fournira des machines vinicoles. En ce qui a trait aux légumes, fruits et plantes pharmaceutiques, leur exportation sera réglée d'après l'évolution des besoins allemands.

DEUXIÈME PARTIE

Développement historique des relations commerciales

CHAPITRE PREMIER

La structure et la politique économique de l'Allemagne et du Sud-Est de l'Europe

I. — *L'Allemagne* dispose d'un potentiel industriel extrêmement grand. Les deux tiers de la population appartiennent à la classe ouvrière et urbaine.

Le problème capital de la politique économique allemande consiste donc en la recherche de débouchés pour son industrie et de sources d'approvisionnement abondantes et constantes en matière premières. Une pareille structure économique détermine une forte exportation de produits manufacturés. La production nationale de produits agricoles ne suffit pas complètement aux besoins de la consommation du pays et, d'autre part, étant relativement pauvre en matières brutes (45) — exception faite des charbons, des sels minéraux et des matériaux de construction — l'Allemagne se voit obligée d'importer ces produits.

(45) D'après A. Reithinger : *Le visage économique de l'Europe*, p. 137, et Osusky Stephan : *Le problème des matières premières et son influence sur le destin de l'Europe*.

II. — Depuis 1933, l'Allemagne tend vers une main-mise, toujours plus serrée, de l'Etat sur toutes les branches de l'activité économique. Elle prétend trouver son équilibre économique dans des plans quadriennaux. Le premier plan date presque de l'avènement du nouveau régime. Son but immédiat était la résorption du chômage et le réarmement. Le second plan quadriennal date de 1937 et il est encore en voie d'exécution. Il prévoit toute une série de mesures destinées à parfaire l'autarchie du pays. Son but principal est de pallier directement à l'insuffisance de produits dont souffre l'Allemagne par une utilisation plus rationnelle des produits existants — l'emploi des déchets. Il tend aussi à une augmentation et à une multiplication des capacités de production du pays, surtout en ce qui concerne l'industrie des succédanés.

Jusqu'à ce que ce but sublime « d'autosuffisance » fût réalisé, on prévoyait la restriction des importations au strict minimum, et la répartition rationnelle de ce minimum à l'intérieur du pays, et ensuite, la réduction par tous les moyens de l'absorption des produits de consommation.

Les créateurs du second plan se sont inspirés surtout de motifs politiques (46).

III. — Le national-socialisme est tout particulièrement favorable à l'agriculture. La politique de réagrarisation de l'Allemagne industrielle a donné des résultats satisfaisants pour certains produits, ainsi que pour le blé et le seigle : quand la récolte est normale, la production suffit à la consommation.

(46) « L'économie cesse d'être le but, les buts sont des buts politiques, l'économie devient subordonnée, elle est un moyen pour l'Etat d'atteindre ses buts politiques » : Lescure, dans *L'Economie sociale comparée 1938-39*, discutant le second plan allemand.

Le marché allemand était dépendant de l'étranger pour les produits alimentaires. Cette importation était sérieusement comprimée, surtout pour les céréales, viandes, graisses et huiles végétales, produits laitiers et œufs ; elle reste encore considérable pour les fruits et légumes, les fromages et les plantes oléagineuses. Une administration de l'Etat, intitulée « Naehrstand », s'occupe actuellement de la production, de la consommation et des prix des produits agricoles.

Pour balancer la production nationale des produits alimentaires avec les besoins de la consommation, ainsi que pour garantir la stabilité des prix de ces produits, l'Allemagne pratique une politique de stockage. Mais, c'est également une politique de « Wehrwirtschaft » — on constitue certainement des stocks en prévision d'une guerre éventuelle. Ces stocks massifs ne sauraient s'expliquer par la nécessité d'équilibrer les bonnes et les mauvaises récoltes : ils sont trop forts (47).

Poursuivant une économie de guerre (« Wehrwirtschaft »), l'Allemagne tendra à importer même les céréales dont elle n'a pas besoin en cas de bonne récolte.

(47) Dans le cours 1938-39, Lescure, pour souligner l'effort de l'Allemagne dans cette politique de stockage conforme à la « Wehrwirtschaft » : « La capacité des silos qui, en juillet 1938 était de 56 millions de quintaux, a été portée à 76 millions de quintaux. Cette quantité est supérieure aux besoins de l'Allemagne en céréales pendant toute une année » (p. 305).

Degré dans lequel les pays se suffisent eux-mêmes en vivres
 (« *Der grad des Selbstversorgung* ») (48)

Pays	en %
Grèce	80
Allemagne	83
Yougoslavie	106
Bulgarie	109
Roumanie	110
Hongrie	121

Chiffre : 100 % signifie que le pays se suffit complètement ; *au-dessous de 100 %* désigne la dépendance du pays de l'étranger pour l'approvisionnement en vivres ; *au-dessus de 100 %* désigne le pays possédant un excédent de vivres pour l'exportation.

Dans le domaine des matières premières, l'Allemagne tend également à se suffire. La politique des succédanés devrait accomplir cette tâche. Elle a montré des résultats relativement intéressants dans le domaine des matières synthétiques comme le coton, les combustibles et le caoutchouc.

Seulement, la politique des succédanés est une politique « antiéconomique » (49), car le coût de production des matières artificielles est de quatre ou cinq fois supérieur à celui des matières naturelles. De ce fait, on peut prétendre que cette politique sera, tôt ou tard, délaissée, le rendement n'étant pas proportionnel aux frais. D'autre part, de cette manière, on ne peut suppléer à toutes les matières brutes qui manquent à l'Allemagne. Ajoutons que l'incorporation des économies autrichienne et tchécoslovaque n'a pas amélioré l'état de choses.

En dehors de tous ces efforts à tendance autarchique,

(48) Ernst Wagemann : *Der Neue Balkan*.

(49) Lescure, son cours 1938-39, V. La politique des succédanés.

l'Allemagne reste davantage tributaire de l'étranger et pour des quantités considérables, plus en ce qui concerne les matières premières que les produits alimentaires. Le commerce extérieur est une question vitale (50).

IV. — *Le Sud-Est* forme ce qu'on appelle souvent le bloc agraire de l'Europe, ses Etats possédant des économies nationales basées sur la production paysanne : agricole et pastorale.

Au point de vue de la répartition de la population d'après ses occupations, 76 à 80 % sont des agriculteurs. Le reste revient à l'industrie, aux services publics, au commerce, etc... Un seul pays fait exception, la Hongrie, dont 54 % seulement de la population totale vit de l'agriculture.

Le problème capital de la politique économique des pays du Sud-Est de l'Europe réside dans l'assainissement de sa crise agricole spéciale. La particularité de cette crise consiste en ce qu'elle est en même temps conjoncturelle et structurelle. L'agriculture du Sud-Est, considérée au point de vue de son aspect structurel, découvre le défaut primordial de toute l'économie du Sud-Est. L'agriculture dans les pays d'Outre-mer (51), sous forme de grandes entreprises capi-

(50) Le discours du chancelier Hitler en janvier 1939 : « Mourir ou exporter ».

(51) « L'organisation capitaliste de l'agriculture dans les nouveaux pays (Amérique du Nord et du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande) est d'un type tout à fait étranger à l'Europe. Moins enraciné au sol et beaucoup moins attaché à la tradition, l'agriculteur a tendance à se considérer moins comme le dépositaire d'un héritage à conserver que comme un homme d'affaires exploitant toutes les possibilités du marché. Pour lui, il importe moins de conserver que de spéculer. Il utilisera de nouvelles méthodes, adoptera des améliorations mécaniques dans la culture, aura recours à des expériences coopératives pour l'écoulement de ses produits et n'hésitera pas à mettre à profit les facilités exceptionnelles qui lui sont offertes d'emprunter, soit à long terme, soit à court terme, à un taux d'intérêt raisonnable. » — *Situation économique mondiale, 1932-33*, S.D.N.

talistes, emploie des engrais, des machines, des méthodes toujours plus perfectionnées, donnant des résultats fantastiques. C'est une concurrence redoutable pour les pays du Sud-Est où la culture est rudimentaire et où le producteur travaille souvent pour s'assurer une existence et non pour en tirer profit sur le marché.

Froment : superficie et production (52)

Pays	Superficie en milliers d'hectares		Production en milliers de quintaux	
	1936 1936-37	1937 1937-38	1936	1937
Allemagne	2.084	1.975	44.269	44.667
Bulgarie	1.196	1.309	16.425	17.666
Hongrie	1.630	1.531	23.892	19.638
Roumanie	3.432	3.552	35.031	37.601
Turquie	3.530	3.368	38.533	38.187
Yougoslavie ...	2.211	2.132	29.236	23.474

Le froment est un produit dont l'Allemagne a augmenté sensiblement la superficieensemencée et la production à la suite de sa politique autarchique.

Pour comparaison, si on se réfère à la période de 1925-29, la superficie de froment n'était que de 1.646 milliers d'hectares avec un rendement de 32.595 milliers de quintaux.

La disproportion de la superficie et du rendement du froment entre l'Allemagne et les pays du Sud-Est est évidente. Si l'on prend les chiffres relatifs à la Bulgarie et à l'Allemagne, la différence de superficieensemencée de froment n'est pas très grande, tandis que la différence dans le rendement est très peu proportionnelle aux résultats obtenus en Allemagne. La Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie séparément ont chacune une superficieensemencée supérieure

(52) Ce tableau a été établi d'après l'*Annuaire Statistique de la S.D.N.*, 1937-38.

à celle de l'Allemagne, tandis que leur rendement, exprimé en quintaux, est nettement inférieur. On pourrait faire le même raisonnement en comparant les autres produits agricoles cultivés en Allemagne et dans le Sud-Est.

Ceci tient précisément à cette crise agricole spéciale. La production est extrêmement spécialisée. Comme dans tous les pays semi-capitalistes, on rencontre les « monocultures ».

On le voit très bien par la structure unilatérale de l'exportation. Les exportations dépendent principalement de la vente d'un très petit nombre d'articles.

Part de certains produits dans l'exportation totale en % ()*

<i>Roumanie :</i>		
Pétrole	40,5	
Blé	32,2	72,7
<i>Grèce :</i>		
Tabac	45,9	
Raisin sec	14,9	60,8
<i>Bulgarie :</i>		
Tabac	32,1	
Blé	13,0	
Œufs	8,6	53,7
<i>Yougoslavie :</i>		
Bois	14,2	
Maïs	11,1	
Blé	9,0	
Minerais	8,9	
Cuivre brut	8,9	52,1

V. — Il est nécessaire d'aborder le problème démographique qui est intimement lié au problème économique du Sud-Est.

On prétend que les pays du Sud-Est sont au même degré de l'évolution économique que la Grande-Bretagne au temps où Malthus écrivit son livre (53). On peut dire que la popu-

(53) Wagemann : *Der Neue Balkan*.

(*) Wagemann, op. cit.

lation est en croissance plus forte que le rendement de la terre dans le Sud-Est. Le problème angoissant est de pouvoir nourrir ce surplus de population (54).

Surpopulation agricole (55)

	Hon- grie	Rouma- nie	Yougo- slavie	Bul- garie	Grèce	Turquie	Dane- mark
Habitants par Klm ²	93	61	51	59	48	21	87
Population rurale par Klm ² de terre arable	81	100	157	130	272	159	35,6

Une densité de 61 habitants par kilomètre carré, dans le sens absolu, n'est pas considérable. Dans les pays fortement industrialisés, ce chiffre dépasse 100, et même dans certains pays, comme la Belgique, il est au-dessus de 200. Mais, si l'on juge la densité de la population rurale par kilomètre carré de terre arable en la comparant à celle d'autres pays, on arrive à d'autres conclusions.

Au Danemark, cette densité est minime — 35,6 habitants par km², en Allemagne 52, en U.S.A. seulement 17, alors qu'elle est très forte dans l'Europe du Sud-Est, dépassant de deux et demi à sept fois celle du Danemark. Par contre, l'agriculture danoise est un exemple de culture rationnelle et intensive du sol. Il est donc certain que les pays du Sud-Est sont relativement surpeuplés. Pourtant, la démographie d'aujourd'hui ne partage plus le pessimisme de Malthus. Ce dernier n'a pu s'apercevoir de l'immense progrès réalisé par la technique. A son époque, l'industrialisation n'était qu'à ses débuts et, d'autre part, il n'a pas pu prévoir la

(54) D'après Rehtinger, dans son livre cité, ce sont les peuples les plus prolifiques d'Europe.

(55) « Grundlagen der deutsch-suedeuropaeischen Zusammenarbeit » « Das Wirtschaftsdienst » Heft 40, 1938.

révolution qui s'est produite au cours des dix dernières années dans la production de denrées alimentaires avec l'emploi d'engrais artificiels. Il est hors de doute que ce phénomène de surpopulation agricole dicte une politique d'industrialisation (56).

Cette politique doit être accompagnée d'une politique d'intensification de la production agricole, en vue de créer des possibilités de travail pour l'excédent de la population rurale. Le rôle assigné à l'Etat dans le développement économique de ces nations est extrêmement important, ceci tenant à ce que l'épargne est insuffisante pour répondre aux nécessités sociales de ces pays et à ce que les habitants ont un esprit d'initiative moins prononcé.

En Turquie, on est même en présence d'une économie dirigée par l'Etat. En 1934, le gouvernement a établi le second plan quinquennal qui comprend en même temps l'industrie, l'agriculture, les communications, les chemins de fer, ainsi que la production, les prix et la consommation. La Hongrie a également élaboré un plan économique devant être exécuté en cinq ou dix ans. En Bulgarie aussi, la direction de l'économie par l'Etat est plus serrée depuis 1936. Dans les autres pays, l'intervention de l'Etat est fréquente, mais une large marge est laissée à l'initiative privée.

En raison de sa situation géographique, de son climat favorable, de son sous-sol prétendu extrêmement riche, le Sud-Est de l'Europe est un immense champ de travail qui pourrait être mieux exploité qu'il ne l'a été jusqu'à présent.

L'industrialisation, comme l'intensification de la production agricole, ne sont encore qu'à leurs débuts. Ces pays

(56) *L'industrialisation des pays agricoles du Sud-Est de l'Europe*, Otto Frangès, *Revue Economique Internationale*, juillet 1938.

sont tributaires de l'étranger pour les articles manufacturés et les divers équipements industriels. Seulement, ces importations sont strictement limitées par la valeur de leurs exportations, en l'état actuel des relations économiques.

Pour ces pays, le commerce extérieur est une question vitale, car c'est lui qui augmente le degré de bien-être de la population. Il en est de même de l'Allemagne, pour laquelle le commerce extérieur est la condition de son développement économique.

CHAPITRE II

Le développement des relations commerciales entre l'Allemagne et les pays du Sud-Est de l'Europe Leur structure et leurs fluctuations

I. — La position occupée par l'Allemagne dans le commerce extérieur des Etats du Sud-Est, pendant la période précédant la crise, n'avait rien de caractéristique. En période de commerce international libre, l'Allemagne était un des principaux clients et fournisseurs de ces pays. Sa participation était égale, sinon moindre, à celle de l'Italie, de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et de la France.

Pourcentage de l'Allemagne dans le commerce extérieur des pays du Sud-Est (Importation et Exportation) ()*

Années	Bulgarie	Grèce	Hongrie	Turquie	Yougoslavie	Roumanie
1926 .						
Importation	21,9	7,6	16,6	13,8	12,0	—
Exportation	19,5	21,9	12,9	12,6	9,3	—

(*) D'après Statistique du Commerce International, S.D.N.

Années	Bulgarie	Grèce	Hongrie	Turquie	Yougoslavie	Roumanie
1927						
Importation	21,0	7,4	18,2	14,2	12,3	—
Exportation	23,0	21,3	13,3	9,3	10,6	—
1928						
Importation	21,2	8,6	19,5	14,2	13,6	—
Exportation	27,9	25,9	11,8	12,8	12,1	—
1929						
Importation	22,2	9,4	20,0	15,3	15,6	22,6
Exportation	29,9	23,1	11,7	13,3	8,5	18,6
1930						
Importation	23,2	10,1	21,0	18,6	17,6	25,1
Exportation	26,2	23,5	10,2	13,1	11,7	18,8
1931						
Importation	23,3	12,2	24,4	21,3	—	29,1
Exportation	29,5	14,0	12,7	10,7	—	11,4
1932						
Importation	25,9	9,7	22,5	23,3	17,7	23,7
Exportation	26,0	14,5	15,2	13,5	11,3	12,3
1933						
Importation	38,2	10,1	19,6	25,5	13,2	18,9
Exportation	36,0	17,1	11,4	18,9	13,9	10,6
1934						
Importation	40,2	14,7	18,3	33,8	13,9	15,5
Exportation	42,8	22,5	22,2	37,4	15,4	16,6
1935						
Importation	53,5	18,7	22,7	40,0	16,2	23,8
Exportation	48,0	29,7	23,9	40,9	18,6	16,7
1936						
Importation	61,0	22,4	26,0	45,1	26,7	36,1
Exportation	47,6	36,4	22,8	51,0	23,7	17,8
1937						
Importation	54,8	27,2	26,2	42,1	32,4	28,9
Exportation	43,1	31,0	24,1	36,5	21,7	19,2

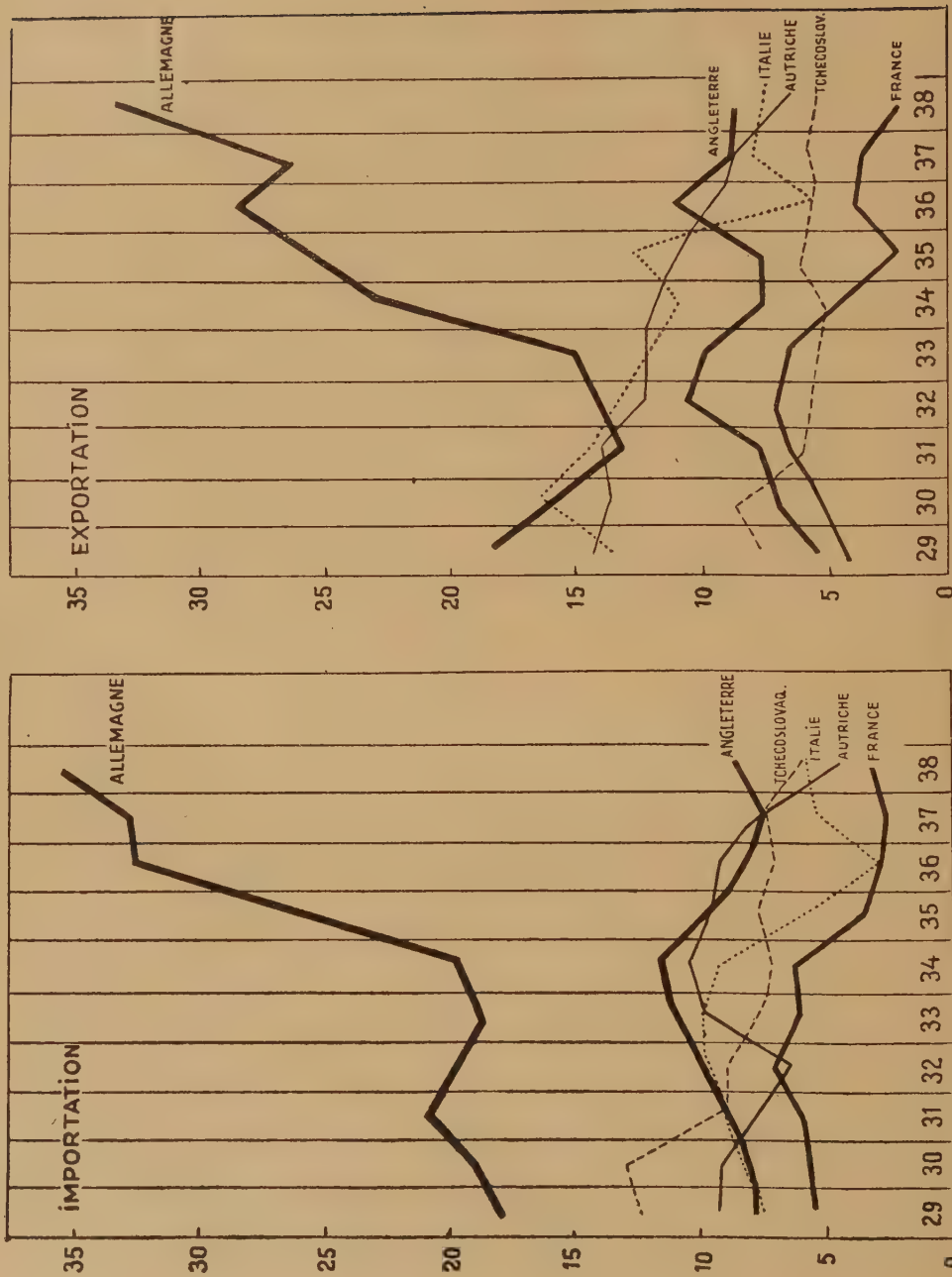
L'augmentation de l'importance de la participation allemande dans les échanges commerciaux avec le Sud-Est coïncide avec la période de crise économique mondiale et l'avènement des nationaux-socialistes (début de 1933) au gouvernement allemand. *Nous tiendrons toujours compte de ces deux faits politico-économiques, étant donné que nous considérons que leur influence a été prédominante sur le cours du développement de ces relations économiques.*

Cette période de commerce international désorganisé et

entravé fut pourtant une période de renforcement des liens commerciaux qui existaient entre l'Allemagne et le Sud-Est. L'Allemagne est devenue le principal client et fournisseur de ces pays. Depuis 1934, elle a destitué la Grande-Bretagne dans le commerce extérieur de la Grèce. Depuis la même année également, les échanges commerciaux de la Roumanie avec l'Allemagne sont supérieurs à ceux qu'elle a avec l'Autriche et l'Italie. En ce qui concerne la Yougoslavie, l'Allemagne a surpassé successivement la Tchécoslovaquie, l'Autriche et l'Italie. Dans le commerce avec la Hongrie, l'Allemagne a dépassé l'Autriche depuis 1935. En Bulgarie, elle occupait depuis toujours le premier rang commercial.

Le commerce extérieur des pays du Sud-Est avec d'autres pays importants a décru énormément, tandis que celui avec l'Allemagne augmenta dans des proportions invraisemblables, ainsi que le montre clairement le graphique ci-après.

PRINCIPEAUX PAYS DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DU SUD-EST DE L'EUROPE *



II. — Il est impossible de nier cette prépondérance de l'Allemagne comme co-échangiste du Sud-Est. Mais, en renversant les points de vue et en se plaçant du point de vue germanique, on constate la participation insignifiante des pays du Sud-Est séparément au commerce extérieur allemand, même pendant cette période.

*Pourcentage du Sud-Est dans le commerce extérieur
du III^e Reich (importations — exportations) (*)*

	1932		1933		1934		1935		1936		1937	
	Im.	Ex.	Im.	Ex.	Im.	Ex.	Im.	Ex.	Im.	Ex.	Im.	Ex.
Bulgarie ...	0,7	0,4	0,7	0,4	0,8	0,5	1,0	0,9	1,4	1,0		
Grèce	1,3	0,4	1,3	0,4	1,3	0,7	1,4	1,1	1,6	1,3		
Hongrie ...	0,8	0,8	0,8	0,8	1,4	0,9	1,9	1,5	2,2	1,7	2,1	1,9
Roumanie ..	1,6	1,1	1,1	0,9	1,3	1,2	1,9	1,5	2,2	2,2	3,3	2,2
Turquie	0,9	0,6	0,9	0,8	1,5	1,2	2,2	1,6	2,8	1,7	1,8	1,9
Yougoslavie.	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7	1,5	0,9	1,8	1,6	2,4	2,3

Pendant cette période, des courants commerciaux étroits et solides s'établirent entre l'Allemagne et le Sud-Est et il devint difficile de les rompre. Tout s'écoulait vers l'Allemagne. Les échanges commerciaux avec les autres pays diminuaient de plus en plus. Il y a là un vice de principe.

Il est inopportun pour un pays de trop s'engager commercialement envers un autre. Nous ne discutons pas ici le danger strictement politique, mais, en se plaçant du point de vue économique, cette dépendance commerciale du Sud-Est d'un marché unique nous semble pleine de risques et d'incertitudes.

Supposons que ces liens soient subitement rompus à la suite d'une « guerre douanière ». Il serait difficile pour les pays du Sud-Est pour suppléer au marché allemand, tandis

(*) D'après Statistique du Commerce International, S.D.N.

que, pour l'Allemagne un pourcentage de plus ou de moins dans son commerce extérieur serait quasi imperceptible.

Nous croyons qu'une bonne politique commerciale consiste à répartir le commerce extérieur d'un pays de telle façon qu'il ne soit pas trop lié à un seul marché étranger (57).

III. L'extrême développement des relations commerciales germano-sud orientales depuis 1933 est considérée dans ces dernières années comme une surprenante évolution dans l'économie mondiale.

Tandis que la valeur des exportations totales allemandes en 1937 est encore de 56 % en dessous du point culminant atteint en 1929, les exportations de l'Allemagne vers ces six pays ont dépassé, au cours de cette année, avec 666,8 mill. de R. M. l'année 1929 (657 mill. de R.M.). En 1938, les exportations allemandes vers ces pays sont de 696 millions de R.M. Pourtant, pendant cette période, les exportations allemandes à destination de presque tous les autres pays ont diminué.

Les importations allemandes originaires du Sud-Est se sont développées dans le même sens : le chiffre de 1937 — 671,8 mill. de R.M. — est supérieur à celui de 1929 (529

(57) Le professeur Grdjitch, dans son article : « Les relations économique germano-yougoslaves » (*Jugoslovenski Ekonomist* de novembre 1938) soutient une opinion opposée. Il prétend qu'il n'est pas difficile de suppléer un marché dans de telles circonstances. Comme argument il fournit l'exemple de la guerre douanière serbo-austro-hongroise de 1908. La Serbie avait facilement remplacé le marché austro-hongrois quoiqu'il absorbât 90 % de ses exportations et importations. Nous ne pouvons partager ce point de vue, étant donné que le commerce extérieur de la Serbie d'avant-guerre était minime en comparaison de celui de la Yougoslavie actuelle. D'autre part, l'attitude politique actuelle de la Yougoslavie, qui n'est pas aussi nette que celle de la Serbie, n'est pas pour lui faciliter un remplacement de débouchés.

mill. de R.M.), mais il tombe, cependant, en 1938, à 652 mill. de R.M.

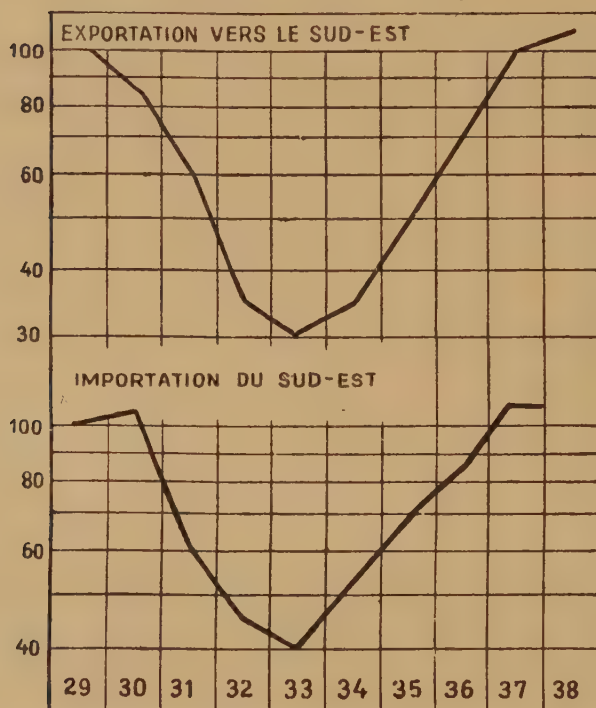
Cet étonnant essor du commerce entre l'Allemagne et le Sud-Est ne date que de 1933-34. Auparavant, il suivait les fluctuations essentielles du commerce mondial, consécutives à la crise.

En examinant le graphique ci-après, représentant le commerce extérieur de l'Allemagne avec le Sud-Est, on peut distinguer plusieurs phases de son évolution depuis 1929 (58).

(58) « Les relations économiques de l'Allemagne avec le Sud-Est de l'Europe », *Monatsberichte des Wienerinstitutes fuer Wirtschaftsforschung und Konjunkturforschung*, Mai 1939.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'ALLEMAGNE AVEC LE SUD-EST •

VALEUR 1929 = 100
(MESURE LOGARITHMIQUE)



* MONATSBERICHTE DES WIENER INSTITUTES FÜR WIRTSCHAFTS-
UND KONJUKTUR FORSCHUNG MAI 1939 P. 141

IV. Au cours de la première phase, *de 1929 à 1931*, la participation de l'Allemagne à l'importation des pays du Sud-Est s'accroît considérablement, passant de 17,5 % à 21 %. Par contre, la participation de l'Allemagne à l'exportation de ces pays décline sensiblement pendant la première période envisagée.

On peut l'expliquer par plusieurs faits. D'abord la tendance persistante des pays du Sud-Est à s'industrialiser. Ensuite, en ce qui concerne l'Allemagne, sous la pression des obligations découlant de ses dettes et de la crise de déflation à l'intérieur du pays, elle s'est vue obligée de renforcer les exportations et de restreindre les importations. Les réparations étaient encore fournies, ce qui rendait possible — par exemple à la Yougoslavie — d'assurer une balance commerciale déficitaire pour l'Allemagne.

*Balance commerciale de l'Allemagne avec le Sud-Est
de 1929 à 1931*

	1929	1930	1931
Bulgarie	— 6,5	— 36,0	— 23,0
Grèce	— 26,9	— 51,8	— 13,7
Yougoslavie	+ 91,7	+ 97,3	+ 55,0
Roumanie	— 46,9	— 99,6	— 9,9
Hongrie	+ 57,5	+ 36,2	+ 29,2
Turquie	— 3,1	— 20,7	— 5,2

Enfin, les paiements se faisaient encore avec des devises libes.

V. Au cours de la deuxième phase, *de 1931 à 1933*, ce rapport se modifie aux dépens de l'exportation allemande. La participation de l'Allemagne dans les importations totales des pays du Sud-Est diminue, tandis que sa participation aux exportations des mêmes pays accroît.

La concurrence des autres pays était importante. C'est ainsi qu'au cours de cette période, la participation de la Grande-Bretagne dans les importations du Sud-Est passe de 9 à 41,2 %, et les deux autres grands fournisseurs, l'Italie et l'Autriche, atteignent respectivement 10 % et 9,8 %. Quant à l'Allemagne, au cours de cette période sa participation diminue sensiblement, tombant de 21 à 18,7 %.

VI. La troisième phase est celle *de 1933 à 1937-38*. Au cours de cette période, la position de l'Allemagne dans le commerce extérieur avec le Sud-Est, aussi bien en ce qui a trait aux exportations qu'aux importations, est prédominante.

Depuis 1933, et pour certains pays du Sud-Est depuis 1934, la marche ascendante de ce commerce est presque ininterrompue. C'est ainsi que les fournitures allemandes à ces pays ont presque doublé, tandis que les achats en provenance des dits pays ont presque triplé. Au cours de cette phase on peut distinguer deux tendances. De 1933 jusque vers la fin de 1936, la participation de l'Allemagne dans l'importation du Sud-Est monte de 18,7 % en 1933 à 32,5 % en 1936, et sa part dans les exportations passe, pendant la même période, de 15,1 à 28,5 %. Après 1936, on remarque un déclin relatif de la participation allemande au commerce total des pays du Sud-Est. C'est ainsi que cette participation aux exportations est tombée de 28,5 % en 1936 à 26,2 % en 1937. Cette diminution est surtout importante en ce qui concerne d'abord les relations turco-allemandes, qui sont presque en baisse absolue, et ensuite les relations avec la Grèce, la Yougoslavie et la Bulgarie.

Comment expliquer ces tendances et ces fluctuations ? Les conjonctures mondiales sont-elles un argument suffisant ?

Les échanges commerciaux sont, d'une manière générale,

conditionnés par les conjonctures mondiales (59). La baisse moyenne des prix, suite de la crise mondiale, était considérable pour les produits alimentaires et les matières premières, alors qu'elle était moindre pour les articles manufacturés. Par suite de ce mouvement des prix, les conditions des échanges des pays non industriels sont moins favorables que celles des pays industriels.

Si le « ciseau des prix » accuse une baisse des prix des produits manufacturés, une hausse des prix des produits alimentaires et des matières premières, les conditions d'échanges des pays agricoles montrent une amélioration (60).

Nous considérons qu'ici se trouve une parfaite explication des causes des relations commerciales de l'Allemagne avec le Sud-Est, tout au moins en ce qui concerne les raisons concernant ces derniers pays. *Au fur et à mesure que les conditions des échanges s'aggravent pour les pays agricoles du Sud-Est, ils se rapprochent commercialement et de plus en plus de l'Allemagne. Au fur et à mesure que les conditions d'échanges s'améliorent pour ces pays, ils s'éloignent du marché allemand.*

VII. En raison du besoin imminent de conclure des affaires, par suite du manque de devises libres, l'Allemagne et le Sud-Est ont été, pour ainsi dire, contraints au commerce. La nécessité pour l'Allemagne de s'approvisionner en produits alimentaires et matières premières continuait à se faire sentir. Ce besoin convenait admirablement aux

(59) Dr Vladimir Pertot : *Einige Entwicklungstendenzen im Aus-
senhandel des Balkanlaender*. (Wirtschaftliches Archiv, Kiel, mai
1939.

(60) Voir à ce sujet la *Revue de la situation économique mondiale*,
1937-38, S.D.N., p. 131 et suivante.

pays du Sud-Est, car ils devaient placer l'excédent de leur production agricole. Cependant, pour la première fois depuis 1933, est survenue une interruption dans cette marche ascendante du courant commercial germano-Sud-Est européen.

Est-ce le déclin de l'économie mondiale qui provoque cette interruption des échanges ? Ou, plutôt, doit-on en trouver les origines dans les facteurs indigènes de ce courant ?

Contrairement à l'évolution observée de 1934 à 1937, les échanges mutuels pendant les onze premiers mois de 1938, comparativement à la période correspondante de 1937, n'ont augmenté que dans une proportion minime (environ 1 %). L'exportation de l'Allemagne vers tous les pays du Sud-Est européen pouvait à peine surpasser la période antérieure et s'élever à 7 %. Le recul considérable des fournitures allemandes à la Hongrie, la Yougoslavie et la Bulgarie s'est équilibré par des exportations plus importantes vers la Turquie, la Grèce et la Roumanie. D'autre part, l'importation allemande en provenance du Sud-Est a diminué de 6 %. C'est une période de déclin relatif du commerce Sud-Est-germanique.

VIII. *Les causes du recul des achats allemands en provenance des pays du Sud-Est.* Ce fait est d'autant plus important que la capacité d'absorption par l'Allemagne des produits alimentaires et matières premières provenant des pays du Sud-Est doit être considérée comme pratiquement illimitée. Il est curieux que, pendant ce déclin de l'importation allemande (onze mois de 1938) d'origine Sud-Est, le total des entrées germaniques a augmenté, dépassant de 2 % les chiffres atteints en 1937.

Compte tenu de ces simples constatations, les causes de ce recul en tant qu'elles seraient dues à l'initiative alle-

mande doivent être écartées. Elles doivent être recherchées, au contraire, dans la situation économique du Sud-Est même, et surtout dans les difficultés techniques des règlements et la rigidité du principe de réciprocité (Gegenseitigkeitsprinzip).

Importations allemandes en provenance du Sud-Est
(en millions de R.M.)

	Janvier-Novembre 1937	1938	Changements en mill. de R.M.	en %
Bulgarie	62,3	76,9	+ 14,6	+ 23,4
Grèce	66,1	82,1	+ 16,0	+ 24,2
Yougoslavie ...	116,5	95,1	— 21,4	— 18,4
Roumanie	165,9	124,4	— 41,5	— 25,0
Hongrie	98,9	96,4	— 2,5	— 2,5
Turquie	91,4	94,6	+ 3,2	+ 3,5
Au total	601,1	569,5	— 31,6	— 5,3

Ce tableau prouve que la diminution de l'importation provient exclusivement de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Hongrie.

Il est malaisé d'énumérer les facteurs déterminant exactement cette diminution. Ils sont nombreux et, indirectement, ont également influencé le recul de l'économie mondiale.

Tout d'abord, la récolte de 1937 des pays du Sud-Est était partiellement mauvaise, ce qui se traduisit par une diminution des excédents exportables. C'est ainsi, par exemple, que la régression de l'importation allemande originaire de Roumanie, au cours du premier semestre de 1938, est due à la mauvaise récolte de blé au cours de la campagne 1937 ; elle est, en majeure partie, la cause de la diminution du total des importations allemandes de Roumanie pendant cette période (environ 4,7 mill. de R.M.). De même, dans la di-

minution des importations allemandes de Yougoslavie, la mauvaise récolte joue un grand rôle. Peu abondante, elle a également influencé les importations allemandes de Turquie, mais la régression des importations de blé était compensée ici par d'autres achats.

Dans le cas particulier de la Roumanie, un grand rôle est également joué par la production des huiles minérales. En 1936, cette production atteignit le chiffre de 8,7 mill. de tonnes, puis s'abaisse à 7,2 mill. de tonnes en 1937, pour tomber à 6,7 mill. de tonnes en 1938. Ce fait aurait déterminé une restriction des exportations d'huiles minérales en Allemagne.

La diminution des importations germaniques de produits agricoles, indépendamment de la cause précitée — mauvaise récolte — est également due à d'autres facteurs, pour lesquels il est impossible d'invoquer le déclin de l'activité économique mondiale. Il faut ranger ici la forte tension politique de l'été et de l'automne 1938 qui incita les pays du Sud-Est à accumuler les produits alimentaires et les matières premières, ce qui provoqua une restriction des exportations. C'est là aussi qu'ont joué certainement les spéculations sur une hausse des prix en cas de guerre. Dans une certaine mesure, on peut expliquer le recul des importations par les difficultés temporaires occasionnées par l'incorporation de l'Autriche et de la région des Sudètes dans le III^e Reich. Enfin, un empêchement aux importations allemandes du Sud-Est proviendrait aussi de ce fait que ces pays ont prohibé l'exportation de certains produits déterminés vers les pays de clearing, donc vers l'Allemagne. Cette mesure fut prise parce que la hausse des prix des matières premières sur le marché mondial a facilité leur écoulement dans les pays à devises libres. Cette prohibition est intervenue juste

au moment où la hausse des prix avait atteint son point culminant. L'une des causes du changement de la politique et du déclin de l'exportation des pays du Sud-Est fut la régression de l'activité économique mondiale.

Dans le courant de l'année, les stocks de devises libres se sont amoindris. En janvier 1939, la Yougoslavie renforça de nouveau le contrôle des devises dans le but d'augmenter l'affluence des changes libres.

Il est évident que les causes fondamentales doivent être recherchées dans la baisse des prix mondiaux pour les principaux produits d'exportation des pays du Sud-Est. Les fournitures de ces pays à destination de pays riches en devises ont diminué en partie, en 1938, en partie se sont maintenues et dans certains cas se sont élevées : par exemple les exportations de Yougoslavie et de Roumanie vers la Grande Bretagne.

Il faut prendre également en considération qu'à la suite de la chute des prix sur le marché international, les pays du Sud-Est obtiennent pour leurs produits sensiblement moins qu'auparavant et se voient obligés, depuis 1937, d'exporter des quantités beaucoup plus considérables pour atteindre la valeur des exportations antérieures. Pour couvrir leurs besoins en devises libres, ces pays ont fait tout leur possible afin d'augmenter l'exportation à destination des pays à devises libres. Ainsi, la Roumanie a eu recours au système de primes pour l'exportation vers les pays riches en devises ; des mesures similaires ont été prises par les autres pays du Sud-Est.

L'écoulement d'importantes quantités de produits d'exportation sur ces marchés, ainsi que les autres facteurs, devaient nécessairement diminuer les sorties vers l'Allemagne.

L'un des obstacles aux exportations du Sud-Est vers l'Allemagne furent également les difficultés qui se produisirent pendant le fonctionnement du clearing. La chute des prix des principaux produits d'exportation du Sud-Est sur le marché mondial diminua logiquement le portefeuille des devises libres. Pourtant, le penchant de l'importateur à satisfaire ses besoins en matières industrielles persistait.

Malgré toutes ces difficultés, au cours des derniers douze à dix-huit mois, l'Allemagne resta quand même le plus important client du Sud-Est. Et si le déclin de l'importation allemande en provenance du Sud-Est est considéré en partie comme absolu, l'exportation allemande totale vers ces pays au cours des onze premiers mois de 1938, comparativement à la période correspondante de 1937, s'est élevée de 33,9 % à 38,3 %.

IX. *Les causes du déclin relatif de l'exportation allemande vers les pays du Sud-Est.* L'exportation allemande vers les pays du Sud-Est se caractérise par une ascension absolue au cours des années 1933 à 1937. Cependant, elle n'accuse qu'une augmentation de 7 % dans la période de janvier-novembre 1938, par comparaison avec la même période de l'année précédente.

Exportation allemande vers le Sud-Est
(en mill. de Reichsmarks)

	Janvier-Novembre		Changements	
	1937	1938	en mill. de RM.	en %
Bulgarie	62,7	50,4	— 12,3	— 19,6
Grèce	100,3	103,3	+ 3,0	+ 3,0
Yougoslavie ...	116,6	110,1	— 6,5	— 5,2
Roumanie	115,9	134,9	+ 19,0	+ 16,4
Hongrie	101,1	95,1	— 6,0	— 5,9
Turquie	93,6	139,2	+ 45,6	+ 48,7
Au total	590,2	633,0	+ 42,8	+ 7,3

Cette augmentation de l'exportation allemande vers les pays du Sud-Est tient aux fournitures plus importantes à la Turquie et à la Roumanie, et, en moindre volume, à la Grèce, tandis que les exportations allemandes ont diminué sensiblement vers les autres pays, à savoir : la Bulgarie, la Yougoslavie et la Hongrie. Ce changement de la cadence de l'augmentation des exportations allemandes vers le Sud-Est, comme la régression des importations en provenance de cette région, sont dûs à plusieurs causes. Il semble qu'il soit difficile de lier toutes ces causes au recul de l'activité économique mondiale.

Tout d'abord, parmi ces causes, on peut citer l'extraordinaire exportation allemande vers la Turquie, qui ne permit pas le même volume d'exportation en Bulgarie, Yougoslavie et Hongrie. Il s'agissait de grosses fournitures pour l'équipement des moyens de production. L'exportation, par exemple, des articles en fer, des machines, des véhicules et des produits électro-techniques a monté de 26 mill. de R.M., en chiffres ronds, en janvier-septembre 1937, à 64 mill. de R.M., en chiffres ronds, en janvier-septembre 1938. L'impulsion, toujours accentuée, de la Turquie à s'industrialiser est caractéristique pour les relations de tous les pays du Sud-Est avec l'Allemagne au point de vue de la demande des poids lourds pour les moyens de production.

Plus frappant est encore le fait du développement des relations germano-roumaines, d'autant plus qu'on se souvient de la diminution des fournitures roumaines à l'Allemagne. La Roumanie et la Turquie veulent balancer les arriérés du clearing qu'elles possèdent sur le compte de la « Verrechnungskasse » à Berlin.

Sans doute la cause de la diminution relative de l'exportation allemande vers ces régions peut être trouvée aussi,

dans une certaine mesure, dans le déclin de l'économie mondiale libérale et dans le fait que le pouvoir d'achat de ces pays diminue par rapport aux pays à devises libres. L'importateur du Sud-Est, voulant prévenir ce danger, prend des précautions en vue de nouvelles importations de quelque provenance que ce soit. Ceci est prouvé surtout par la diminution de la demande dans l'économie privée des clearings-marks, observée particulièrement en Roumanie et en Yougoslavie. Dans ce but, on modifiait les cours des clearings-marks à l'aide d'accords en vue de stimuler le commerce.

Probablement, le déclin de l'activité économique mondiale a diminué la capacité d'absorption des pays du Sud-Est en ce qui a trait aux produits industriels ; néanmoins, cette influence ne doit pas être surestimée, parce que d'autres facteurs jouent également leur rôle. Parmi ces facteurs, on peut ranger l'instabilité de l'économie et des changes commerciaux produite sous l'influence de la tension politique (« psychose de guerre »).

Le déclin de l'activité économique mondiale en 1938 est très important. La chute des prix, plus particulièrement des prix du blé, ainsi que de nombreuses matières premières (métaux) apporte de nouveau une contraction dans le commerce extérieur des pays du Sud-Est et les contraint à se tourner vers l'Allemagne, toujours disposée et capable d'absorber toute la production de ces pays.

X. La structure du commerce germano-Sud-Est.

a) *Structure de l'importation allemande en provenance du Sud-Est ou, autrement dit, structure de l'exportation du Sud-Est.* Le caractère de la structure économique du Sud-Est, c'est-à-dire des pays possédant des excédents de produits

agricoles, a une influence directe sur la structure des importations allemandes en provenance de ces pays. Elle consiste pour les 3/5 en animaux vivants et de produits alimentaires, et pour moins de 1/4 en matières premières.

Nous voulons souligner tout de suite l'importance assez insignifiante du Sud-Est comme fournisseur de matières premières de l'Allemagne. Sur le total des importations germaniques, originaires du Sud-Est, il revient aux matières premières et aux produits semi-ouvrés — au cours de l'année 1938 — seulement 6,6 %. Contrairement aux produits alimentaires, l'importation allemande de matières premières n'a montré, ces dernières années, aucune tendance particulière à augmenter.

Deux pays du Sud-Est seulement jouent un rôle important comme exportateurs de matières brutes vers l'Allemagne : la Roumanie, qui exporte des combustibles (« Kraftstoffe »), du bois, des huiles de graissage, des plumes, et la Yougoslavie qui fournit du bois brut, du chanvre, de la bauxite, des plumes, du cuivre et autres minerais. Dans les importations allemandes, la participation de la Roumanie, en 1938, dans les fournitures de matières premières et mi-ouvrées, est de 38,8 % de l'importation totale de ce pays, et celle de la Yougoslavie est de 39,2 %. Cependant, les pourcentages respectifs des autres pays sont encore moins élevés : 19 % pour la Turquie, 17 % pour la Grèce, 14 % pour la Hongrie. L'importation de matières premières en provenance de la Bulgarie, qui est de 3 %, ne joue aucun rôle. Les matières premières jouant un rôle important dans l'importation allemande des pays du Sud-Est sont les suivantes : plumes avec 58 % (surtout de la Hongrie, de la Yougoslavie et de la Roumanie), ce qui couvre le total des besoins des importations allemandes en ces matières. Beaucoup moins

importante est l'importation du pétrole avec 41 mill. de R.M. (de Roumanie) et du bois avec 33 mill. de R.M. (de Yougoslavie et de Roumanie) au cours de l'année 1938 : dans les deux cas, ces fournitures ne suffisent qu'à couvrir un sixième des besoins totaux de l'importation allemande en ces produits. Ensuite vient le chanvre de Yougoslavie, qui occupe également une place importante. Les minerais et métaux, dignes d'être mentionnés, viennent jusqu'à présent en provenance de la Yougoslavie, à savoir : cuivre brut, plomb, zinc, chrome, ferrosilicium, etc... Ces importations ne jouent pas un rôle important dans la couverture des besoins des achats allemands en ces produits.

L'importance insignifiante des importations allemandes de matières premières en provenance du Sud-Est peut être expliquée, partiellement, par le rôle minime que jouent ces matières brutes dans ces pays en comparaison avec les produits alimentaires. La production des matières premières ne s'est développée que pendant ces derniers temps. L'explication se trouve également, pour une bonne part, dans le fait que certains pays du Sud-Est ont dirigé leurs exportations de matières premières, pendant ces dernières années, vers les pays riches en devises, dont ils ont besoin. Cette tendance est encore accrue par l'importante participation des capitaux étrangers dans les principales industries productrices de matières premières dans le Sud-Est. Le pétrole roumain est sous le contrôle anglo-franco-belge : les minerais de cuivre Yougoslaves (Mines de Bor) sont sous le contrôle français ; ceux de plomb et de zinc (à Trepca) sous le contrôle anglais

C'est ainsi qu'au cours des dernières années, les quantités totales des exportations de matières premières sont moins

dres qu'auparavant. Comme exemple probant peut servir l'exportation yougoslave de cuivre brut :

Exportation yougoslave de cuivre brut

Années :	1929	1933	1936	1937	1938
Quantité totale en tonnes	19.146	35.504	37.659	37.127	31.523
Participation des principaux acheteurs en % :					
Allemagne	51,9	55,0	33,8	27,0	21,0
Belgique	—	18,6	32,6	34,6	36,9
U.S.A.	4,8	15,1	32,4	35,1	38,5
France	42,9	5,2	—	—	—

Il est caractéristique que, quoique ce soit le capital français qui soit investi exclusivement dans les mines de cuivre yougoslaves, l'exportation, pendant ces trois dernières années, est nulle à destination de ce pays.

b) Structure de l'exportation allemande vers le Sud-Est ou structure de l'importation du Sud-Est de l'Allemagne. —

Cette structure correspond dans les grandes lignes à la structure de l'exportation allemande en général : équipements techniques, machines, produits métallurgiques, chimiques et électro-techniques. Ces quatre groupes, au cours de l'année 1938, représentent 52 % de l'exportation totale vers le Sud-Est. La participation des produits textiles est de 12,1 %. L'exportation des machines agricoles joue un rôle secondaire, atteignant 7 % du total des exportations et n'a pas augmenté sensiblement depuis 1929.

*Exportation allemande vers le Sud-Est
des machines et articles électriques*

Produits	1929		1933		1937		1938	
	en mil. de RM	%	en mil. de RM	%	en mil. de RM	%	en mil. de RM	%
Machine ensemble	86.195	13,1	11.301	5,9	89.463	13,4	101.814	14,6
Machines textiles.	22.331	3,4	4.611	2,4	22.656	3,4	22.079	3,2
Machines-outils ...	11.998	1,8	1.863	1,0	22.916	4,1	22.202	3,8
Mach. agricoles...	5.097	0,8	194	0,1	5.078	0,8	6.996	1,0
Articles électro-techniques	36.614	5,6	7.327	3,8	43.327	6,5	49.407	7,1

N.-B. — Le pourcentage du tableau ci-dessus représente le pourcentage du total des exportations vers le Sud-Est.

En 1929, le poste principal de l'exportation des machines était constitué par les machines textiles. Pendant les dernières années, leur exportation a été surpassée par les exportations de machines-outils.

Le déplacement de l'exportation des machines-textiles et l'augmentation de l'exportation des machines-outils montrent surtout les progrès de l'industrialisation d'un pays ; le rétablissement de l'industrie productrice fait augmenter l'importance de l'importation des machines-outils. La Hongrie et la Roumanie, déjà depuis plusieurs années, importent de l'Allemagne des quantités plus considérables de machines-outils que de machines textiles. Pour les autres pays c'est le contraire. La Yougoslavie, plus particulièrement, dont le degré d'industrialisation peut se classer après ces deux pays, a acheté, en 1937, plus de machines-outils que de machines textiles.

XI. *L'industrialisation du Sud-Est et l'exportation allemande de produits textiles.* Au cours de ces dernières années, le développement de l'industrie textile dans les pays du Sud-Est est très marqué dans le processus de l'industrialisation.

En Bulgarie, par exemple, l'emploi des matières premières utilisées par l'industrie textile a augmenté de dix fois pendant la dernière décade. La Hongrie est une exception : le développement de l'industrie textile indigène s'est effectué dans ce pays immédiatement après la guerre et fut parachevé pendant la crise économique mondiale de 1929-1933. Dans ce pays, la tendance à l'industrialisation peut également être remarquée dans l'industrie de la construction, l'industrie lourde et l'industrie des machines.

Dans presque tous les pays du Sud-Est la production de la laine est importante, tandis que le coton, par contre, ne

se trouve en quantités importantes qu'en Turquie, beaucoup moins en Grèce et en Bulgarie. Les essais de culture du coton en Roumanie et en Yougoslavie sont sans importance.

Pour cette raison, toutes les industries textiles du Sud-Est sont dépendantes de l'étranger pour les matières premières, dans des proportions plus ou moins grandes.

*Part de l'Allemagne dans l'importation des produits textiles
par les pays du Sud-Est (en %)*

	1929	1933	1935	1936	1937
Yougoslavie (61)	4	3	4	17	20
Turquie (62)	9	9	17	51	—
Roumanie (63)	13	9	10	26	17
Hongrie (64)	11	12	21	32	39
Grèce (65)	8	5	12	20	29
Bulgarie (66)	—	—	—	—	—

La différence dans l'évolution de l'importation des pays du Sud-Est considérée séparément est fort intéressante. Les exportations de produits textiles allemands se sont le mieux développées à destination de la Turquie et de la Yougoslavie. Fort élevée également est l'exportation allemande de produits textiles vers la Grèce, où la France et l'Italie sont évincées du marché. L'exportation textile allemande est quasi nulle en Hongrie.

XII. En rappelant les faits passés en revue dans notre étude en ce qui concerne la structure de l'exportation et de l'importation allemandes, ainsi que réciproquement celles des pays du Sud-Est, et mettant à part tous les facteurs

(61) Seulement filés et tissus de laine et de coton.

(62) Seulement les produits de l'industrie lainière et cotonnière.

(63) Fibres animales et végétales et leurs produits. Soie et articles en soie.

(64) Filés et tissus de coton, de laine et de soie.

(65) Filés et tissus.

(66) Filés et tissus de coton et de laine.

politiques, *on peut conclure que jusqu'à présent ces deux économies différentes ne sont pas absolument complémentaires. L'affirmation qu'elles le sont ne peut être adoptée qu'à la rigueur.*

La politique agricole allemande tend à rendre le marché allemand presque autonome, les produits alimentaires importés du Sud-Est ne servant que pour les stockages et dans des buts exclusifs de « Wehrwirtschaft ».

La politique allemande consécutive au second plan économique tendant à l'autarchie n'a pas réussi à rendre le marché allemand indépendant de l'étranger pour les matières premières. Compte tenu de ce que la production des matières premières dans les pays du Sud-Est n'est encore qu'à l'état embryonnaire, il est certain qu'elle ne peut couvrir les besoins germaniques. Rappelons à ce propos les bouleversements qui se produisent à la suite de la modification de la structure et la lenteur avec laquelle celle-ci s'effectue.

La politique des pays du Sud-Est tend à l'industrialisation nationale, surtout dans le domaine de l'industrie textile, mais cette industrialisation nécessite, sans doute, d'importants équipements techniques que l'Allemagne est en mesure de livrer ; d'un autre côté, en se développant, cette industrie ressent un besoin immédiat de matières premières, à savoir de coton et de laine, que l'Allemagne elle-même fait venir de l'Egypte et des Indes (67).

(67) « La politique suivie d'une façon évidente dans la plupart des pays du Sud-Est de l'Europe et tendant au développement de leurs industries manufacturières a, au cours de ces dernières années, été entravée, dans une certaine mesure, par la réglementation du commerce résultant des accords de clearing. En effet, quelques-unes des matières premières nécessaires aux industries manufacturières de ces pays ne pouvaient être achetées qu'au moyen de devises « livres » et le clearing avec certains pays industrialisés entraînait nécessairement l'entrée, dans les pays en question, de quantités importantes d'articles manufacturés. » — (*Aperçu général du commerce mondial*, 1936, S.D.N.).

Il est indispensable d'apporter cette correction, car on répète souvent et de tous côtés que ces deux économies, ces deux pôles différents sont complémentaires. Ce n'est pas exact. Comme l'a judicieusement montré le D^r Grävell (68), elles peuvent être complémentaires. D'un côté, un pays producteur de produits alimentaires et de matières premières, de l'autre un pays industriel. Le premier, dans notre cas le Sud-Est, s'engage à développer la production des matières brutes nécessaires et à renoncer, dans une certaine mesure, à sa propre industrialisation, en livrant au pays industriel, l'Allemagne dans le présent cas concret, des produits alimentaires et des matières premières dont ce pays a besoin « pour recevoir en échange, en paiement, des produits industriels dans le cadre de ses besoins normalisés ».

A notre point de vue, la déduction du D^r Grävell n'est pas logique jusqu'au bout : le défaut de sa thèse, au point de vue théorique et pratique, c'est que les pays industriels devraient, de cette façon, renoncer au développement de leur agriculture afin que l'équilibre soit complet. Evidemment, une correction ferait s'écrouler tout l'édifice, basé exclusivement sur la notion de « Wehrwirtschaft » (économie de défense nationale) et d'autarchie amplifiée.

Les deux politiques commerciales et les visées opposées des deux parties sont en flagrante contradiction.

XIII. Il est curieux de jeter un coup d'œil sur la *question de la qualité des marchandises* qui font partie du commerce germano-Sud-Est. Les produits alimentaires et matières premières importées du Sud-Est par l'Allemagne sont certainement de qualité inférieure à ceux qu'on pourrait se procu-

(68) « Der Aussenhandel in der Nationalwirtschaft ». Walter Grävell, p. 62 et suivantes.

rer sur les marchés mondiaux. Ceci tient à la technique encore très rudimentaire de la production agricole dans la région du Sud-Est de l'Europe : manque d'organisation pour la conservation, manque de sélection, etc...

Peut-on produire la même assertion pour les matières premières, les produits semi-ouvrés et les produits ouvrés que l'Allemagne fournit aux pays du Sud-Est ?

La production allemande d'avant 1929 avait une bonne renommée et sa production se caractérisait par sa qualité (choix de matières et précision du travail).

La politique des produits synthétiques a-t-elle porté une grave atteinte à la qualité des marchandises allemandes ?

Les produits synthétiques sont indiscutablement inférieurs aux produits naturels. Ainsi, un article manufacturé en matière synthétique doit nécessairement être de qualité inférieure et d'un coût plus élevé qu'un article fabriqué d'une matière naturelle. La qualité d'un article importé d'Allemagne dépend de la quantité de matière synthétique qu'il contient. Les articles en caoutchouc, coton ou laine peuvent être trouvés en meilleure qualité et à un prix plus avantageux sur les marchés mondiaux.

Le Reich qui s'arme à outrance, peut-il songer à exporter du matériel de guerre ? Les fournitures allemandes d'armement ne sont-elles pas du matériel surclassé ?

Ce sont des questions d'ordre spécial, mais elles peuvent être abordées. Les consommateurs sont là pour juger la marchandise. Il paraît qu'ils craignent déjà pour la qualité de ces articles. Ainsi, on leur propose des articles importés par des pays hors clearing, parce qu'ils sont manufacturés avec des matières naturelles (69) et on souligne leur supé-

(69) Réclame dans les journaux des pays du Sud-Est, notamment *Politika* de Belgrade, de mars 1936.

riorité et leur solidité comparativement aux articles fabriqués avec des matières synthétiques.

XIV. Depuis 1936, la nomenclature des marchandises faisant partie des statistiques du commerce extérieur allemand, élaborée par les Offices statistiques du Reich, a essentiellement changé.

La nomenclature internationale de Bruxelles (70) avait l'avantage d'être simple et elle était pleinement suffisante pour des considérations sommaires. Elle cessait de l'être s'il s'agissait d'études plus détaillées du commerce extérieur.

La nouvelle nomenclature allemande (71) a, assurément, l'avantage de mieux répondre à ce but. Elle est établie d'une façon très minutieuse et donne un tableau parfait de la structure du commerce extérieur spécial, ce qui est utile pour une étude approfondie. Cependant, pour être en mesure de s'en servir, il faut en posséder la clef et savoir ce que signifie chaque titre de cette statistique.

Tout d'abord les marchandises traversant la frontière sont réparties en deux groupes principaux :

- I. Les *produits alimentaires* (« Ernährungswirtschaft ») et
- II. les *produits industriels* (« gewerbliche Wirtschaft »).

Ces deux groupes principaux se subdivisent à leur tour comme suit :

Les *produits alimentaires* en quatre groupes, notamment :

1. — *Animaux vivants* ;
2. — *Produits alimentaires d'origine animale* ;

(70) La nomenclature internationale du commerce de Bruxelles 1913 distinguait :

1. Animaux vivants,
2. Objets d'alimentation et boissons,
3. Matières brutes ou simplement préparées,
4. Produits fabriqués,
5. Or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent.

(71) *Der Aushandel in der nationalwirtschaft*, page 36.

3 — *Produits alimentaires d'origine végétale* ;

4. — *Produits alimentaires de luxe*.

Cette répartition est claire et n'exige aucune explication. Les *produits industriels* comprennent les trois groupes suivants :

1. — *Matières premières* (« Rohstoffe ») — c'est-à-dire les produits qui n'ont encore subi aucune transformation spéciale : coton, laine, peaux brutes, bois, caoutchouc brut, huiles brutes, minerais, charbon, sel, pierre ;

2. — *Produits mi-ouvrés* (« Halbwaren ») — servant de matières de base pour produits ouvrés : tissus, métaux, bois coupé, coke, ciment, huiles minérales, fer brut, engrais artificiels, matières de traction ;

3. — *Produits ouvrés* (« Fertigewaren ») — qui peuvent encore être transformés ou sont complètement ouvrés. Ce groupe comprend les deux sous-groupes suivants :

a) les *produits destinés à être manufacturés* (« Vorerzeugnisse ») : étoffes, peaux travaillées, papier, verre, couleurs, tissus artificiels, tôle blanche, fils métalliques, fer en barres, tuyaux, etc...

et b) les *produits finis* (« Enderzeugnisse ») : articles de bonneterie, vêtements, articles de lingerie, chaussures, articles en bois, articles en papier, articles en verre, articles en caoutchouc, appareils, machines, véhicules, montres, instruments de musique, jouets, articles électro-techniques, produits pharmaceutiques, articles de mécanique et d'optique.

**Echanges commerciaux de l'Allemagne
avec les pays du Sud-Est (en Mill. de R.M.) (72)**

B U L G A R I E

PRODUITS INDUSTRIELS								
Années	TOTAL	Produits alimen- taires	TOTAL	Matières premières	Produits mi- ouvrés	Produits ouverts		
						TOTAL	Produits destinés à être manu- facturés	Produits finis
Importation :								
1932	34,5	33,0	1,5	1,0	0,0	0,5	0,3	0,2
1933	31,3	9,5	21,8			0,4		
1934	33,7	13,4	20,3			0,4		
1935	41,4	20,3	21,0			0,5		
1936	57,6	53,8	3,8	2,4	0,0	1,4	1,2	0,2
1937	71,8	64,8	6,6	4,0	0,1	2,5	2,5	0,0
1938	84,3	78,4	5,5	2,2	0,2	3,1	3,0	0,1
Exportation :								
1932	20,8	0,2	20,6	1,8	1,4	17,4	6,5	10,9
1933	17,7	0,2	17,5			15,5		
1934	19,3	0,2	19,1			16,5		
1935	39,9	0,1	39,8			36,9		
1937	68,2	0,1	68,1	0,5	4,3	63,3	18,1	45,2
1936	47,6	0,3	47,3	0,8	5,4	41,1	14,6	26,5
1938	56,4	0,1	56,3	0,3	2,2	53,8	18,3	35,5

G R E C E

Importation :								
1932	58,9	53,0	5,9	5,0	0,5	0,4	0,1	0,3
1933	53,4	12,5	40,9			0,9		
1934	55,3	14,3	41,0			0,8		
1935	58,5	15,7	42,9			1,5		
1936	68,4	52,3	16,1	14,0	1,4	0,7	0,3	0,4
1937	76,4	57,7	18,2	15,5	1,3	1,4	0,6	0,8
1938	93,6	75,8	17,1	14,1	1,5	1,5	0,6	0,9
Exportation :								
1932	23,5	0,3	23,2	1,8	1,2	20,2	5,5	14,7
1933	18,7	0,5	18,2			16,7		
1934	29,3	0,1	29,2			26,5		
1935	49,1	0,1	49,0			43,9		
1936	63,5	0,4	63,1	3,8	6,5	53,1	23,1	30,0
1937	113,1	0,1	113,0	7,1	9,1	96,8	35,6	61,2
1938	111,1	0,1	111,0	7,4	7,3	96,3	32,3	64,0

H O N G R I E

Importation :								
1932	36,4	23,1	13,3	6,8	1,4	5,1	1,4	3,7

(72) D'après *Uebersicht ueber den Stand der Wirtschaftspolitischen Beziehungen Deutschlands*, herausgegeben vom Reichswirtschaftsministerium (pour les années 1934, 1935, 1936, 1937, 1938).

HONGRIE (suite)

Années	TOTAL	PRODUITS INDUSTRIELS						
		Produits alimen- taires	TOTAL	Matières premières	Produits mi- ouvres	TOTAL	Produits ouverts Produits destinés à être manu- facturés	Produits finis
1933	34,2	16,0	18,1			4,9		
1934	63,9	31,8	32,1			6,4		
1935	77,9	48,5	29,5			7,6		
1936	118,5	64,4	54,1	50,0	0,9	3,2	2,2	1,0
1937	97,8	65,6	31,5	29,0	0,6	1,9	1,7	0,2
1938	116,0	89,4	25,2	21,1	1,4	2,7	2,2	0,5
Importation :								
1932	31,0	0,5	30,5	0,2	1,8	28,5	6,9	21,6
1933	38,1	1,3	36,8			27,0		
1934	39,6	1,4	38,1			28,0		
1935	62,9	1,5	61,4			44,5		
1936	83,0	0,7	82,3	7,0	14,5	60,8	23,7	37,1
1937	110,5	0,9	109,5	6,4	15,6	87,5	26,6	60,9
1938	110,0	0,7	109,3	6,1	12,1	91,1	31,0	60,1

ROUMANIE

Exportation :								
1932	74,4	56,5	17,9	4,3	11,4	2,2	1,2	1,0
1933	46,1	21,4	24,7			1,3		
1934	59,0	29,5	29,5			0,8		
1935	79,9	19,3	60,6			0,8		
1936	92,3	24,2	68,1	4,5	62,9	0,7	0,3	0,4
1937	179,5	110,0	68,8	14,7	53,5	0,6	0,4	0,2
1938	140,4	83,9	55,6	6,1	49,0	0,5	0,4	0,1
Importation :								
1932	64,2	0,4	63,8	5,0	7,7	51,1	16,0	35,1
1933	46,0	0,2	45,9			41,2		
1934	50,9	0,2	50,7			47,3		
1935	63,8	0,1	63,6			57,5		
1936	103,6	0,5	103,1	1,9	26,3	74,9	25,5	49,4
1937	129,5	0,4	129,1	1,4	20,2	107,5	31,4	76,1
1938	148,8	0,6	148,2	1,9	14,9	131,4	29,2	102,2

TURQUIE

Importation :								
1932	40,1	33,2	6,9	5,8	0,2	0,9	0,7	0,2
1933	37,9	17,1	20,8			1,9		
1934	67,5	31,0	36,4			1,5		
1935	93,4	43,6	49,8			2,0		
1936	118,5	64,4	54,1	50,0	0,9	3,2	2,2	1,0
1937	97,8	65,6	31,5	29,0	0,6	1,9	1,1	0,2
1938	116,0	89,4	25,2	21,1	1,4	2,7	2,2	0,5
Exportation :								
1932	31,0	0,5	30,5	0,2	1,8	28,5	6,9	21,6
1933	36,3	0,0	36,3			34,4		

TURQUIE (suite)

Années	TOTAL	Produits alimen- taires	PRODUITS INDUSTRIELS					
			TOTAL	Matières premières	Produits mi-ouvrés	TOTAL	Produits ouvrés destinés à être manu- facturés	Produits finis
1934	50,9	0,0	50,8			49,6		
1935	67,3	0,1	67,2			64,5		
1936	79,4	0,7	78,7	0,3	8,5	69,9	29,9	40,0
1937	111,1	0,7	110,4	1,0	9,7	99,7	38,4	61,3
1938	151,5	0,3	151,2	0,6	8,7	141,9	50,9	91,0

Y O U G O S L A V I E

1. — Importation :

1932	29,5	13,7	15,8	6,4	8,0	1,4	0,9	0,5
1933	33,5	9,6	23,8			7,1		
1934	36,3	13,5	22,8			1,0		
1935	61,4	27,3	34,2			0,8		
1936	75,2	30,0	45,2	28,2	16,2	0,8	0,3	0,1
1937	132,2	70,4	60,9	36,2	24,3	0,4	0,3	0,1
1938	107,9	47,5	59,3	39,1	19,5	0,7	0,5	0,2

2. — Exportation :

1932	43,3	0,5	42,8	2,4	3,8	36,6	10,5	26,1
1933	33,8	0,1	33,7			30,7		
1934	31,5	0,1	31,3			28,8		
1935	36,9	0,1	36,7			33,7		
1936	77,2	0,3	76,9	3,8	9,4	63,7	21,8	41,9
1937	134,4	0,5	133,9	5,4	14,2	114,3	37,0	77,3
1938	118,0	0,2	117,8	5,6	9,2	103,0	28,3	74,1

Après une étude détaillée de ces tableaux (I jusqu'à VI) il ressort explicitement que la structure de l'importation allemande en provenance du Sud-Est, c'est-à-dire de l'exportation du Sud-Est, se compose en majeure partie des biens de consommation, les matières premières et semi-produits jouent un rôle beaucoup moins important. Tandis que le volume des produits finis est presque négligeable. D'autre part, la structure de l'exportation allemande vers le Sud-Est se compose suivant une échelle renversée en majeure partie de produits finis, les matières premières sont moins importantes que les produits semi-finis et les biens de consommation sont tout à fait négligeables.

TROISIÈME PARTIE

Le Bilatéralisme

Au cours de la dernière décade, le mécanisme du commerce international a été modifié par des méthodes nouvelles.

Le commerce bilatéral se développa au détriment du commerce triangulaire (73). Comme à l'époque du mercantilisme, les Etats recherchèrent l'équilibre de la balance commerciale, la balance générale des comptes restant au second plan. Jadis, on considérait comme normal et inévitable qu'un Etat ait des déficits commerciaux vis-à-vis de certains Etats et une balance commerciale favorable vis-à-vis d'autres. *C'est ce qu'on appelait le commerce triangulaire, ou, autrement dit, le commerce effectué entre plusieurs Etats.*

Le commerce bilatéral ne se développe qu'entre deux pays. Les Etats tendent à aboutir à un équilibre des importations et des exportations deux par deux. Les méthodes appliquées aux régimes des échanges bilatéraux sont extrêmement variées ; en pratique, toutes sont des restrictions commerciales. « Les méthodes les plus effectives ont certainement consisté en restrictions quantitatives sous forme de contingents et d'accords bilatéraux pour le règlement des paiements extérieurs » (74). Les échanges bilatéraux portent atteinte à de

(73) *Le déclin du commerce international depuis 1930, les conditions de sa renaissance*, Truchy A.

(74) *Aperçu général du commerce mondial depuis 1935*, S. D. N.

nombreux et importants avantages économiques découlant de la spécialisation et de la coopération internationales.

Les accords de compensation et les contingents imposent des courants artificiels en vue d'équilibrer les échanges. De nouveaux courants commerciaux se dessinent, qui ne correspondent quelquefois pas du tout à l'intérêt des parties contractantes.

Le commerce bilatéral supprime les avantages du commerce triangulaire qui permettait à chaque pays de vendre ses produits sur les marchés où ils étaient le plus demandés et de se ravitailler sur des marchés où les prix sont les plus avantageux. *La tendance bilatérale caractérise aujourd'hui le commerce international et en particulier le commerce germano-Sud-Est.*

Dans la période qui nous occupe, les accords de compensation et les contingentements faisaient l'objet de négociations constantes dans les rapports commerciaux de l'Allemagne avec le Sud-Est et étaient les causes générales de son essor.

CHAPITRE PREMIER

La compensation ou clearing

La Compensation ou Clearing

I. — Il est impossible de parler du commerce extérieur sans aborder la question des paiements. Les créances et dettes entre nations proviennent des ventes et achats de marchandises, du mouvement des capitaux, du déplacement des gens, ensuite de toutes espèces de services économiques et même des indemnités de guerre. Un pays dont la balance des comptes est déficitaire doit transporter de l'or pour l'équilibrer. En pratique, les règlements internationaux se faisaient et s'effectuent encore, dans la grande majorité des cas, par opérations de change. Les moyens de transfert de capitaux entre pays sont les devises étrangères, à savoir : la lettre de change, le chèque et les remises télégraphiques. Les devises étaient offertes sur les marchés nationaux et servaient à l'acquittement des dettes envers l'étranger.

II. — La crise de 1929 se caractérisa, entre autres, par une crise de crédit sans précédent. Les pays dont la balance des

comptes était chroniquement déficitaire devaient exporter de l'or. Ceci conduisait inévitablement à la perte de la monnaie nationale. Les capitaux étrangers n'influaient plus pour combler le déficit de la balance des comptes. De plus, se faisaient sentir un fort retrait de capitaux étrangers et la fuite des capitaux nationaux.

La circulation libre des capitaux sur le marché international — très marquée avant 1929 — cessa complètement après la panique financière.

On dut prendre des mesures de sauvegarde. Les pays atteints eurent recours au contrôle du commerce des changes afin de rétablir la stabilité monétaire et de disposer, en même temps, des moyens de paiement destinés au règlement de la dette extérieure. Le « remède » joua à rebours. La crise de crédit persistait. Les exportateurs n'encaissaient pas la contre-valeur de leurs prestations, leurs créances devenaient immobilisées. D'autres mesures corollaires suivirent.

En vue d'économiser les devises, on subordonna l'entrée des marchandises étrangères à un contrôle, autorisant seulement l'importation de produits strictement nécessaires à l'économie nationale. Le commerce international se trouvait dans une impasse.

On recherchait toujours un « *modus vivendi* », les échanges commerciaux devant se poursuivre et l'économie nationale ne pouvant rester en stagnation.

III. — Dans le *clearing ou compensation* (« *reine Verrechnungsabkommen* ») on prétendait trouver une issue.

a) *Fonctionnement du clearing*. Il suppose l'existence d'un Office centralisateur des paiements. Les importateurs effectuent les paiements dans leur monnaie nationale auprès de l'Office au lieu de les verser directement au fournisseur. Le fonds ainsi constitué sert pour effectuer les paiements aux

exportateurs indigènes en monnaie nationale. *De là, les exportateurs ne peuvent être payés que dans les mesures des disponibilités de l'Office, ces dernières dépendant des versements des importateurs nationaux.*

Un principe domine donc les opérations de compensation — l'absence de transferts. Pour régler les exportateurs de marchandises destinées à un pays déterminé, les organismes de compensation n'avaient d'autres disponibilités que celles résultant des versements opérés par les importateurs de marchandises en provenance de ce même pays. Les exportateurs étaient réglés dans l'ordre chronologique des versements effectués par leurs débiteurs étrangers et pour autant que l'Office disposât de disponibilités. Les deux Offices s'avaient mutuellement des sommes reçues en vue de régler les vendeurs.

b) *Les accords de clearing peuvent encore régler (75) :*

1. — indépendamment des paiements de marchandises, les frais accessoires des opérations commerciales ;

2. — plus particulièrement, les créances commerciales arriérées et les créances financières ;

3. — les paiements en liquidation des comptes mutuels des administrations postales, télégraphiques, téléphoniques et des chemins de fer des parties contractantes ;

4. — les paiements afférant au tourisme ;

5. — les frais de légation, des étudiants ;

6. — les frais de licences industrielles, de taxes de brevets ;

7. — les paiements résultant des transports maritimes.

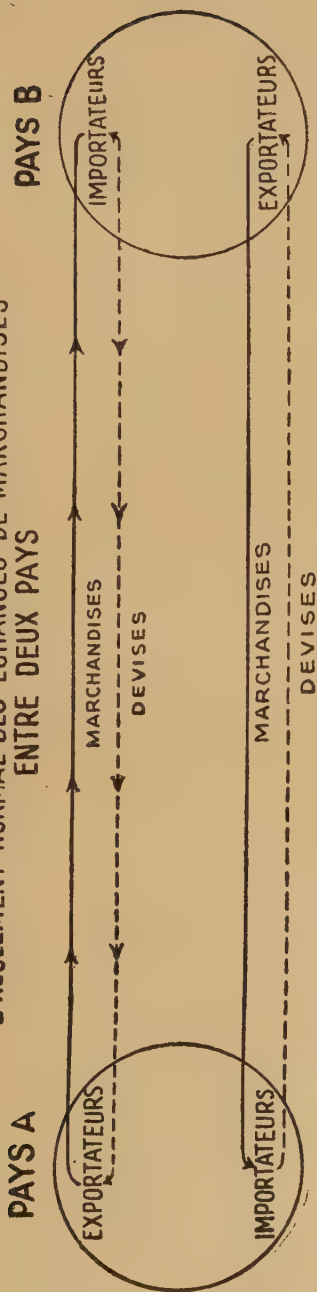
IV. — *Les accords de paiement* (« reine Zahlungsabkommen »). — Depuis l'accord de paiement conclu entre le III^e Reich et la Grande-Bretagne en 1934, une innovation de plus

(75) *Enquête sur les accords de clearing*, p. 14.

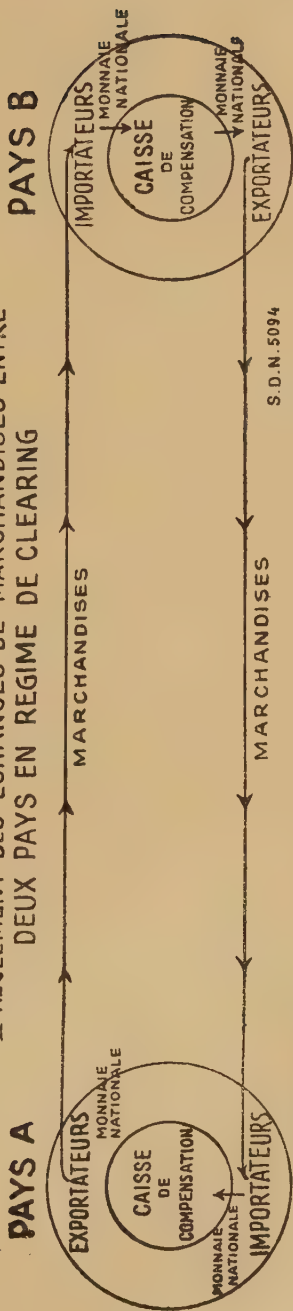
est faite dans les paiements internationaux. Ces accords réglementent les rapports commerciaux d'un pays à contrôle de change avec un pays à devise libre. Sur le montant total des devises transférés par le pays à change libre, en vue du paiement des obligations contractées envers le pays à contrôle de change, ce dernier s'engage à autoriser les importateurs à transférer directement des devises jusqu'à concurrence d'un certain montant pour le compte des exportateurs du pays au change libre. « Le nouveau régime de paiements qui, par beaucoup de côtés, a conservé le retour aux règles traditionnelles du commerce international, a rétabli les règlements directs d'acheteurs à vendeurs, sans passer par l'intermédiaire des organismes de compensations » (76).

(76) *Les échanges commerciaux et la compensation*, Jolly Pierre, p. 213.

I RÉGLEMENT NORMAL DES ÉCHANGES DE MARCHANDISES ENTRE DEUX PAYS



II RÉGLEMENT DES ÉCHANGES DE MARCHANDISES ENTRE DEUX PAYS EN RÉGIME DE CLEARING



* ENQUÊTE SUR LES ACCORDS DE CLEARING, S.D.N. 1935

A. — « En régime normal, les deux courants réciproques de marchandises, entre les pays « A » et « B », sont accompagnés de deux courants, en sens inverse, de devises représentant la contre-valeur des marchandises et allant des importateurs de chaque pays aux exportateurs de l'autre ».

B. — « En régime de clearing, les deux courants de marchandises, subsistent seuls : les courants extérieurs de devises sont abolis. A l'intérieur de chacun des pays, un courant de monnaie nationale va des importateurs à la caisse de compensation et de celle-ci aux exportateurs. »

V. — *Les accords de clearing et de paiements* (« Verrechnungs und Zahlungsabkommen »).

Leur base est le principe exposé dans les accords de clearing avec quelques retouches.

a) « Dans les pays n'ayant pas de contrôle des changes, un certain pourcentage des sommes versées par les importateurs est mis à la libre disposition de la Banque Centrale de l'autre pays contractant pour servir au paiement des dettes commerciales antérieures à l'accord, ou à l'amortissement des dettes non-commerciales (dette publique ou privée d'ordre financier). Seul, le solde sert à payer les exportations postérieures à la conclusion de l'accord ».

b) « Dans les pays ayant un contrôle des changes, le paiement des dettes commerciales arriérées est assuré par un libre transfert des devises mises à la disposition des importateurs » (77).

VI. — *La compensation privée ou le troc.*

Nombre d'accords de clearing purs ou d'accords de clearing et de paiements insèrent la clause de la compensation

(77) *Accords de clearing et de paiements.* — *Chambre Internationale de Commerce.*

privée. Elle apporte un assouplissement au fonctionnement rigide du clearing. On distingue ici le type classique de la compensation privée — la compensation d'une exportation nationale par une exportation étrangère, au cours de laquelle l'exportateur national et l'exportateur étranger pratiquent l'échange direct de leurs marchandises.

Dans les opérations de troc, les créances nées des deux côtés de la frontière ne sont pas payées en numéraire, mais chaque partie du troc se contente, pour sa créance résultant de sa livraison de marchandises ou de sa prestation de services, d'autres marchandises ou services. L'opération est conclue sans recourir à l'intermédiaire des Offices centraux, mais avec leur approbation. Deux firmes nationales et deux firmes étrangères peuvent également faire le troc.

L'avantage du troc sur le clearing est que le créancier est réglé sans retard, les disponibilités des comptes spéciaux des Offices de compensation ne jouant aucun rôle. Son principal défaut est d'entraver le fonctionnement normal des clearings officiels.

Dans cette même catégorie d'accords, on classe les accords conclus entre un Etat et une firme ou entreprise étrangère pour l'échange de marchandises. Ainsi les accords conclus en 1932 entre la Banque Nationale de Grèce, d'un côté, et la « Reemtsma », fabrique de cigarettes de Berlin, de l'autre ; entre la même société allemande et la Banque Nationale de Bulgarie ; en 1933, entre le Gouvernement roumain et le groupe allemand I. G. Farben-Industrie ; en 1937, entre le Gouvernement yougoslave et Krupp pour la livraison de machines destinées à l'équipement des usines de Zenica (Yougoslavie).

Ce n'est que dans des cas exceptionnels que les stipulations relatives aux opérations de troc doivent être appliquées

au trafic avec les pays avec lesquels l'Allemagne a un accord de clearing. Pourtant tous les accords de clearing entre l'Allemagne et le Sud-Est prévoient le troc. Il y a aussi des compensations privées d'un genre spécial.

VII. En théorie, tous ces accords sont d'une conception parfaite. Cependant, en pratique ils ont montré des défauts, inhérents au système même du clearing. On fait des objections d'ordre général. Ces accords se présentent comme des nouvelles entraves et restrictions des échanges internationaux ; comme une nouvelle tentative d'économie dirigée, qui mènent à la barbarie économique, puisqu'en se rapprochant du vrai troc, la monnaie internationale est écartée de la circulation.

Les imperfections des accords en question qui se sont révélées au cours de leur fonctionnement sont les suivantes :

1. — Le retard dans le règlement de la créance de l'exportateur. Celui-ci doit attendre. Il y a trois causes principales qui produisent cette avarie.

D'abord les importateurs nationaux, dont les versements sont destinés au règlement des créances des exportateurs nationaux, ne s'acquittent pas nécessairement tout de suite de leur dette. Ainsi, matériellement, un retard est inévitable. Ensuite, les versements des importateurs ne sont pas affectés intégralement au paiement des exportateurs, bien que ce soient les seules ressources des offices. Enfin, les exportateurs nationaux sont réglés dans l'ordre chronologique des paiements effectués par l'importateur étranger. Si les exportateurs sont des producteurs à revenus minimaux, ayant des besoins pressants en monnaie liquide, le danger qui découle de cette cause est évident.

2. — Quand le clearing fonctionne entre deux pays de structure économique différente, son fonctionnement est

encore défectueux par la nature des choses. Soit un pays agricole et un pays industriel. Nous supposons le pays agricole incapable de stocker les marchandises, puisqu'il manque de silos et autres hangars destinés à la conservation des marchandises, dans l'attente de prix plus avantageux. C'est le cas notamment des pays du Sud-Est. L'exportation des pays agricoles est surtout saisonnière ce qui veut dire qu'elle est massive pendant les mois d'automne et d'hiver.

Pourtant, les importations de ces pays ne se déroulent pas à la même cadence ; au contraire, elle se poursuivent, d'une façon permanente, toute l'année. Ce défaut de concordance entre l'importation et l'exportation d'un pays agricole était comblé auparavant par des crédits commerciaux, tandis qu'aujourd'hui il représente un inconvénient sérieux pour les exportateurs des pays agricoles et pour leurs Gouvernements.

VIII. — L'étude des relations commerciales germano-Sud-Est est inconcevable sans la connaissance du système de clearing. *C'est dans ce système que nous trouvons l'origine du ressort extraordinaire de ces relations. De même, tous les griefs des économies nationales, consécutifs à ces relations, ont leurs causes dans le clearing.*

Tandis que les pays créanciers tendaient à assurer, par les accords de clearing, le remboursement des dettes commerciales accumulées ou le paiement, tout au moins partiel, d'autres dettes, l'Allemagne et le Sud-Est choisissent le clearing afin de préserver l'existence du commerce, à une époque où les restrictions en matière de change étaient appliquées avec une extrême rigueur. Il semble paradoxal, mais c'est un fait, que les relations commerciales de l'Allemagne avec le Sud-Est ont connu un tel essor grâce à la désorganisation du com-

merce mondial. Le clearing n'est qu'un symptôme important de cette désorganisation.

L'Allemagne et le Sud-Est ont développé leurs relations commerciales sur une plus large échelle qu'auparavant, parce que pour les deux parties, séparément, les conditions d'échange avec les autres pays s'aggravèrent. — Pour le Sud-Est et l'Allemagne la raréfaction des instruments internationaux de paiements rendit le système de clearing, pour ainsi dire, indispensable. Tous les pays du Sud-Est ont conclu des accords de compensation avec l'Allemagne. La clause de la compensation privée n'a joué que rarement et exceptionnellement.

IX. — *Le grand défaut des clearings germano-Sud-Est européen* n'est pas un défaut qui caractérise spécialement les clearings entre ces pays, mais c'est un défaut d'ordre général dont le Sud-Est souffrait gravement.

Pendant la durée des clearings les arriérés avec l'Allemagne, c'est-à-dire les sommes qui se trouvaient déposées au compte clearing à Berlin au titre des Banques Nationales des pays du Sud-Est, se sont considérablement élevés. Le problème était de mobiliser ces arriérés. Il s'agissait d'équilibrer les comptes-clearings.

Les exportateurs du Sud-Est devaient attendre plusieurs mois pour pouvoir réaliser leurs créances. Ils se trouvaient dans une situation extrêmement difficile. Dans une telle situation il était urgent de leur venir en aide. Les Banques Nationales interviennent généralement en escomptant les avis de clearing. L'inconvénient de cette procédure est clair — la perte subie par l'exportateur. Aussi, le mauvais état du portefeuille des Banques Nationales de ces divers pays, ne permettait pas un escompte à long terme. Il faut y ajouter une circonstance d'ordre psychologique, se faisant sentir chez

les hommes d'affaires du Sud-Est — ils jugeaient que le clearing constituait la garantie qu'ils toucheraient le prix de leurs marchandises, par suite de quoi, ils étaient enclins à augmenter leurs exportations et à développer le mouvement de leurs affaires.

X. — *L'équilibre de la balance du clearing et l'amortissement des arriérés.*

On voulait y aboutir par trois moyens :

a) — En limitant l'exportation des pays du Sud-Est vers l'Allemagne. *La Grèce* — la Banque Nationale de Grèce — désirait empêcher l'augmentation du montant du clearing helléno-germanique à Berlin, qui atteignait déjà, au début de l'année 1936, 32 millions de R. M. ; elle prit des mesures pour réduire les exportations vers l'Allemagne.

Désormais, aucune exportation de marchandises grecques vers l'Allemagne ne pouvait se faire, si l'exportateur ne fournissait pas la preuve que l'exportation serait compensée par une importation équivalente de produits allemands. Autrement dit, les opérations de compensation privée étaient seules admises. Evidemment, ce système empêcha une nouvelle augmentation du montant du clearing, mais ne contribua pas à réduire l'arriéré.

Il était difficile, sinon impossible, de limiter l'exportation, parce que les pays du Sud-Est de l'Europe trouvaient à peine preneur pour leurs marchandises. Dès que les conjonctures mondiales s'améliorèrent et que les marchandises originaires du Sud-Est furent cotées à des prix supérieurs sur les marchés internationaux, cette mesure fut plus facile à exécuter.

b/ — L'autre mesure consistait en l'encouragement de l'importation des marchandises provenant d'Allemagne. Cette autre voie était surtout recommandée par l'Allemagne

et pratiquée, plus particulièrement, dans les pays du Sud-Est pour faire disparaître les arriérés de clearing.

La Grèce. Au début de 1936, les autorités compétentes grecques venaient de prendre certaines mesures pour amortir l'arriéré du clearing germano-grec. Depuis 1932 jusqu'en 1936, inclusivement, la balance commerciale était favorable pour la Grèce. La Banque Nationale de Grèce avait accordé au Gouvernement d'Athènes un prêt de Drachmes /15 millions de RM/. En outre elle avait fait un prêt de 200 millions de Drachmes /5 millions de RM/ à l'Administration grecque des chemins de fer, pour une durée de 15 ans et à un taux d'intérêt de 4 %, ceci afin de permettre à cette administration d'Etat d'acheter du matériel ferroviaire en Allemagne. D'autre part, le Gouvernement d'Athènes avait consenti, par l'intermédiaire de la Banque Nationale, une avance de 7,5 millions de RM pour les marchandises exportées avant le 19 février 1936, et une autre avance de 9,5 millions de RM pour les marchandises exportées ou à exporter après cette date.

Dans le présent cas concret, on peut se rendre compte des grandes difficultés que devaient combattre le Gouvernement et la Banque Nationale grecs pour venir en aide aux exportateurs.

Après 1936, la balance commerciale devient défavorable pour la Grèce, ce qui est un facteur encore plus dangereux pour les pays du Sud-Est. Le défaut primordial subsiste, avec aggravation. La vente des marchandises à crédit par l'Allemagne empêche d'équilibrer la balance commerciale. Compte tenu de l'importance de la balance commerciale pour les pays du Sud-Est, et quand elle leur est défavorable avec l'Allemagne, qui tient presque la moitié de leur commerce extérieur, on mesure facilement la gravité du phénomène.

Lorsque la balance commerciale du Sud-Est était favorable avec l'Allemagne, on était enclin à cette mesure.

La formule allemande que les pays du Sud-Est doivent augmenter l'importation des produits allemands pour que les arriérés du clearing puissent être amortis, est, théoriquement, irréprochable. Mais son point faible, c'est sa mise en pratique.

Pour retrouver l'équilibre, le Sud-Est aurait dû être submergé de produits d'utilité contestable et en quantité telle que les marchés n'auraient pas été en mesure de les absorber.

c) — En *Yougoslavie* on se servit, d'abord, du premier moyen. Un décret de la Banque Nationale de Yougoslavie réduisait l'exportation vers l'Allemagne en vue de réaliser l'équilibre de la balance du compte-clearing. Normalement, par cette méthode, l'arriéré du clearing aurait disparu, mais le 18 mars 1937 ce décret fut annulé.

Alors on choisit une nouvelle voie. La convention de mars 1937 décide que les paiements pour les importations yougoslaves en provenance d'Allemagne, donnent le cadre pour les autorisations d'exporter en Allemagne. Autrement dit, l'exportation yougoslave ne pourra pas dépasser la limite des paiements, effectués en compte-clearing pour les importations déjà faites. Cette dernière formule paraissait être la plus souple. Elle a cependant une tendance nette à limiter le volume du commerce.

Pendant toute cette période, on voit persister le désir de rechercher l'équilibre des comptes de clearing. C'était l'intérêt évident des pays du Sud-Est. Leurs exportateurs attendaient plusieurs mois le règlement de leurs ventes en Allemagne. Malgré ces efforts pour faire disparaître le solde du clearing, ce dernier ne peut pas disparaître toujours. Il est la

conséquence naturelle de la mauvaise technique du système de clearing.

La cause, non moins importante, de ces arriérés permanents réside dans le fait que le droit d'accorder des contingents est resté entre les mains des allemands « qui n'aiment pas se voir restreints dans ce sens » (78).

XI. — Sous le régime de clearing, on distingue deux balances : *la balance commerciale et la balance de clearing*.

La balance commerciale d'un pays est l'ensemble de ses importations et de ses exportations. La balance de clearing d'un pays est, d'autre part, l'ensemble des paiements effectués auprès des caisses de compensation.

On voit par le tableau du développement de la balance commerciale de l'Allemagne avec les pays du Sud-Est de l'Europe que les soldes de la balance commerciale sont quelquefois actifs et quelquefois passifs pour l'Allemagne, tandis que pour la même période les soldes des clearings sont toujours défavorables pour ce pays.

Le développement de la balance commerciale de l'Allemagne avec les pays du Sud-Est de l'Europe depuis 1932 (79)

(Seulement échange de marchandises)

Balance commerciale en millions de R. M.

(« + » : excédent ; « — » déficit)

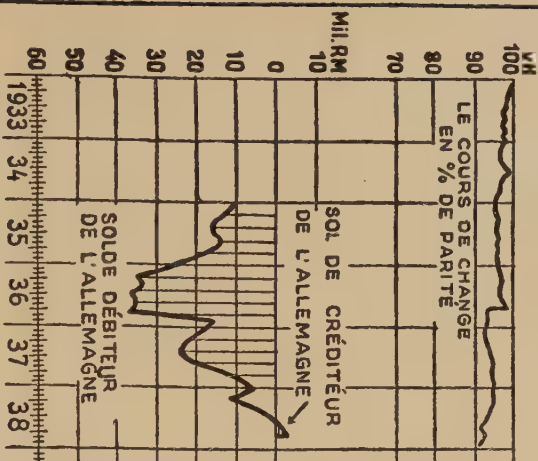
	1932	1934	1935	1936	1937	1938
Bulgarie	— 13,7	— 14,4	— 1,5	— 10,0	— 3,6	— 28,0
Grèce	— 35,4	— 26,0	— 9,4	— 4,9	+ 35,7	+ 17,5
Yougoslavie ...	+ 13,8	— 4,8	— 2,5	+ 2,0	+ 2,3	+ 10,1
Roumanie	— 10,2	— 8,1	— 16,1	+ 11,3	— 50,0	+ 8,3
Turquie	— 9,1	— 16,6	— 26,1	— 39,1	+ 13,3	+ 35,5
Hongrie	+ 11,0	— 24,3	— 15,0	— 10,4	— 3,6	+ 0,3

(78) *Le développement des relations commerciales entre la Yougoslavie et l'Allemagne*, p. 15.

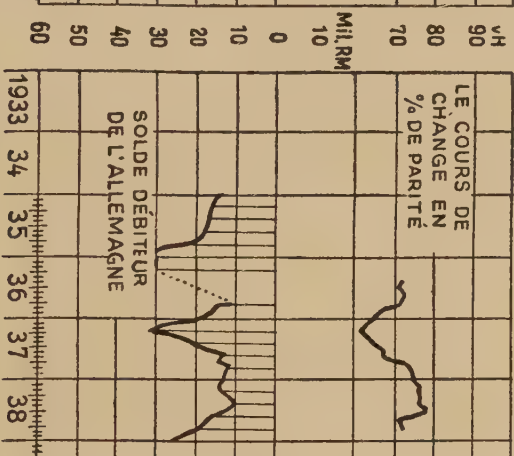
(79) D'après « Uebersicht ueber den Stand der Wirtschaftspolitischen Beziehungen Deutschlands im Jahre 1938 », Herausgegeben vom Reichs Wirtschaftsministerium.

L'ETAT DES COMPTES DES CLEARINGS ¹⁾

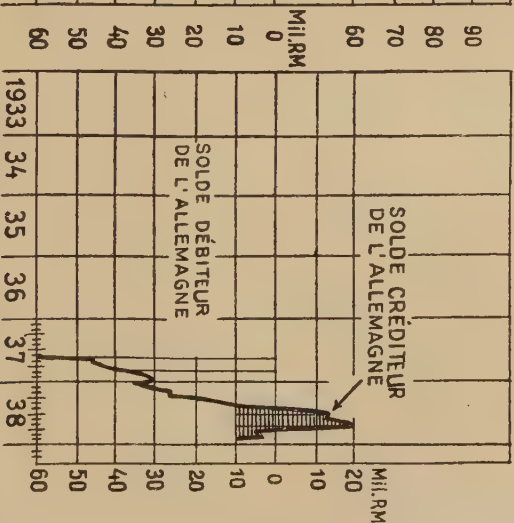
GRÈCE



YUGOSLAVIE



TURQUIE



Pour la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie (seulement de puis 1937) on voit dans les Bulletins de leurs Banques Nationales les indications de soldes actifs des clearings avec l'Allemagne. Pour la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie on n'a pas de renseignements à ce sujet et il y a peu d'indications sur leurs clearings, sauf que la balance avec l'Allemagne est également active.

Au premier abord, le fait que l'Allemagne possède avec un pays donné du Sud-Est une balance commerciale active et une balance de clearing passive paraît paradoxal. *Le manque de concordance des deux balances présente le point critique, le danger des rapports entre les deux parties.* Le succès de la politique commerciale allemande réside précisément dans cette complexité. Pour mieux le comprendre, il faut se placer au point de vue des pays du Sud-Est, c'est-à-dire prendre en considération leurs balances commerciales et leurs balances de clearing envers l'Allemagne et non le contraire.

Quand la balance commerciale d'une année est favorable, pour la Bulgarie avec l'Allemagne par exemple, comme ceci était toujours le cas depuis 1932 à 1938, la balance du clearing doit nécessairement présenter un actif permanent en faveur de ce pays. Succintement, la balance commerciale favorable pour les pays du Sud-Est détermine inévitablement une balance active du clearing...

Cependant, également lorsque la balance commerciale d'un pays du Sud-Est est défavorable avec l'Allemagne le bilan du clearing est toujours actif. Ceci tient d'une part à l'imperfection technique des accords de clearing, particulièrement aux inconvénients du fonctionnement du clearing entre deux pays de structure différente. Il y a encore d'autres causes. Par exemple, les livraisons allemandes sont fréquemment faites à crédit, ce qui autorise l'importateur du Sud-Est

à s'acquitter de sa dette avec un délai. Ceci veut dire que les versements seront lents et que l'Office souffrira du manque de disponibilités. Par contre, les livraisons des produits du Sud-Est se faisant au comptant, l'importateur allemand est obligé de verser immédiatement la somme due. Ceci se traduit inévitablement par un solde actif du clearing pour le Sud-Est, bien que la valeur des marchandises importées, inscrites sur la balance commerciale, soit supérieure à celle des marchandises exportées. Aussi la concordance entre les deux balances est manquée encore par une cause détraquant le fonctionnement du clearing : parfois certains produits (80) du Sud-Est exportés vers l'Allemagne ne sont pas payés par voie de clearing, mais échangés contre des devises. Le danger pour le Sud-Est de ce déséquilibre de la balance consiste en ce que, par là, l'Allemagne s'attache le Sud-Est et renforce le courant commercial. Dans cette permanente recherche de l'équilibre de la balance commerciale ou de la balance du clearing, le Sud-Est se lie à l'Allemagne.

Le déséquilibre était avantageux pour l'Allemagne, qui a su en tirer profit. Lorsque la balance commerciale est défavorable pour l'Allemagne, elle assure l'exportation de ses produits. Lorsque la balance commerciale lui est favorable, elle s'assure pour les périodes ultérieures l'importation des produits du Sud-Est dont elle a besoin. *Les Etats du Sud-Est ont négligé l'importance de cette balance commerciale. Pourtant la condition du bon fonctionnement du clearing est que la balance commerciale entre les deux parties soit rigoureusement équilibrée.*

XII. — Nombre de marchandises allemandes ont été im-

(80) Pour la Yougoslavie : peaux, cuivre, chanvre, bois de noyer. Pour la Roumanie : pétrole.

portées à crédit. Impossible de totaliser ces livraisons parce qu'elles reparaissent, soit à crédit à court ou à moyen terme, soit dans d'autres formes sous des expressions nouvelles.

Il y a des économistes, plus particulièrement allemands (81) qui, se basant sur ce fait, prétendent que l'économie allemande a financé des économies nationales entières dans le Sud-Est.

D'autre part, au cours de la période que nous avons examinée, des arriérés de clearing importants se sont constitués pour le compte des Banques Nationales respectives du Sud-Est auprès de la « Verrechnungskasse » à Berlin. De nombreux économistes en déduisent que l'économie du Sud-Est a crédité l'économie allemande.

Pour nous, ces points de vue sont superficiels, étant basés sur des raisonnements peu profonds. Si les acquisitions de l'importateur du Sud-Est sont faites à crédit, ceci ne signifie nullement, d'après nous, qu'en fin de compte, l'économie nationale d'un pays donné du Sud-Est soit financée. De même, si un arriéré de clearing s'est constitué pour le compte d'une Banque Nationale du Sud-Est, ceci ne doit pas être interprété nécessairement comme le financement par l'économie nationale de ce pays de l'économie allemande. Nous avons vu que ceci pouvait provenir de la technique défectueuse du système de clearing.

Afin de couper court et de résoudre cette discussion, nous croyons prudent de se référer à la balance commerciale germano-Sud-Est européenne.

(81) *Frankfurter Zeitung*, numéro spécial consacré au Sud-Est de l'Europe : *Zahlungsverkehr und Warenkredit*. — *Der Suedosten* (Breslau), numéro spécial : *Devisenbewirtschaftung und Suedos-traum*. De même, l'économiste yougoslave, le Dr. Gojko Grdjitch dans son article *Les relations commerciales entre la Yougoslavie et l'Allemagne*.

Quant à nous, l'économie allemande est financée par une économie nationale Sud-Est européenne et pour une année déterminée, seulement dans le cas où la balance commerciale est passive avec ce pays ; si elle est active, c'est l'économie allemande qui finance l'économie nationale de ce pays.

Quant aux crédits accordés à l'importateur du Sud-Est, nous les considérons comme une cause entravant le bon fonctionnement du clearing ; pratiquement parlant, ce sont les Etats du Sud-Est qui ont financé ces opérations. Les exportateurs du Sud-Est vendaient au comptant, mais n'étaient pas réglés immédiatement. Si les importateurs achètent à crédit, les disponibilités des caisses de compensation s'en ressentiront. Pourtant, en Allemagne, les exportateurs à crédit ont été remboursés avec les sommes versées par les importateurs allemands. Alors, les Etats du Sud-Est durent venir en aide aux exportateurs nationaux — autrement dit — ils financèrent les importations en provenance de l'Allemagne. (82).

XIII. — En principe, le clearing germano-yougoslave ne diffère en rien des autres accords de ce genre. Son fonctionnement a montré les mêmes défauts avec ses éléments décourageants. Le point crucial est toujours le bilan du clearing constamment favorable à la Yougoslavie depuis le 22 juin 1934. Le clearing était déjà introduit depuis 1932. Le traité de commerce de 1934 permit son plein développement. Il s'agissait d'obtenir l'équilibre du bilan de clearing. Les exportateurs yougoslaves souffraient du manque de moyens liquides. La Banque Nationale intervenait avec la méthode pratiquée dans le Sud-Est de l'escompte des avis de versement en clearing, c'est-à-dire de bons remis aux exportateurs yougoslaves pour leur faire savoir que la somme due

(82) Einzig Paul : *Bloodless Invasion*, (London, 1938).

par leurs clients avait été versée en compte clearing. Les conditions de l'escompte ne sont pas bien définies. La Banque Nationale de Yougoslavie prenait une commission de 15 %. Ceci est exagéré, se traduisant par une perte pour l'exportateur. D'autre part, la Banque Nationale, ayant des difficultés de trésorerie, ne pouvait continuer l'escompte et chercha une échappatoire.

Le but des mesures qu'elle voulait appliquer était de rétablir l'équilibre dans le bilan de clearing.

Les soldes du bilan de clearing en faveur de la Yougoslavie se développaient constamment. Le 22 juin 1934, ce solde se chiffrait par 24,9 millions de dinars. Depuis il y eut une ascension très ferme — 8 mars 1935, 200 millions de dinars, 22 mai 1935, 294,6 millions de dinars, 2 novembre 1935, 319 millions de dinars, décembre 1935, 390 millions de dinars (22.200.000 de R.M.). La fin de décembre 1936 accusait un solde de 520 millions de dinars, la fin du 1^{er} semestre 1938 — 480 millions de dinars, la fin de l'année 1938 — 225 millions de dinars.

Nous répétons que pendant la même période la balance commerciale germano-yougoslave se développait, plus ou moins, en équilibre et les trois dernières années était même défavorable à la Yougoslavie. C'est précisément dans cette divergence que, d'après nous, se trouve, en général le grand danger du commerce avec l'Allemagne (83).

Il s'agissait de récupérer les créances bloquées en Allemagne. Du côté allemand, on recommandait pour la mobilisation de l'arriéré du clearing germano-yougoslave d'augmenter les achats en Allemagne. En théorie ceci était exact. Mais les difficultés bien connues, rencontrées par les expor-

(83) Opinion également soutenue par le Prof. Grdjitch dans son article : *Relations commerciales entre la Yougoslavie et l'Allemagne*.

tateurs à cause de l'incertitude du délai dans lequel ils se trouveraient en possession de moyens liquides, autoriseraient-elles pareille suggestion ? *Le Gouvernement yougoslave adopta la voie du clearing privé spécial, au lieu du clearing officiel.* Il prit deux décrets de même teneur. Le décret du 15 novembre 1935 autorise les exportateurs yougoslaves, lorsque la valeur des produits exportés aura été versée par l'importateur allemand à Berlin, recevant de l'office de clearing yougoslave un titre, à le négocier en bourse, s'ils ne veulent pas attendre que l'office yougoslave de clearing soit en mesure de les régler. Moitié de cette créance, appelée « avis de clearing » ou « chèque de clearing » pouvait être vendue en bourse, la seconde devant être réglée par l'office. Le décret du 30 décembre de la même année autorisait la mobilisation à 100 % des créances en bourse. Etant donné que le cours des titres négociables s'établit naturellement en-dessous du cours officiel du Mark, les importateurs de produits allemands bénéficieront ainsi d'une certaine prime, laquelle sera payée par les exportateurs yougoslaves, qui vendent leurs titres de créances. Cette baisse de cours était une charge pour l'exportateur et un stimulant pour l'importateur.

Le clearing privé spécial germano-yougoslave était original. C'était une innovation de première importance faite par la Yougoslavie. Le cours du Reichsmark s'effondra subitement par rapport au Dinar.

*Baisse du cours du mark par rapport à celui du dinar
à la Bourse, à la suite de l'instauration du clearing privé*

*Le cours du départ était le cours officiel
de 100 R. M. = 1750 dinars (84) "*

	I	III	VI	IX	XII
1936 :	1433,60	1400,37	1388,21	1339,63	1346,37
1937 :	1258,86	1201,11	1259,77	1289,69	1400,00

(84) Dr. Grdjitch, op. cit.

Pour l'année 1938, on possède les cours des jours suivants :

31. I.	31. III.	30. VI.	29. IX.	30. XII.
1450	1450	1500	1365	1430

Le cours du marché le plus bas a été enregistré le 5 mars 1937 : 1180,80 dinars. Le cours officiel le plus élevé n'a jamais été enregistré à la bourse.

La vente des chèques de clearing à la bourse était une bonne solution. Le Mark déprécié ne valait pas autant que le cours officiel le déterminait. Certains y voyaient déjà une issue pour la rigidité du clearing. Le cours du R.M. était formé à la bourse, ce qui dépendait déjà de l'offre et de la demande des chèques de clearing. Il y a une ressemblance avec le commerce des devises dans le commerce extérieur libre. « Le système du clearing privé yougoslave, appliqué au commerce avec l'Allemagne, apparaît comme une sorte de système remplaçant le mécanisme du cours des devises libres » (85). Cette instabilité du cours n'encourage plus l'exportateur yougoslave, quoique les prix allemands soient pour lui alléchants. Le nouveau système yougoslave accorde la prime à l'importateur, alors qu'auparavant c'était la Banque Nationale qui devait intervenir pour autant qu'elle le pouvait, à l'effet de secourir l'exportateur yougoslave en escomptant ses créances. Avec l'ancien système, les exportateurs yougoslaves devaient supporter des pertes exagérées, ce qui les forçaient, en traitant de nouvelles affaires, à demander à leurs clients allemands des prix considérablement supérieurs aux cours normaux.

Il est à noter, cependant, qu'à la bourse les « chèques-clearing » étaient vendus avec un dis-agio, dépendant naturel-

(85) Dr. Grdjitch, op. cit.

lement de l'offre et de la demande. Au cours de l'année 1936, ce dis-agio est d'environ 20 %, ce qui revient à dire que les exportations allemandes vers la Yougoslavie bénéficièrent d'une prime de 20 % environ. Cette instabilité du cours dut logiquement provoquer une restriction du commerce germano-yougoslave. La situation ne se déroula pourtant pas suivant les prévisions théoriques. Les prix avantageux offerts par l'Allemagne pour les produits yougoslaves séduisirent encore les exportateurs. Pour ne pas susciter leur méfiance il fallait encore que le cours du R.M. fût stable. C'était la pierre d'achoppement des rapports commerciaux germano-yougoslaves. La crise politique de septembre 1938 aida l'Allemagne à exiger ce cours.

L'accord conclu en octobre 1938 avec la Banque Nationale de Yougoslavie prévoit la stabilisation du cours du R. M. à 14,50 dinars aux bourses yougoslaves. La Banque Nationale de Belgrade s'engagea à assurer un montant, à concurrence de 8 millions de R. M., pour son intervention, c'est-à-dire pour les achats qu'elle ferait afin de maintenir la stabilité du cours. Peu de temps après l'Institut yougoslave vit cette réserve à découvert et ne continua son intervention qu'au cours de 13,80.

Nous estimons que cet accord porta atteinte à l'entité même du système instauré. L'Allemagne voulait stabiliser artificiellement le Mark par rapport au Dinar, à un cours beaucoup plus élevé que ne l'était le cours réel. Du côté yougoslave, on faisait des efforts, en appliquant un mécanisme nouveau, pour rapprocher le cours du Mark de sa valeur réelle. La mesure était sérieuse.

Aujourd'hui encore le problème reste sans solution. Le but principal, l'amortissement de l'arriéré du clearing, n'a pas été atteint pour les raisons précitées. Mais, indirectement,

sans s'en rendre compte, on empruntait la bonne voie pour organiser le commerce germano-yougoslave sur des bases plus solides dans le cadre du clearing.

XIV. — Nous avons insisté dans notre étude sur l'essor extraordinaire atteint par l'échange de marchandises entre le Sud-Est et l'Allemagne, dû précisément à l'institution du clearing.

Ernst Wagemann a beaucoup de confiance dans le clearing : il prétend qu'il jouera un grand rôle dans les relations commerciales futures germano-Sud-Est (86). Le défaut principal de l'expansion économique allemande dans le Sud-Est était que l'Allemagne manquait de capitaux disponibles pouvant être investis dans le Sud-Est. Il est curieux de se référer, encore une fois, à l'accord germano-roumain du 23 mars 1939, parce qu'il prévoit le transfert de capitaux dans le cadre du clearing. C'est un fait nouveau dans la pratique des clearings internationaux. L'article IV du dit accord prévoit notamment ce transfert de capitaux. C'est ainsi qu'un certain pourcentage de la contre-valeur des livraisons stipulées à l'article I, paragraphes 7-9, c'est-à-dire un certain pourcentage des paiements effectués pour le compte allemand en Roumanie, peut être affecté à une participation allemande en capitaux et au financement de toutes les opérations mentionnées dans l'accord en question.

En cas de pénurie de devises libres, il était impossible à l'Allemagne d'effectuer le transfert de capitaux. Dans le cadre de cet accord le transfert de capitaux allemands se fera, pour la plus grande partie, par l'intermédiaire d'investissements importants.

Les industries allemandes livraient déjà auparavant, dans

(86) *Der Neue Balkan*, p. 132.

certain cas, au Sud-Est, des capitaux sous forme de marchandises-équipements industriels. Mais toute activité économique d'une société par actions allemande dans le Sud-Est devait nécessairement échouer, parce qu'indépendamment des investissements elle exigeait d'importants fonds de roulement.

Grâce aux dispositions de cet accord, ces difficultés sont aplanies. Dans le sens de cette clause, l'accord prévoit également la collaboration des banques roumaines et allemandes en vue de l'exécution du plan économique.

CHAPITRE II

Les prix dans le commerce Germano-Sud-Est européen

I. — La politique allemande des prix, dans le commerce germano-Sud-Est, repose sur des concessions. L'Allemagne donne des prix avantageux pour les produits agricoles du Sud-Est. Elle a concédé également des droits préférentiels à la Hongrie, à la Roumanie, à la Bulgarie et à la Yougoslavie pour certains produits agricoles : ces droits préférentiels peuvent s'additionner avec prix contractés (87).

Les prix que l'Allemagne paye pour les produits agricoles sont généralement plus élevés que les prix mondiaux. Des prix élevés ne sont pas seulement accordés aux articles, pour lesquels ces droits préférentiels sont concédés, mais également pour d'autres produits dont l'Allemagne a besoin. Elle a absorbé de très grandes quantités de produits agri-

(87) Le traité germano-yougoslave de 1934 prévoit des droits préférentiels pour 20 produits yougoslaves, notamment : le blé, le maïs, le soya, les haricots, la volaille, les œufs, le bétail.

coles à des prix très élevés, mais n'a rien déboursé en espèces. Moyennant le système de clearing, comme nous avons vu, l'argent était bloqué sur les comptes des Banques Nationales du Sud-Est et ces pays ont dû utiliser ces montants pour l'achat de marchandises industrielles à des prix également élevés.

La charge des prix avantageux offerts par l'Allemagne pour les produits agricoles du Sud-Est est supportée, en dernière analyse, par leurs propres consommateurs de produits allemands (88). Les prix que l'Allemagne offrait étaient, par rapport à l'or, en grande partie artificiels (89).

II. — Un accord de clearing permet une disparité entre le taux de conversion fixé dans cet accord pour les deux monnaies et leur cours du marché libre. En ce qui concerne l'Allemagne et le Sud-Est, le dernier n'existe plus. Les accords de clearing germano-Sud-Est fixent un cours artificiellement élevé pour le Mark allemand par rapport aux monnaies nationales du Sud-Est.

« La surévaluation du Reichsmark en monnaies locales offre une explication partielle dû paradoxe apparent de la disposition allemande de continuer à payer des prix tellement au-dessus du niveau mondial. Comme conséquence de cette superévaluation, des prix qui apparaissent élevés à ceux qui les touchent en Lei, Drachmes ou Lévas ne sont pas nécessairement élevés en monnaie allemande et, dans certains cas, ils sont même inférieurs à ceux que les Allemands

(88) Virgile Madgearu : *L'Allemagne et le Sud-Est Européen*.

(89) C'est pourquoi les prix en Reichsmark, dans le commerce germano-Sud-Est ne saurait être considérés comme des prix-or. Lorsqu'on calcule les valeurs du commerce sur une base-or commune, l'importance relative du commerce bilatéral peut s'en trouver jusqu'à un certain point exagérée.

devraient payer pour des produits similaires dans les pays à change libre » (90).

Dans ces derniers temps, paraît-il, les Gouvernements du Sud-Est se sont rendu compte de l'importance de la détermination du cours du change dans les accords de clearing. La contradiction dans les dernières négociations était évidente. Les Allemands insistent sur un cours élevé du Mark par rapport aux monnaies nationales du Sud-Est. Lorsque la conversion du Mark se fait à un cours favorable, l'exportateur du Sud-Est touche un prix élevé dans sa monnaie nationale. A cause des difficultés de clearing, bien connues, les pays du Sud-Est tendaient à baisser le cours du Mark pour restreindre l'exportation et peut-être améliorer les conditions d'importation en provenance de l'Allemagne.

Est-il possible que l'Allemagne freine délibérément l'exportation vers le Sud-Est, malgré la devise « exporter ou mourir » ? Ceci ne nous paraît pas contradictoire, puisque correspondant à l'état réel de l'économie allemande.

L'Allemagne manque de denrées alimentaires et matières premières que le Sud-Est exporte, pourtant le potentiel de ses usines ne fournit pas la quantité suffisante de produits industriels nécessaire à ces pays.

III. — D'après ce que nous avons conclu, les pays du Sud-Est ne retireraient aucun avantage réel de ces concessions sous forme de prix élevés, puisque ces prix seraient compensés par les prix également élevés des produits qu'ils importent d'Allemagne.

Nous distinguons ici nettement le bénéfice de l'exportateur qui peut toucher des prix favorables pour ses articles

(90) Allan Fischer : *L'avance économique de l'Allemagne dans l'Europe du Sud-Est.*

(ce qui ne signifie nullement que les producteurs touchent, mais les intermédiaires, les commerçants), du gain de l'économie nationale, qui est nul.

L'Allemagne applique également la politique du dumping. Parfois les pays du Sud-Est sont disposés à déboursier des devises libres pour l'achat d'un produit déterminé. Les producteurs allemands y sont également intéressés.

En vue de faire concurrence aux autres, le producteur allemand reçoit des primes d'exportation et il offre des prix extrêmement bas dans ce cas. Mais pour les produits, pour lesquels il n'est pas permis d'importer du pays des devises libres, comme il n'y a pas de concurrence, les Allemands couvrent les pertes réalisées sur les transactions mentionnées par des prix imposés.

IV. — Le niveau des prix des pays du Sud-Est monte à cause des tarifs préférentiels et des prix élevés payés par l'Allemagne. L'influence se fait sentir d'abord sur les produits que l'Allemagne importe. Ensuite, elle se développe sur tous les prix à cause de la dépendance étroite des prix en général (91).

Cette opinion n'est pas généralement soutenue. L'économiste yougoslave Bajkitch (92) prétend que les prix payés par l'Allemagne auraient exercé une influence sur les prix intérieurs yougoslaves seulement dans le cas où l'exportation totale de ces produits serait absorbée par l'Allemagne. Il affirme également que pour les produits dont l'exportation n'est pas dirigée exclusivement vers le Reich, leurs prix intérieurs ne peuvent atteindre le degré que l'Alle-

(91) Grđjitch Gojko : *Deutsche Kaeufe und jugoslavisches Preis-niveau*.

(92) *Narodno Blagostanje*, Beograd, 24 décembre 1938.

magne paye. Si l'offre reste supérieure à la demande allemande, les prix des pays du Sud-Est doivent être plus bas que les prix allemands.

Mais, si les prix payés par l'Allemagne haussent les prix du Sud-Est, ceci ne veut nullement dire que les prix du Sud-Est doivent atteindre le degré des prix allemands, mais exprime simplement cette tendance.

Pour que ce degré soit atteint, il faut, assurément, que l'exportation totale d'un article soit absorbée par l'Allemagne au même prix et constamment. Pour les autres articles, il faut rechercher si le niveau des prix est influencé surtout par le marché mondial ou par les achats allemands : autrement dit, dans quelle mesure ces achats allemands ont rendu le marché du Sud-Est indépendant des prix des marchés mondiaux. L'auteur précité soutient ici la thèse d'utilité marginale, d'après laquelle la dernière quantité d'un produit qui peut être vendue détermine son prix. C'est-à-dire que les prix élevés allemands n'exercent aucun effet sur le niveau intérieur des prix d'un pays du Sud-Est, pour autant qu'une partie de ce produit est offerte sur le marché mondial. D'après lui, ne jouerait aucun rôle la quantité que l'Allemagne absorbe à des prix avantageux, le prix d'un article donné étant déterminé par le prix minima de la quantité offerte sur le marché mondial.

Théoriquement ceci est exact, mais des réserves sont nécessaires. D'abord l'inexistence de la concurrence libre. Un acheteur allemand d'un produit déterminé ne débourserait pas un prix élevé s'il pouvait se procurer le même produit à meilleur compte. Le défaut de la concurrence libre se fait sentir également dans l'organisation de l'exportation de ces produits vers l'Allemagne.

En Yougoslavie, par exemple (93), le blé, le maïs, les fruits, les haricots sont exportés vers l'Allemagne par la Prizad (Société anonyme privilégiée pour l'exportation). Dans ce pays existe déjà pour le prix du blé une forte intervention. Le prix du blé oscille entre les prix mondiaux et les prix concédés par l'Allemagne. L'intervention existe également pour les prunes sèches. Ainsi l'influence allemande pour ces articles ne serait qu'indirecte. En ce qui concerne le maïs, Prizad l'achète aux prix du marché libre, lorsque les cours sont en baisse, puis fait stocker ses énormes achats, afin de demander des prix élevés, qu'on prétend être utiles à l'économie agricole. Pour les fruits frais, l'intervention de Prizad est double : d'abord elle fixe les prix d'accord avec les offices allemands compétents, ces prix étant imposés à tout exportateur ; ensuite, elle peut donner des primes à l'exportateur, lesquelles seraient ajoutées au prix contracté.

En Yougoslavie, beaucoup d'autres produits également — tels que volaille de tout genre, œufs, graisse — sont exportés vers l'Allemagne sous la direction de l'Office pour le Développement du Commerce Extérieur. Les maisons exportatrices doivent désigner les quantités exportables et l'Office répartit les contingents. Cet Office s'occupe également des prix offerts par l'Allemagne. Le paiement des livraisons se fait par l'intermédiaire de l'Office — ce qui permet un contrôle sévère des prix.

Les prix eux-mêmes oscillent normalement au-dessus des parités mondiales. *Comme règle générale reste encore la libre fixation des prix entre les intéressés allemands et ceux du Sud-Est.*

(93) L'organisation de l'exportation et la fixation des prix est similaire pour les autres pays du Sud-Est.

V. — Les marchandises qui se trouvent sous l'influence directe des prix offerts par l'Allemagne sont celles dont la plus grande quantité de l'exportation totale yougoslave est dirigée vers l'Allemagne.

Tout d'abord le blé, la presque totalité de l'excédent exportable ayant été dirigée, en 1938, vers l'Allemagne. En 1937, ce fut seulement la moitié. Dans l'exportation totale de maïs, le Reich allemand avec l'Autriche ne participent que pour 35 %. L'exportation totale de soya et de minerai de bauxite est dirigée vers l'Allemagne. En ce qui concerne les fruits, la part de l'Allemagne est également importante. En 1938, sa part dans l'exportation yougoslave était la suivante : raisin 90 %, pommes 86 %, prunes 76 %, prunes séchées 37 %, porcs vivants 44 %, viande de porcs 95 %, graisse 75 %, lard 52 %, œufs 46 %.

Cette importante participation allemande a une répercussion double sur les prix yougoslaves : d'abord, elle libère le marché yougoslave de quantités importantes, ensuite elle offre des prix élevés.

Le premier effet n'est qu'un aspect naturel de la conjoncture. Le second mérite une attention plus minutieuse. Il a, certainement, renforcé la position du vendeur yougoslave, ce qui ne pourra rester sans effet sur sa demande de prix. Lorsqu'il reçoit des prix avantageux sur un marché étranger, il est enclin à les demander sur le marché intérieur également.

L'influence des prix offerts par l'Allemagne est différente de cas en cas, à cause de la participation allemande différente dans l'exportation des divers articles, et aussi en raison de ce que pour tous les articles la différence n'est pas la même entre les marchés mondiaux et les prix allemands.

VI. — L'influence des prix allemands sur le niveau des

prix des pays du Sud-Est est peut-être prouvée par l'indice des prix.

La comparaison du niveau des prix des pays du Sud-Est avec celui de la Grande-Bretagne, qui reflète le mieux l'état des prix mondiaux, indique que les prix des pays du Sud-Est ont augmenté beaucoup plus que ceux de l'Angleterre.

Dans la période de 1934-1938, l'indice des prix du « Board of Trade » a augmenté de 15 %. Pourtant, pour le même laps de temps, les indices des prix de la Bulgarie et de la Hongrie augmentèrent de 22 %, de la Turquie (jusqu'en 1937) de 26 %, de la Yougoslavie de 28 % et de la Roumanie de 50 % (94).

La même conclusion peut être faite lorsqu'on rapproche l'évolution des prix des produits agricoles et celle des prix des produits industriels. Une augmentation des prix des produits agricoles, surtout d'origine végétale, est sensible parce que ces produits retirent le plus de bénéfice de l'exportation vers l'Allemagne. D'après les calculs du Bureau des études économiques de la Banque Nationale de Yougoslavie, les produits agricoles d'origine végétale ont augmenté de prix, depuis la période de 1932 à 1934, où les prix étaient descendus au niveau minimum, jusqu'en 1938, de 50 %. Dans le même laps de temps, la hausse des prix des produits d'origine animale n'est que de 21 %, des produits minéraux de 19 %, des produits industriels de 18 %. Si on se souvient aussi que les produits minéraux ont atteint la meilleure conjoncture sur les marchés mondiaux et que leur renchérissement resta néanmoins au-dessous de celui des produits agricoles, l'observation que le développement des prix du Sud-Est était

(94) L'indice des prix de la Grèce était influencé également par la dévaluation du Drachme.

influencé par les affaires avec l'Allemagne paraît encore plus claire.

VII. — La répercussion des prix qu'offre l'Allemagne pour les produits agricoles du Sud-Est sur leurs économies nationales présente un danger sérieux.

Ces prix élevés dépassent ceux du marché mondial. D'après la loi économique de « généralisation des prix », les prix élevés pour certains articles se propagent sur tous les autres à l'intérieur du pays.

Nous voulons discuter cette hausse des prix générale, surtout au point de vue de la politique commerciale. Il ne faut pas négliger non plus « que les soldes du clearing avec l'Allemagne ont été repris directement par les banques centrales et ont servi de base à augmenter les avances des banques aux divers exportateurs, cet excédent d'exportation a entraîné une expansion du crédit qui a eu tendance à provoquer un relèvement des prix intérieurs. Mais il semble toutefois que cette hausse des prix ait été essentiellement un effet direct des importants achats allemands effectués aux prix anormalement élevés de ce pays » (95).

Dans une proportion directe au développement du commerce des pays du Sud-Est avec l'Allemagne, l'influence des prix allemands sur le niveau des prix de ces pays sera plus grande. Il est certain que le niveau relativement élevé des prix intérieurs a pour conséquence de diminuer la capacité d'exportation du pays. *Le danger et le défaut de cette politique pour les pays du Sud-Est résident en ceci qu'avec ces prix élevés ils ne peuvent soutenir la concurrence des autres pays sur les marchés mondiaux libres* (96).

(95) *Aperçu général du commerce mondial*, 1935, S. D. N.

(96) Allan Fischer : *L'avance économique de l'Allemagne dans l'Europe du Sud-Est*.

Le Sud-Est devient trop cher pour tous les pays, sauf pour l'Allemagne. Ainsi, il est à craindre que cette politique allemande des prix élevés, tentants, savamment menée, n'écarte complètement le Sud-Est des marchés mondiaux et qu'il ne leur reste qu'un seul marché — le marché allemand.

Le danger d'isolement des marchés mondiaux pour le Sud-Est est aussi la banqueroute, car il ne pourra pas se procurer les devises libres pour répondre à ses obligations financières.

La sauvegarde de certains marchés libres est donc nécessaire.

Cet état de choses a conduit à la perte des monnaies nationales du Sud-Est envers d'autres monnaies « stables », plus particulièrement à l'égard de la livre sterling.

Ici, le problème commercial touche de près le problème de la valeur de la monnaie.

CHAPITRE III

Le crédit en marchandises

Le crédit en marchandises ou improprement parlé « emprunt »

L'Allemagne a fait des accords pour la livraison de marchandises avec l'U.R.S.S., le Mandchoukouo, la Pologne ; elle inaugura cette politique de crédit de marchandises avec les pays du Sud-Est de l'Europe, notamment avec la Grèce, en 1937, et la Turquie, en 1938. C'est un fait nouveau dans la politique commerciale allemande. Là encore la nouvelle Allemagne prétend innover, créer quelque chose de sain, de stable. La doctrine allemande a élaboré une nouvelle théorie de crédit.

I. — Elle met à part les « crédit politiques » de l'ancien type, dont elle fait elle-même une critique âpre, les « crédits politiques » c'est-à-dire les crédits qui ont pour but uniquement de renforcer l'influence politique, mais qui ne sont pas traités en prenant en considération les possibilités de paiement. Elle y classe tous les emprunts des pays du Sud-Est émis par les Etats occidentaux.

D'après la thèse allemande, dorénavant, les « emprunts internationaux », sous différentes formes de circulation de capitaux entre Etats, ne peuvent plus jouer un grand rôle (97). Leur défaut réside dans le fait qu'ils incarnent le principe de « capital effectif » (das effekt-kapitalisch Prinzip). Les trois phases de l'exportation du capital en exécution de l'emprunt : c'est-à-dire le transfert du capital, l'affectation du capital dans le pays débiteur, le retour du capital sous forme de l'intérêt, dividende et amortissement, — sont extrêmement longues et risquées. Le contrôle de l'emploi du capital est aussi difficile que l'application des dispositions destinées au changement structurel économique et financier des pays débiteurs. Les emprunts de l'ancien type désorganisent également le commerce dans sa stabilité, parce que les conséquences qu'ils provoquent, plus ou moins tard, détraquent les moyens de paiement de l'Etat débiteur, qui est obligé alors de recourir à toutes sortes de mesures commerciales restrictives.

Critiquer ces « emprunts internationaux » ne veut dire nullement que les besoins en nouveaux capitaux à long terme n'existent plus. Cette doctrine allemande constate également que l'industrialisation du monde, qui se faisait auparavant à l'aide de l'exportation de capitaux effectifs, progresse dans les dernières années, sans nouveau transfert de capitaux de cette nature. Il était indispensable de s'accorder dans ces emprunts sur le système de leur amortissement et pour que celui-ci soit satisfaisant, que le remboursement du capital et le règlement de l'intérêt devaient se faire avec les produits

(97) Au sujet des nouveaux crédits allemands, voir : *Neue Formen des Zwischenstaatliche Kapitalverkehrs*, Die Bank, 12 octobre 1938 ; *Frankfurter Zeitung*, 9 décembre 1938 ; *Die Wirtschaftskurve*, Heft IV, 1938 ; *Bulletin économique* (Ministère de l'Economie, Ankara), octobre 1938 ; *Der Deutsche Volkswirtschaft*, 14 et 21 octobre 1938.

d'exportation ; finalement il fallait assurer dans les dispositions que le créancier recevrait ces produits.

C'était le défaut de l'ancien système. Pourtant ces dispositions seront les bases essentielles des nouveaux crédits.

II. — *La livraison de marchandises sous forme d'emprunt (Warenlieferungsanleihe).*

L'Allemagne exporte des machines destinées à l'équipement de telle ou telle industrie, soit inexistante encore à l'étranger, soit devant être réformée et renforcée. L'étranger réglera par des livraisons graduelles de cette industrie les machines allemandes.

Ces crédits de marchandises de l'Allemagne ont pour but d'augmenter les aptitudes de livraison des pays producteurs de matières premières pour servir les besoins de l'importation allemande.

La portée de ces crédits étrangers destinés exclusivement au financement du commerce extérieur dépend du développement des échanges de marchandises.

III. — L'accord germano-turc de crédit de marchandises devait être dans le sens de cette doctrine.

D'après cet accord le Gouvernement allemand fournirait directement sa garantie à toutes les usines qui ouvriraient des crédits au Gouvernement turc pour les achats effectués conformément aux clauses de l'accord de crédit.

La majorité de ces livraisons devrait être destinée à ce qu'on nomme le troisième plan turc. Ce plan prévoit la construction d'un port près de Zougouldak, pour la houille de cette région et pour le fer de Karabuk (la Turquie est, dans le Sud-Est, le seul pays qui possède d'assez importants gisements de houille et de minerai de fer). Eu outre, le plan prévoit la mise en service de ferry-boats près de Constantinople, la construction de docks et de chantiers maritimes sur

le Bosphore et la mise en service de vingt-huit nouveaux vapeurs de mer. A Zougouldak et à Koutaya on construira deux grandes centrales caloriques pour la production de l'énergie électrique. Sont prévues également des briquetteries, des cimenteries, des fabriques d'azote, ensuite trois nouvelles sucreries, des fabriques de conserves, une nouvelle filature de coton en Anatolie Orientale, une fabrique de moteurs et une fabrique de matériel agricole, ainsi que la production synthétique de l'essence, du lignite et une fabrique d'aluminium. Les frais de construction de ces usines atteignent environ 80 millions de livres turques, c'est-à-dire environ 150 millions de Reichsmarks.

Le remboursement des crédits affectés à la construction d'établissements de production de cette nature est assuré, pour plusieurs années, par la fourniture à l'Allemagne de produits agricoles et matières premières.

De plus, les nouvelles usines auront des besoins courants pour l'entretien et le renouvellement de leur matériel. *On voit bien qu'il ne s'agit nullement d'emprunts, mais de financement réciproque du commerce extérieur* (98). Les paiements s'effectueront dans le cadre du clearing germano-turc.

Il est à craindre que cet accord n'accentue les difficultés du clearing. Pendant la période de dix ans de la validité de ce traité les soldes de clearing créditeurs pour l'Allemagne s'accumuleront et, en fin de compte, ce sont les Gouvernements réciproques qui financeront cet échange de marchandises.

On ne connaît pas le texte exact de l'accord, les clauses en étant secrètes.

(98) D'après la « Banque de Règlements Internationaux », Neuvième rapport annuel, avril 1938, mars 1939.

IV. — Il est intéressant de comparer cet accord avec l'accord anglo-turc de crédit, conclu la même année, dont les clauses sont bien déterminées et avec lequel il a certaines ressemblances. Il constitue, en outre, un exemple intéressant des changements intervenus dans le système de financement du commerce international.

Les dispositions de la convention anglo-turque prévoient une émission sur le marché de Londres de Lstg 10 mill. de bons à 5,5 %, garantie par le Département (99), en couverture des exportations vers la Turquie de machines et autres articles manufacturés britanniques. On a ajouté à cet accord un plan d'exportation des produits nationaux turcs sur le marché mondial.

Le service de l'emprunt — amortissement et intérêts — sera réglé sur le montant des ventes des produits turcs. D'autre part, le Gouvernement britannique donne sa garantie pour l'émission d'un emprunt de Lstg 6 mill. affecté aux achats de matériel d'armement de la Turquie en Grande-Bretagne.

V. — Dans le cas de l'accord germano-turc, on ne peut surtout pas parler de quelque manière que ce soit d'un emprunt dans le sens propre du mot.

Il servira probablement, également, comme type d'accord que l'Allemagne est prête à conclure avec d'autres pays du Sud-Est. Ce seront justement de pareils accords à long terme.

Peu importe la dénomination : accord, emprunt, crédit, collaboration économique — le fond est cette persistance —

(99) En Angleterre, le Département des garanties de crédits à l'exportation du Board of Trade est devenu, après des essais sans importance, un facteur considérable du mécanisme britannique du financement des exportations.

la durée. Le but que l'Allemagne vise par des accords de cette nature est la persévérance, le renforcement des échanges commerciaux. En vertu d'un pareil accord, s'il est mis en application, l'autre partie contractante — en l'occurrence la Turquie — s'engage à diriger son commerce extérieur, en gros volume, pendant une période de dix ans vers l'Allemagne.

Si l'on tient compte de la position allemande comme client de la Turquie et du fait que, sauf interpolation des facteurs politiques, son importance à ce point de vue augmentera encore grâce au dit accord, il est évident que l'Allemagne tend à parachever son monopole de fait sur le marché turc.

Si « l'accord d'emprunt » germano-turc et « l'accord de collaboration » germano-roumain sont, dans l'ordre général, différents, en fin de compte ils se ressemblent, parce qu'ils ont les mêmes buts — le renforcement des échanges commerciaux et l'adaptation des économies nationales turque et roumaine aux besoins de l'importation allemande.

CONCLUSION

Nous avons illustré les thèses de l'Allemagne actuelle à propos du « vaste territoire économique allemand ». Elaborées par des légistes nationaux, elles expriment parfaitement les aspirations des hommes au pouvoir. *Le « Grosswirtschaftsraum », tel est le mot d'ordre de l'Allemagne d'aujourd'hui. Cet empire engloberait également les pays du Sud-Est de l'Europe. Son organisation économique serait instituée pour servir exclusivement les intérêts de la nation allemande.*

Nous avons, d'autre part, essayé de démontrer ce qui était fait, et ce qui est en train de se faire, conformément à ces aspirations.

Tout d'abord, nous avons examiné le changement de culture des pays du Sud-Est, qui s'exécute suivant les besoins de la production allemande et selon les goûts du consommateur allemand. C'est une partie importante du travail, parce qu'elle prépare à l'avance une structure économique déterminée, celle qu'envisagent dorénavant les Allemands pour le Sud-Est. Les accords de ce genre, plus particulièrement l'accord-type germano-roumain, ne sont qu'une étape de ce travail. C'est un sacrifice volontaire de leur liberté d'action que consentent les pays du Sud-Est, sacrifice qui mènera inévitablement à leur dépendance économique intime vis-à-vis

de l'Allemagne, et dont on peut craindre qu'il n'entraîne l'hégémonie politique de ce dernier pays.

La position occupée par l'Allemagne dans le commerce extérieur des Etats du Sud-Est aboutit à son profit à un quasi-monopole de fait sur les économies de ces Etats. Sans aucun doute, de cette position découlera un lien étroit entre ces unités économiques. Nous soutenons, avec Walter Grävell, que ces échanges toujours plus intenses de marchandises peuvent entraîner, d'eux-mêmes, le « Grosswirtschaftsraum » allemand.

Pour renflouer le pouvoir d'achat des producteurs paysans du Sud-Est, on a estimé nécessaire de dissocier les prix agricoles de ceux des marchés internationaux. Les Gouvernements des Etats du Sud-Est ont pratiqué l'intervention sous diverses formes et nous avons vu également l'apport du commerce avec l'Allemagne dans cette tâche. Certainement, la chute des prix et le rétrécissement des marchés mondiaux ont gravement atteint les pays du Sud-Est. On a considéré comme l'un des principaux problèmes la question des prix des produits agricoles. L'Allemagne a su agir, et, outre les préférentiels, elle a offert, pour le blé, par exemple, un prix qui était plus que double de la parité des marchés mondiaux. Au fond, le prix du blé a évolué du prix du marché mondial vers les prix allemands. La même courbe fut suivie par d'autres produits agricoles, pour lesquels aucune intervention étatique ne s'était exercée. Nous avons souligné que la libération des prix du Sud-Est du prix du marché mondial, pour nombre de produits agricoles, a eu son revers, car elle a produit ce résultat que la capacité de concurrence des pays du Sud-Est est devenue unilatérale. Le véritable problème économique de ces pays — augmenter et améliorer la production — a été négligé. *Un système des prix calqué sur*

celui de l'Allemagne attacha encore plus les économies du Sud-Est à l'économie allemande.

Au cours de notre étude, nous n'avons pas omis le facteur politique. Au contraire, nous avons souligné l'immixtion de considérations politiques et leur influence dans le domaine des rapports économiques entre Etats.

Nous prétendons que tous ces faits concourent à la réalisation du « Grosswirtschaftsraum » allemand. Au facteur politique, nous donnons cependant la prépondérance. Alors que les autres préparent, facilitent même, il est, lui, décisif pour la réalisation du but visé.

La réintroduction des méthodes de libre-échange, c'est-à-dire le changement des méthodes actuelles de commerce, conduirait à ce que, pour le commerce entre l'Allemagne et les pays du Sud-Est, ces derniers retirent des bénéfices plus grands que ceux qu'ils ont eus jusqu'à présent. « Il est évident que si l'Allemagne renonçait à la politique autarchique et collaborait à une action d'assainissement monétaire internationale, appelée à faciliter une politique économique plus libérale dans le monde entier, l'intensification des rapports commerciaux avec les pays du Sud-Est européen prendrait un caractère normal ». Cette orthodoxie scientifique nous paraît devoir se réaliser dans la mesure où le facteur politique lui sera favorable.

Nous voulons, en terminant, écarter une association éventuelle. Le « Grosswirtschaftsraum » ne doit jamais être confondu avec le « régionalisme économique ». Certains auteurs (*) soutiennent que les préférentiels créent le « régionalisme économique », et que c'est notamment le cas des préférentiels

(*) Hantos : *Obradovitch*.

concedés par l'Allemagne aux pays du Sud-Est. Il ne faut pas lier ces deux idées, parce que celle du « régionalisme économique » comprend, à part les concessions d'ordre économique dans ce territoire, l'égalité de droits entre pays. Nous pouvons admettre, avec ces auteurs, que l'Allemagne, en accordant ces préférentiels, instaure un « régionalisme économique », mais il ne faut pas l'identifier avec l'idée du « Grosswirtschaftsraum », lequel suppose essentiellement l'inégalité des unités politiques qui le composent. Cependant, il nous semble que ce « régionalisme économique » facilite également la réalisation du « Grosswirtschaftsraum » allemand.

VU :

Le Doyen,

G. RIPPERT.

VU :

Le Président de la Thèse,

Jean LESCURE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

A. ROUSSY.

ANNEXE

Population et superficie dans le Sud-Est de l'Europe et en Allemagne (1938-1939) ()*

Pays	Habitants Millions	Superficie totale	Affecté à l'Agriculture Millions d'hectares	Terre arable
Bulgarie	6,3	10,3	2,9 (1)	3,6
Grèce	6,9	13,0	2,3 (2)	2,1
Yougoslavie ...	15,4	24,8	14,3	7,5
Roumanie	19,7	29,5	18,4	13,9
Turquie	16,5	76,2	9,0	7,8
Hongrie	9,0	9,3	7,6	5,6
Allemagne (3) .	86,1	63,5	38,0	25,1

Densité de population en 1937-1938 (Habitants par Km²) ()*

Belgique	274	Hongrie	97
Pays-Bas	247	Roumanie	67
Allemagne	135	Yougoslavie	62
Luxembourg	116	Bulgarie	61
Suisse	101	Grèce	53
Danemark	88	Turquie	22

(*) WAGEMANN : « Der Neue Balkan ».

TRAITE DESTINE A PARFAIRE LES RAPPORTS ECONOMIQUES ENTRE LE ROYAUME DE ROUMANIE ET LE REICH ALLEMAND

Le Royaume de Roumanie et le Reich allemand dont l'intention, dans l'intérêt des deux pays, est d'approfondir leurs rapports écono-

(1) Exclusivement des pâturages.

(2) Seulement les terres arables, les vignes, etc..., et similaires.

(3) Inclus la Sarre, l'Autriche, le Pays des Sudètes, Memel, la Bohême et la Moravie.

miques qui sont en continuel développement, est d'arriver à une collaboration dont le programme soit de grande envergure sur le terrain économique et aux fins de réaliser leurs buts pacifiques, sont tombés d'accord pour conclure un traité.

A cette fin, ils ont nommé comme fondés de pouvoirs :

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Le Ministre des Affaires Etrangères, M. Grégoire Gafenco,

Le Ministre de l'Economie Nationale, M. L. Bujoiu,

Le Chancelier du Reich ;

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest, M. le Dr. Wilhelm Fabricius ; et

Le Directeur ministériel mandataire du « Vierjahresplan », M. Helmuth Wohltat, lesquels, après avoir examiné l'étendue de leurs attributions plénipotentiaires, trouvées en bonne et due forme ont convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

En vue de la collaboration entre les parties contractantes et comme un complément de l'actuelle réglementation des échanges économiques roumano-allemands, il sera élaboré un plan économique portant sur plusieurs années, qui maintiendra comme principe de base, l'équilibre des échanges économiques réciproques.

Le plan économique tiendra compte, d'une part, des nécessités de l'importation allemande et, d'autre part, des possibilités de développement de la production roumaine, des besoins intérieurs roumains, des nécessités des échanges économiques de la Roumanie avec les autres pays.

Le plan aura notamment trait à :

I. — *a.* — Développement et orientation de la production agricole roumaine. A cette fin, après un préalable échange d'expériences des organes compétents des deux parties, il sera également procédé à la culture de nouveaux produits agricoles, ainsi qu'à l'intensification de ceux déjà cultivés, principalement des fourrages, des plantes oléagineuses et textiles.

b. — Développement des industries agricoles existantes et la création de nouvelles industries agricoles et d'installations de transformation ;

2. *a.* — Développement de l'économie roumaine forestière et du bois.

b. — Création d'exploitations et d'industries forestières, dans la mesure où elles seront nécessaires en regard de celles du point 2.

3. *a.* — Livraison de machines et d'installations pour les exploitations minières en Roumanie.

b. — Fondation de sociétés mixtes roumano-allemandes pour l'ouverture et la valorisation de la calcopyrite de la Dobroudja, des minerais de chrome du Banat, des minerais de manganèse de la région de Vatrâ Dornei-Brosteni. De même, sera examinée la valorisation des gisements de bauxite et, éventuellement, la création d'une industrie de l'aluminium.

4. — Fondation d'une Société mixte roumano-allemande, qui s'oc-

cupera de l'exploitation du pétrole et de l'exécution d'un programme de forage et de transformation du mazout.

5. — Collaboration dans le domaine industriel.

6. — Création de zones libres où seront installées des entreprises industrielles et commerciales, et construction dans ces zones libres d'entrepôts et installations de transbordement pour la navigation allemande.

7. — Livraison d'armement et équipement pour l'armée, la marine, l'aviation roumaines et l'industrie de l'armement.

8. — Développement des voies de communication et des moyens de transport du réseau de chemin de fer et des voies fluviales.

9. — Construction d'installations d'utilité publique.

10. — Collaboration entre les banques roumaines et allemandes, dans l'intérêt des deux pays, principalement pour le financement des diverses affaires.

ARTICLE II

Les Commissions gouvernementales, fixées par l'art. 32 du Traité de commerce et de navigation du 23 mars 1935, passé entre le Gouvernement Royal Roumain et le Reich, seront chargées de l'exécution de ce traité.

ARTICLE III

Les deux Commissions gouvernementales se communiqueront chaque fois leurs intentions relatives à ce Traité. Elles décideront de l'exécution des différents projets.

Les deux gouvernements accordent l'aide nécessaire aux organisations et aux firmes qui s'occuperont à préparer et à exécuter les projets mentionnés à l'art. 1^{er}. Elles faciliteront la mise en exécution des projets par les Commissions gouvernementales en accordant les autorisations exigées par la loi.

ARTICLE IV

Les paiements à effectuer par l'Allemagne en Roumanie et vice-versa en exécution de ce traité, seront faits conformément aux dispositions générales actuellement en vigueur de l'accord du clearing roumano-allemand. Les commissions gouvernementales pourront décider qu'un pourcentage quelconque de la contre-valeur des livraisons stipulées à l'art. 1 points 7-9, ou de la contre-valeur des autres livraisons de marchandises, soit utilisé comme participation des capitaux et financement des projets mentionnés à l'art. 1^{er}.

ARTICLE V

Le présent traité sera ratifié. Il entrera en vigueur un mois après l'échange des documents de ratification, qui sera fait à Berlin au plus tôt. Les parties contractantes l'appliqueront provisoirement à partir de la date même de la signature.

Le traité restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1944 s'il n'est pas dénoncé un an avant cette date, il sera prolongé indéfiniment. En

ce cas, il pourra être dénoncé à tout moment, en respectant le délai de préavis d'un an à la fin de chaque trimestre.

Signé à Bucarest, texte roumain et allemand, chacun en deux exemplaires, le 23 mars 1939.

Pour le Royaume de Roumanie :

(ss.) Grégoire GAFENCO

Ministre des Affaires Etrangères.

Pour le Reich Allemand :

(ss.) Dr. Wilhelm FABRICIUS

Envoyé extraordinaire et

Ministre plénipotentiaire à Bucarest ,

(ss.) I. BUJAI

Ministre de l'Economie Nationale

(ss.) Helmuth WOHLTHAT

Directeur Ministériel, mandataire
du « Vierjahresplan »

(Texte officiel)

ACCORDS DE PAIEMENT (*)

ALLEMAGNE-BULGARIE. —

Caractère de l'accord : Accord de Banques Centrales.

Organisme d'exécution : a) — L'Allemagne : Deutsche Verrechnungskasse, Berlin.

b) — Bulgarie : Banque Nationale de Bulgarie, Sofia.

Mode de paiement : Cours du Change : Cours officiel des deux monnaies respectives. — Les créances commerciales libellées en devises tierces sont converties en Allemagne en Reichmarks, en Bulgarie en Levas, sur la base d'un cours librement convenu.

Analyse de l'accord : Accord de Clearing pur. Dispositions spéciales : la compensation privée peut être autorisée d'un commun accord par les deux organismes d'exécution. Les stipulations du présent accord s'appliquent exclusivement aux marchandises qui, selon les dispositions en vigueur dans le pays importateur, y sont considérées comme originaires de l'autre pays (exportateur). Ainsi qu'aux frais accessoires. Elles ne s'appliquent pas aux marchandises en transit, aux assurances, transports et aux frais maritimes.

ALLEMAGNE-GRÈCE. —

Caractère de l'accord : Accord d'Etats ;

Organisme d'exécution : a) — Allemagne : Deutsche Verrechnungskasse, Berlin.

b) — Grèce : Banque de Grèce, Athènes.

Mode de paiement : Cours du change : Cours officiel des deux monnaies respectives. — Les créances commerciales libellées en devises tierces sont converties, en Allemagne, en Reichmarks, sur la

(*) D'après : *Accords de clearing et de paiement*, Chambre Internationale de Commerce.

base du dernier cours officiel moyen de la Bourse de Berlin, et en Grèce, en Drachmes, sur la base du dernier cours officiel moyen de la Bourse d'Athènes.

Analyse de l'accord : Accord de Clearing pur. Dispositions spéciales : la compensation privée peut être autorisée d'un commun accord par les deux organismes d'exécution. Les stipulations du présent accord s'appliquent exclusivement aux marchandises qui, selon les dispositions en vigueur dans le pays importateur, y sont considérés comme originaires de l'autre pays (exportateur), ainsi qu'aux frais accessoires et de transformation. Elles ne s'appliquent pas aux marchandises en transit, aux frêts maritimes et aux assurances.

ALLEMAGNE-HONGRIE. —

Caractère de l'accord : Accord d'Etats.

Organisme d'exécution : a) — Allemagne : Deutsche Verrechnungskasse, Berlin.

b) — Hongrie : Banque Nationale de Hongrie, Budapest, et Banques autorisées.

Mode de paiement : Cours du Change : la monnaie de compte est le Reichmark. Les créances commerciales libellées en devises tierces sont converties en Allemagne, sur la base du dernier cours de la Bourse de Berlin, en Hongrie sur celle du dernier cours de la bourse de Budapest.

Analyse de l'accord : Accord de Clearing et de paiement. Dispositions spéciales : la compensation privée peut être autorisée d'un commun accord par les deux organismes d'exécution. Les stipulations du présent accord s'appliquent exclusivement aux marchandises, qui, suivant les dispositions en vigueur dans le pays importateur, y sont considérées comme originaires de l'autre pays (exportateur), ainsi qu'aux frais accessoires et aux prestations du domaine de la propriété intellectuelle. Elles ne s'appliquent pas aux marchandises en transit. En Allemagne sur les sommes versées par les importateurs allemands de marchandises hongroises ; un certain pourcentage est mis à la libre disposition de la Banque Nationale de Hongrie ; un certain pourcentage est affecté au règlement de certaines dettes hongroises non commerciales en Allemagne.

ALLEMAGNE-ROUMANIE. —

Caractère de l'accord : Accord d'Etats.

Organisme d'exécution : a) — Allemagne : Deutsche Verrechnungskasse, Berlin.

b) Roumanie : Banque Nationale de Roumanie, Bucarest.

Mode de paiement. — Cours du change : la monnaie de compte est le Reichsmarks. Les créances commerciales libellées en devises tierces sont converties en Reichsmarks en Allemagne sur la base du cours moyen de la veille de la Bourse de Berlin et en Roumanie, sur la base du dernier cours de la Bourse de Berlin.

Analyse de l'accord : Accord de Clearing pur. Dispositions spéciales : les stipulations du présent accord s'appliquent exclusivement aux marchandises qui, selon les dispositions en vigueur dans le pays importateur, sont considérées comme originaires de l'autre pays (exportateur), ainsi qu'aux frais accessoires, au solde provenant des opérations de chemin de fer, P.T.T. et Compagnies d'aviation des deux pays et les taxes de port et de quai. Elles ne

s'appliquent pas aux marchandises en transit, aux assurances, aux frêts maritimes. En Allemagne, sur les sommes provenant des exportations allemandes en Roumanie (Compte spécial A) quinze pour cent sont affectés à un compte spécial B et mis à la libre disposition de la Banque Nationale de Roumanie.

ALLEMAGNE-TURQUIE.

Caractère de l'accord : Accord de Banques Centrales complété d'un accord d'Etats.

Organisme d'exécution : a) Allemagne : Deutsche Verrechnungskasse, Berlin.

b) Turquie, Banque Centrale de la République de Turquie, Ankara.

Mode de paiement : Cours du change ; cours officiel des deux monnaies respectives. Les créances commerciales libellées en devises tierces sont converties en Allemagne en Reichsmarks, à un cours convenu ou sur la base du cours officiel de la Bourse de Berlin, en Turquie, en Livres turques, à un cours convenu ou sur la base du cours officiel de la Bourse d'Istanbul.

Analyse de l'accord : Accord de Clearing et de paiement. Dispositions spéciales : les stipulations du présent accord s'appliquent exclusivement aux marchandises qui sont considérées comme originaires de l'autre pays (exportateur), aux frais accessoires, frais de transport, tous frais maritimes, primes d'assurances. Les frais d'exploitation, les salaires et traitements, commissions, frais de procès et frais de voyage, sont réglés par le débit du compte spécial C). — Les stipulations ne s'appliquent pas aux marchandises en transit. En Allemagne, les sommes versées par les importateurs allemands de toutes marchandises turques sont réparties comme suit : 70 % (compte A) sont affectés au règlement des dettes commerciales turques en cours, 30 % (compte B), sont mis à la libre disposition de la Banque centrale de la République turque pour tous paiements turcs sur le territoire allemand.

ALLEMAGNE-YOUGOSLAVIE.

Caractère de l'accord : Accord de Banques centrales.

Organisme d'exécution : a) Allemagne : Deutsche Verrechnungskasse, Berlin ; b) Yougoslavie : Banque Nationale du Royaume de Yougoslavie, Belgrade.

Mode de paiement : Cours du change : Cours officiel des deux monnaies respectives. Les créances commerciales libellées en devises tierces sont converties, en Allemagne, en Reichmark, et en Yougoslavie, en Dinars à un cours convenu sur la base du cours officiel moyen de la Bourse de Berlin.

Analyse de l'accord : Accord de clearing et de paiement. Dispositions spéciales : les stipulations du présent accord s'appliquent aux marchandises qui, selon les dispositions en vigueur dans le pays importateur y sont considérées comme originaires de l'autre pays (exportateur), aux prestations du domaine de la propriété intellectuelle et au paiement de petites dettes d'origine non commerciale.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BALAS Charles. — *La politique commerciale en Europe Centrale, Académie de droit international, Recueil des cours*, 1935.
- BEUVE-MÉRY. — *Vers la plus Grande Allemagne*, Paris, 1939.
- DURAND Julien. — *Commerce extérieur, nécessité nationale*, Paris, 1938.
- GRÄVELL Walter. — *Der Aussenhandel in der national wirtschaft*, Stuttgart, 1937.
- GÜRGE Wilhelm et GROTTKOPP Wilhelm. — *Grossraum-Wirtschaft, Der Weg zur europaischen Einheit*, Berlin, 1931.
- HAUSHOFER. — *Die Erde als Lebensraum*, le cours de « Hochschule fuer Politik », Berlin, 1939.
- HITLER Adolf. — *Mein Kampf*, traduction intégrale par J. Gaudefroy-Demombines et A. Calmettes, Paris, 1934.
- HOFFMANN Burges. — *Clearing und Kompensation im internationalen Warenverkehr (Zahlung, Verrechnungs und Warenverkehrabkommen)*, Berlin, 1937.
- JOLLY Pierre. — *Traité des opérations de compensation. Les clearings commerciaux*, Paris, 1935, et *Les échanges commerciaux et la compensation*, Paris, 1939.
- KOSIER Lj. — *Grossdeutschland und Jugoslaviën*, Berlin, 1939.
- LESCURE Jean. — *Cours d'économie sociale comparée*, Cours de la Faculté de Droit de Paris, 1938-39.
- NIEDERLE A. — *L'évolution et l'état actuel de la collaboration économique dans le bassin du Danube*, Prague, 1938.
- NAUMANN Fridrich. — *Mitteleuropa*, Berlin, 1915.
- OSUSKY Stephen. — *Le problème des matières premières et son influence sur le destin de l'Europe*, Paris, 1937.
- OBRADOVITCH Sava. — *La politique commerciale de la Yougoslavie*, Beograd, 1939.
- OBRADOVITCH Sava. — *Trgovinski ugovori s najvecim povlascenjem*, Beograd, 1933.

- PIATIER André. — *Le contrôle des devises dans l'économie du III^e Reich*, Paris, 1937.
- REITHINGER A. — *Das wirtschaftliche Gesicht Europas*, Stuttgart, 1936.
- SAINT-JEAN Maurice. — *La politique économique et financière du III^e Reich*, Paris 1936.
- SCHMITT Carl. — *Voelkerrechtliche « Grossraumordnung » mit interventionsverbot fuer Raumpfremde Maechte*, Berlin, 1939.
- SCHNEIDER Kurt. — *Der Welthandel im Clearingverkehr*, Berlin, 1938.
- TRUCHY A. — *Le déclin du commerce international depuis 1930 ; les conditions de sa renaissance*. Académie de Droit International, Recueil des Cours, 1936-37.
- WAGEMANN Ernst. — *Der neue Balkan*, Hamburg, 1939.

ARTICLES DE REVUES

- ANST Hans. — Handelspartner und Finanzgläubiger, *Der deutsche Volkswirt*, 8-7-1938.
- BANOSKIWITZ. — Le Sud-Européen comme « Hinterland » de la Grande Allemagne. *L'actualité économique* (Revue canadienne en Français). Juin-juillet 1938.
- BRINKMAN Carl. — L'Europe Sud-Orientale et la Nouvelle Politique Commerciale, *Affaires Danubiennes*, décembre 1938.
- BRINKMAN Carl. — Grossdeutschland und der Suedosten, *Wirtschaftsblatt*, 23 décembre 1938.
- FISHER Allan. — L'avance économique de l'Allemagne dans l'Europe du Sud-Est, *International Affairs*, mars-avril, 1939, article traduit.
- GRDJITCH Gojko. — Deutsche Kaeufe und jugoslawisches Preisniveau, *Suedost-Economist*. Zeitschrift fuer die Donaulaender, *Polen und den Balkan*, Budapest, 23 juin 1939.
- GRDJITCH Gojko. — Les relations commerciales entre la Yougoslavie et l'Allemagne, *Affaires Danubiennes*, mars 1939.
- GRDJITCH Gojko. — Le dernier accord économique germano-roumain, *Jugoslovenski ekonomist*, juin 1939.
- GRDJITCH Gojko. — Les relations économiques germano-Yougoslaves, *Jugoslovenski ekonomist*, novembre 1938.
- GRAVEL Walter. — La réorganisation du commerce international, *Revue économique internationale*, octobre 1938.
- GRAVEL Walter. — Commerce extérieur et plan de quatre ans, *Braune Wirtschaftspost*, 7 janvier 1939.
- GRAVEL Walter. — Grossraum im Aussenhandel, *Deutsche Wirtschaftszeitung*, 23 février 1939.
- HANTOS E. — Le régionalisme économique en Europe, *Revue économique internationale*, avril 1939.
- HANTOS E. — Le régionalisme économique en Europe Centrale, *Affaires Danubiennes*, juillet 1938.

- HUGELMANN Gottfried. — Das Reichsprotectorat Boehmen und Maehren, *Monatshefte fuer auswaertige Politik*, mai 1939.
- HUFNER Adam. — Die handelspolitischen und organisatorischen Grundlagen der wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit dem Suedoestlichen Laendern, *Braune Wirtschaftspost*, 23 mai 1936.
- LAMER Mirko. — Die Wandlungen der auslaendischen Kapitalanlagen auf dem Balkan, *Weltwirtschaftliches Archiv*, novembre 1938.
- MADGEARU Virgile. — L'Allemagne et le Sud-Est Européen, *Affaires Danubiennes*, décembre 1938.
- MARZ Josef. — Der deutsch-rumaenische Wirtschaftsplan, *Ost-Europa*, juillet 1939.
- OBERASCHER Léonhard. — Le décalage du commerce extérieur de l'Allemagne, *Revue économique internationale*, 1937.
- OBERASCHER Léonhard. — Deutsche Handelerfoge in Suedeuropa, *Wirtschaftsdienst*, 4 mars 1938.
- PERTOT Vladimir. — Einige Entwicklungstendenzen im Aussenhandel der Balkanlaender, *Weltwirtschaftliches Archiv*, mars 1939.
- OTFRIED Frölich. — Grundlagen der deutsch-suedosteuropaeischen Zusammenarbeit, *Wirtschaftsdienst*, 7 octobre 1938.
- REICHARD E. — Grossraumwirtschaft, die Form der neuen Weltwirtschaft, *Wirtschaftsdienst*, 9 décembre 1938.
- VRANEK Jiri. — Plans proposés en vue d'une solution des problèmes de l'Europe Centrale, *Affaires Danubiennes*, juillet 1938.
- WAGEMANN Ernst. — Der Suedost-Handel und des wirtschaftlichen Rueckschlag 1937-38, *Monatsberichte der Wiener Institutes fuer Wirtschafts- und Konjunkturforschung*, janvier 1939.

ARTICLES DE REVUES NON SIGNÉS

- Das Verrechnungsabkommen mit Griechenland, *Devisen Archiv*, 1^{er} février 1938, p. 810.
- Der deutsch-tuerkische Verrechnungsverkehr, *Devisen Archiv*, 30 août 1938, p. 869.
- Grossdeutschland und Sudosteuropa, *Wirtschaftliche Nachrichten*, 22 octobre 1938.
- Deutschland und Suedosteuropa, *Die Bank*, 26 octobre 1938.
- Wirtschaftsache Nordsee Scharzes Meer, *Die Chemische Industrie*, 29 octobre 1938.
- Deutschland und die Suedosten. *Die deutsche Volkswirtschaft*, 1^{er} juin 1939.
- Deutsch-rumaenische Zusammenarbeit, *Der Wirtschaftsring*.
- Deutschland und Rumaenien ein Wirtschaftsraum, *Die Chemische Industrie*, 1^{er} avril 1939.
- Von der Nordsee bis zum Schwarzen Meer ein natuerlichen Wirtschaftsraum, *Der Suedosten*, 11 novembre 1938.
- Wirtschaftsraum Europa, *Der deutsche Volkswirt*, 31 mars 1939.

NUMÉRAUX SPÉCIAUX DES REVUES CONSACRÉES AU SUD-EST.

Deutschlands Handel mit Suedosteuropa, Numéro spécial du *Frankfurter Zeitung*, 9 décembre 1938.

Der Suedosten, Breslau, 5 mai 1939.

L'expansion économique allemande vers le Sud-Est, Supplément au *Bulletin Quotidien*; — Société d'études et d'informations économiques.

PUBLICATIONS DE LA S. D. N.

Aperçu général du commerce mondial, 1931 et 1932 ; 1932 ; 1933 ; 1934 ; 1935 ; 1936 ; 1937 ; 1938

Remarques sur l'état actuel des relations économiques internationales, 1935, 1936.

Situation économique mondiale, 1932-1933.

Revue de la situation économique mondiale, 1933-1934 ; 1934-1935 ; 1935-1936 ; 1936-1937 ; 1937-1938.

Rapport sur le contrôle des changes, 1938.

Enquête sur les accords de clearing, 1935.

Publications de la Chambre Internationale de Commerce. Accords de clearing et de paiement.

DOCUMENTS STATISTIQUES

Statistisches Jahrbuch fuer das deutsche Reich.

Uebersicht ueber den Stand der Wirtschaftspolitischen Beziehungen Deutschlands, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, herausgegeben vom Reichswirtschaftsministerium,

Statistique du commerce international, S. D. N.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les prétentions et les réalisations allemandes confusion des facteurs politiques et économiques

CHAPITRE PREMIER

Les prétentions allemandes

I. — <i>Idées allemandes d'avant-guerre et pendant la période de guerre 1914-1918. — « Mitteleuropa » de Naumann</i> (Précurseur des « économies de vastes espaces » et des tendances autarchiques. L'Union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La convention de Salzbourg)	10
II. — <i>La Réminiscence du Mythe du « Mitteleuropa » chez Hitler.</i> (Politique territoriale et notion de l'espace vital).....	12
III. — <i>Carl Smitt et sa théorie du « Grossraum ».</i> (Les grands espaces injustes. Les éléments constitutifs d'un « Grossraum ». La doctrine de Monroé, comme précédant du « Grossraum ». L'Etat des XVIII ^e et XIX ^e siècles, remplacé par le « Reich » comme sujet du droit international. Le « Reich » entité économique et politique)	13
IV. — <i>Walter Grävel et sa théorie du « Grossraumwirtschaft » basée sur la désorganisation du commerce international</i>	17
V. — <i>Le commerce international dans le cadre des « Grossraumwirtschaftsraeumen »</i>	20
VI. — <i>Le « Grosswirtschaftsraum » allemand, dans lequel serait incorporé le Sud-Est, se suffirait-il à lui-même ?</i>	22
VII. — <i>Position juridique des « petits pays » dans le futur « Grosswirtschaftsraum » allemand.</i> (Protectorat de la Tchéquie et de la Moravie. L'union douanière)	23

VIII. — <i>Les contrats à long terme. (Formes intermédiaires de collaboration économique entre le Sud-Est et l'Allemagne)</i>	25
IX. — <i>Jugement sur la théorie et en particulier sur le « Gross-wirtschaftsraum » allemand. (Critique et possibilités de réalisation)</i>	27

CHAPITRE DEUXIEME

Les réalisations allemandes

SOUS-CHAPITRE I

<i>L'adaptation de la structure économique du Sud-Est de l'Europe aux besoins du consommateur et de la production allemande</i>	31
I. — <i>Le Sud-Est et les Besoins de l'importation allemande. (Aujourd'hui le Sud-Est ne peut couvrir les besoins de l'importation allemande. Conditions dans lesquelles il pourrait y parvenir)</i>	31
II. — <i>Nouvelle orientation de la production du Sud-Est par le changement des cultures. (Moteur de ce changement : a) accords commerciaux entre l'Allemagne et le Sud-Est ; b) la demande allemande ; c) la crise du commerce international ; d) l'industrialisation du Sud-Est. Jugement sur le changement qui s'opère)</i>	33

SOUS-CHAPITRE II

<i>Traité destiné à parfaire les rapports économiques entre le royaume de Roumanie et le Reich allemand. — Collaboration étroite</i>	38
I. — <i>L'accord germano-roumain du 23 mars 1939. (Accord type, son originalité, inspiration, importance, teneur)</i>	38
II. — <i>La collaboration dans le domaine agricole. (Orientation et adaptation de la production roumaine. Tendances très nettes de réagrarisation de la production roumaine. Le défaut de cette collaboration)</i>	41
III. — <i>La collaboration dans le domaine industriel. (L'industrie agricole)</i>	43
IV. — <i>La collaboration dans le domaine minier. (Les sociétés mixtes d'exploitation germano-roumaines)</i>	44
V. — <i>L'Allemagne et l'industrialisation de pays du Sud-Est</i>	45
VI. — <i>La collaboration dans le domaine des communications. (La création de zones franches allemandes)</i>	46
VII. — <i>Les effets économiques de l'accord pour l'Allemagne et la Roumanie et la crainte politique</i>	47
VIII. — <i>La teneur normale d'un accord économique entre pays indépendants. (Comparaison avec l'accord germano-roumain)</i>	49

IX. — <i>L'investissement de capitaux dans le cadre de l'accord germano-roumain. (Comparaison avec l'ancienne méthode et son originalité)</i>	51
X. — <i>Conclusion sur l'accord et critique</i>	52
XI. — <i>L'obstacle à sa réalisation</i>	55
XII. — <i>L'accord germano-roumain du 20 juin 1939. (Accord complémentaire)</i>	56

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

**La structure et la politique économique de l'Allemagne
et du Sud-Est de l'Europe
Leurs problèmes et tendances**

I. — <i>L'Allemagne économique et sociale</i>	61
II. — <i>Les plans quadriennaux</i>	62
III. — <i>Le National-Socialisme et l'agriculture. (La réagrari- sation de l'Allemagne, les stockages, l'industrie des succéda- nés, nécessité d'importation)</i>	62
IV. — <i>Le Sud-Est économique. (La crise agricole spéciale du Sud-Est)</i>	65
V. — <i>Le problème Malthusien et l'industrialisation du Sud- Est. (Besoin urgent d'industrialisation, économie semi-dirigée, nécessité d'importation)</i>	67

CHAPITRE DEUXIEME

**Le développement des relations commerciale
entre l'Allemagne et les pays du Sud-Est de l'Europe
Leurs structure et fluctuations**

I. — <i>La position de l'Allemagne dans le commerce extérieur des pays du Sud-Est</i>	71
II. — <i>La position du Sud-Est dans le commerce extérieur al- lemand</i>	75
III. — <i>L'ascension et les phases de l'évolution des rapports commerciaux depuis 1929 jusqu'en 1938</i>	76
IV. — <i>Première phase de l'évolution 1929-1931</i>	79
V. — <i>Seconde phase de l'évolution 1931-1933</i>	79
VI. — <i>Troisième phase de l'évolution 1933-1937-38 et les rai- sons principales de l'évolution dans toutes les phases</i>	80
VII. — <i>Période de déclin relative du commerce germano- Sud-Est</i>	81
VIII. — <i>Les causes du déclin des importations allemandes en provenance du Sud-Est</i>	82

IX. — <i>Les causes du déclin relatif de l'exportation allemande vers les pays du Sud-Est</i>	86
X. — <i>La structure du commerce Germano-Sud-Est.</i>	
a) <i>Structure de l'importation allemande en provenance du Sud-Est ou, autrement dit, de l'exportation du Sud-Est. L'importation minimale des matières premières</i>	88
b) <i>Structure de l'exportation allemande vers le Sud-Est ou structure de l'importation du Sud-Est en provenance de l'Allemagne</i>	91
XI. — <i>L'industrialisation du Sud-Est et l'exportation textile allemande</i>	92
XII. — <i>L'économie allemande et celle du Sud-Est ne sont pas complémentaires</i>	93
XIII. — <i>La question de la qualité des marchandises</i>	95
XIV. — <i>Nouvelle nomenclature des marchandises faisant partie des statistiques du commerce extérieur</i>	97

TROISIÈME PARTIE

Le Bilateralisme 105

CHAPITRE PREMIER

La compensation ou clearing

I. — <i>Règlement normal des échanges internationaux. (Période de commerce international libre)</i>	107
II. — <i>Règlement des échanges internationaux en régime de clearing ou compensation. (Les origines)</i>	107
III. — <i>Le clearing ou compensation pure — « Reine Verrechnungsabkommen ».</i> (La technique de règlement des créances commerciales. Ce que les accords de clearing peuvent régler)	108
IV. — <i>Les accords de paiement — « Reine Zahlungsabkommen ».</i> (L'accord de paiement germano-anglais de 1934. Son principe. Ses avantages)	109
V. — <i>Les accords de clearing et de paiements — « Verrechnungs und Zahlungsabkommen »</i>	112
VI. — <i>La compensation privée. — Le Troc.</i> (Ce qui signifie la clause de la compensation privée. Type classique de la compensation privée. L'avantage du troc sur le clearing. Le troc n'est qu'exceptionnellement employé dans les échanges internationaux)	112
VII. — <i>Les inconvénients des accords de clearing pur et des accords de clearing et de paiements.</i> (Les objections d'ordre général. Le retard dans le règlement de la créance de l'exportateur. Le défaut du clearing fonctionnant entre deux pays de structure économique différente)	114

VIII. — <i>L'importance du clearing dans les relations commerciales Germano-Sud-Est</i>	115
IX. — <i>Le défaut principal des clearings Germano-Sud-Est Européen</i>	116
X. — <i>L'équilibre de la balance de clearing et l'absorption des arriérés.</i> (Limiter l'exportation vers l'Allemagne. Encourager l'importation de l'Allemagne. La convention germano-yougoslave de mars 1937. Difficulté de trouver l'équilibre de la balance de clearing)	117
XI. — <i>Manque de concordance entre la balance commerciale et la balance de clearing dans le commerce Germano-Sud-Est.</i> (Ce que sont les deux balances ; l'importance de ce déséquilibre ; la causalité entre les deux balances. Encore une raison du bilan actif du clearing pour le Sud-Est — les livraisons à crédit. Le déséquilibre était avantageux pour l'Allemagne. La primordialité de la balance commerciale)	120
XII. — <i>L'Economie allemande a-t-elle crédité les économies du Sud-Est ou inversement ?</i> (Deux opinions opposées se basant l'une sur les crédits, l'autre sur les arriérés de clearing. Leurs inexactitudes. Quand peut-on dire que l'économie allemande finance une économie Sud-Est européenne)	123
XIII. — <i>Une curiosité. — Le clearing germano-yougoslave.</i> (son fonctionnement normal avec les mêmes caractéristiques que les accords avec les autres pays du Sud-Est. L'introduction du clearing privé spécial. Sa ressemblance avec le mécanisme des devises libres. L'accord d'octobre 1938 supprime l'essentiel du système)	125
XIV. — <i>L'accord germano-roumain du 23 mars 1939 prévoit le transfert des capitaux dans le cadre du clearing.</i> (La destinée du clearing dans les relations commerciales germano-Sud-Est. L'article IV de l'accord. La pénétration économique allemande souffrant du manque de capitaux serait-elle susceptible de trouver là une issue ?)	130

CHAPITRE DEUXIEME

Les prix dans le commerce Germano=Sud=Est

I. — <i>La politique allemande des prix.</i> (Des prix élevés offerts par l'Allemagne pour les produits agricoles. Les droits préférentiels. Le prix des marchandises allemandes est imposé)....	133
II. — <i>Le cours du change dans les accords de clearings et la surélévation du mark allemand.</i> (L'explication des prix élevés allemands. Négociations sur le cours du change. Le cours élevé de la monnaie allemande stimule l'importation du Sud-Est. Le cours déprécié tend à stimuler l'exportation allemande)	134
III. — <i>Le bénéfice de l'exportateur et le gain national.</i> (Politique allemande de dumping)	135

IV. — <i>L'influence des prix offerts par l'Allemagne sur le niveau général des prix des pays du Sud-Est. (L'opinion contraire, fondée sur la théorie de l'utilité marginale. Le manque de concurrence libre met cette théorie en échec. Organisation de l'exportation et fixation des prix)</i>	136
V. — <i>L'influence directe des prix allemands sur les prix yougoslaves</i>	139
VI. — <i>L'indice des prix, preuve relative de l'influence des prix allemands sur les prix des pays du Sud-Est</i>	139
VII. — <i>Le danger de la répercussion des prix allemands sur les prix des pays du Sud-Est. (L'isolement du marché mondial et le rattachement au marché allemand)</i>	141

CHAPITRE TROISIEME

Le crédit en marchandises

I. — <i>Anciennes formes de crédit. — Emprunts. (Crédit politique. Le principe du « capital effectif » ; caractère des anciens emprunts)</i>	143
II. <i>Livraison de marchandises à crédit « Warentieferungsanleihe ». (Son principe)</i>	145
III. — <i>L'accord germano-turc de crédit. (Destiné à l'exécution du III^e plan turc)</i>	145
IV. — <i>L'accord anglo-turc de crédit. (Comparaison avec l'accord germano-turc)</i>	147
V. — <i>Jugement sur les accords à long terme</i>	147
CONCLUSION	149
ANNEXE	153

